

Mémorisation des attentats du 13 novembre 2015

7 ans et deux mois après

Jörg MÜLLER,
Sandra HOIBIAN



Juillet 2023

Table des matières

Avant-propos.....	3
Programme 13 novembre	3
L'enquête quantitative en population générale menée par le CREDOC.....	4
Quelques impacts des deux méthodes de recueil utilisées (face à face et en ligne).....	6
Entre la mémoire de l'individu, et celle d'une société, un « continuum » d'influences croisées.....	9
Mémoire événementielle et mémoire flash	11
A propos du rôle des médias dans le processus de la mémorisation de traumatismes collectifs	13
Résumé.....	15
1. L'année 2023 marque une vague de remémoration des attentats	16
Plus de quatre Français sur dix ont suivi le procès des attentats du 13 novembre dans les médias	16
Un effet de la médiatisation du procès sur la remémoration des attaques du 13 novembre.....	21
Le procès V13 : une forme de cadrage institutionnel amplifiant la place symbolique de l'évènement	25
Les attentats du 13 novembre sont davantage cités cette année dans toutes les catégories sociales – néanmoins, les différences catégorielles se maintiennent	30
Des émotions et des images précises liées aux attentats du 13 novembre 2015, ravivées en ce début 2023	33
Les attentats du 13 novembre 2015 – un traumatisme encore trop jeune pour faire partie de l'histoire.....	36
2. Une lecture des causes des attentats en résonance avec les thématiques d'actualité.....	39
1. En janvier 2023, l'immigration est vue comme la principale cause des attentats - les tensions religieuses et culturelles reléguées en troisième position.....	40
2. L'empreinte du système de valeurs et des logiques partisans reste forte	42
3. La lutte contre DAESH – un item qui caractérise « l'absurdité » des attentats	45
3. Le traumatisme ravivé en ce début 2023 – la peur est perçue comme la principale conséquence des attentats du 13 novembre 2015	48
1. Le sentiment de peur prédomine et revient à son niveau de juin 2016	48
2. Spontanément, les répondants évoquent également la peur et l'inquiétude comme conséquences des attaques	54
4. La typologie de l'opinion pointe une hausse des inquiétudes et de l'anxiété par rapport aux attentats du 13 novembre.....	56
1. Eléments méthodologiques.....	56
2. Davantage de Français sont inquiets ou tétanisés par les attentats du 13 novembre 2015	60
Le tétanisés (19%)	61
Les préoccupés du vivre ensemble (16%)	61
Les anxieux (38%)	61
Les optimistes (9%).....	62
Les « distants » (18%).....	63

5. Annexes	64
Données complémentaires	64
Tableaux supplémentaires sociodémographiques.....	66
Questionnaire.....	81
Bibliographie.....	84

Avant-propos

Ce document présente les **résultats** de six questions posées à un échantillon représentatif de Français portant sur les attentats du 13 novembre 2015. Ces questions ont été insérées dans l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » du CRÉDOC, dans la vague de **janvier 2023**. Cette étude s'inscrit dans le cadre du **programme 13 novembre** initié par le CNRS, l'Inserm et HESAM Université (cf. plus bas). Une partie de ces résultats est comparée à ceux obtenus en janvier 2017, 2019 et 2021. La mise en place d'une méthodologie identique (questionnaire, échantillonnage, etc.), permettant une comparaison des résultats dans le temps. Ponctuellement nous mobiliserons également des comparaisons avec la vague de mai 2021 qui repose sur une méthodologie d'enquête identique mais dont le questionnaire est partiellement différent.

Programme 13 novembre

13-Novembre est un programme de recherche transdisciplinaire qui se déroulera sur 12 ans. Son objectif est d'étudier **la construction et l'évolution de la mémoire** après les attentats du 13 novembre 2015, et **en particulier l'articulation entre mémoire individuelle et mémoire collective** d'un événement traumatique. La mémoire est un élément essentiel de la construction de l'identité individuelle comme de l'identité collective. En ce sens, la mémoire des attentats du 13 novembre participe et participera à façonner la société de demain. C'est le rôle de la recherche scientifique d'analyser ces phénomènes pour nous permettre de mieux les comprendre et mieux les appréhender. Il s'agit également de conserver et de transmettre la mémoire des attentats du 13 novembre. C'est une forme d'engagement de la part de la communauté scientifique envers les citoyens.

Porté par le CNRS et l'Inserm pour le volet scientifique et par HESAM Université pour le volet administratif, le « Programme 13-Novembre » est financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR-10-EQPX-21-01) dans le cadre du Programme Investissements d'Avenir (PIA). Il rassemble 31 partenaires et de nombreux soutiens, dont le CREDOC :

Partenaires (hors laboratoires) *	Laboratoires partenaires	Soutiens
<ul style="list-style-type: none">• CNRS• Inserm• HESAM Université• Santé Publique France• Institut National de l'Audiovisuel (INA)• Etablissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense (ECPAD)• Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC)• GIP Cyceron• Centre Hospitalier Universitaire de Caen• Archives Nationales (AN)• Service Interministériel des Archives de France (SIAF)• Le Parisien-Aujourd'hui en France• Universcience• France Culture• École Pratique des Hautes Études (EPHE – PSL)• Œuvre de Secours aux Enfants (OSE)• Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne	<ul style="list-style-type: none">• Centre Européen de Sociologie et de Science Politique (CESSP, UMR 8209, Paris)• Neuropsychologie et imagerie de la mémoire humaine (NIMH, U1077, Caen)• Institut d'Histoire des représentations et des Idées dans les Modernités - IHRIM (textométrie, UMR 5317, Lyon)• Institut des Sciences sociales du Politique (ISP, Nanterre)• Centre de recherche sur les liens sociaux - CERLIS (sociologie, UMR 8070, Paris)• Institut des systèmes complexes de Paris Île-de-France (ISC-PIF, Paris)• Centre de recherche sur les médiations (CREM, UR3476, Lorraine)• Bases, Corpus, Langages (BCL, UMR 7320, Nice-Sophia-Antipolis)• Institut de l'Ouest : Droit et Europe (droit, IODE, Rennes)	<ul style="list-style-type: none">• Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation• Ministère de la Justice• Ministère de l'Intérieur• Ministère de la Culture et de la Communication• Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Armées,• Préfecture de police• Communauté d'agglomération Caen la Mer• Région Normandie• Région Île-de-France• Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC)• Mairie de Paris• Mairie du 10ème arrondissement (Paris)• Mairie du 11ème arrondissement (Paris)• Ville de Saint-Denis• Ville de Caen• Normandie Université

<ul style="list-style-type: none"> • Université de Caen Normandie • Autre Universités tutelles des laboratoires 	<ul style="list-style-type: none"> • Neuropsychiatrie : recherche épidémiologique et clinique (U1061, Montpellier) • PRAXILING (linguistique, UMR 5267, Montpellier) • DIPRALANG (linguistique, UR 739, Montpellier) • Théorie et histoire des arts et des littératures de la modernité - THALIM (littérature et arts, UMR 7172, Paris) 	<ul style="list-style-type: none"> • France Victimes • Life for Paris • Groupe B2V • Paris Aide aux victimes • 13onze15 Fraternité et vérité • Fédération nationale des victimes d'attentats et d'accidents collectifs (Fenvac) • Association Française des Victimes du Terrorisme (AFVT) • B2V (Groupe Retraite Prévoyance)
--	---	--

Mobilisant plusieurs centaines de professionnels et de chercheurs, ce programme soutenu par Investissements d'Avenir (via l'ANR) est une première mondiale par son ampleur, le nombre de disciplines associées et le protocole établi. Des publications ont été réalisées dans les domaines socio-historique et biomédical, de sciences humaines, de droit et des politiques publiques ou de la santé publique¹.

Pour plus de détails sur l'ensemble du programme de recherche, voir son site www.memoire13novembre.fr

Le programme intègre en particulier :

L'interrogation qualitative, lors **d'entretiens filmés**, de 1000 personnes volontaires, au cours de quatre campagnes d'entretiens réparties sur 10 ans. Les mêmes personnes seront interrogées à quatre reprises. Trois campagnes ont déjà eu lieu : une première en 2016 (934 entretiens réalisés), une deuxième en 2018 (839 entretiens) et une troisième 2021-22 (980).

Ces témoignages individuels seront mis en perspective avec les **traces de la mémoire collective** telle qu'elle se construit au fil des années : les journaux télévisés et radiodiffusés, les articles de presse, les réactions sur réseaux sociaux, les textes et les images des commémorations...

De plus, pour comprendre quels sont les effets d'un événement traumatique sur les structures et le fonctionnement du cerveau, les chercheurs étudient les marqueurs neurobiologiques de la résilience au traumatisme au sein d'un **sous-groupe de 180 personnes**.

L'enquête quantitative en population générale menée par le CREDOC

C'est dans le cadre de ce programme qu'une enquête quantitative a été menée via l'insertion de questions dans l'enquête Conditions de vie et aspirations du CREDOC, auprès d'un échantillon représentatif de la population française (méthode des quotas) avec la temporalité et les méthodes de recueil suivantes

- Juin 2016 : 2000 personnes interrogées en face à face,
- Janvier 2017 : 3000 personnes interrogées en ligne sur une sélection plus restreinte de questions
- Juin 2018 : 2000 personnes interrogées en face à face
- Janvier 2019 : 3000 personnes interrogées en ligne sur une sélection plus restreinte de questions
- Janvier 2021 : 3000 personnes interrogées en ligne sur une sélection plus restreinte de questions
- Mai 2021 : 3000 personnes interrogées en ligne (en liaison avec l'épidémie de covid-19)

¹ Cf. Publications scientifiques | Programme 13-Novembre (memoire13novembre.fr) : <https://www.memoire13novembre.fr/content/publications-scientifiques>

- Janvier 2023 : 3000 personnes interrogées en ligne (nouvelle question sur le procès des attentats du 13 novembre / split de la question fermée sur les causes des attentats)
- Une nouvelle vague sera menée en mai 2024, plus d'un an après la fin du procès des attentats du 13 novembre.

Tableau 1 - Timeline des différentes vagues de l'enquête « Conditions de vie et aspirations – mémorisation des attentats du 13 novembre 2015 »

	5 mois après		un an et un mois après		deux ans et 7 mois après		trois ans et un mois		cinq ans		cinq ans et 7 mois		sept ans	
	13-nov-15	juin-16	janv-17	juin-18	Janvier 2019	juin-18	Janvier 2019	janv-21	mai-21	janv-21	mai-21	janv-23	janv-23	janv-23
Mode de recueil	2000 personnes interrogées en face à face	3000 personnes interrogées en ligne	3000 personnes interrogées en face à face	2000 personnes interrogées en face à face	3000 personnes interrogées en ligne	2000 personnes interrogées en face à face	3000 personnes interrogées en ligne							
Questionnaire	11 questions (mémoire, perceptions)	3 questions (mémoire, images)	3 questions (mémoire, images)	11 questions (mémoire, perceptions)	3 questions (mémoire, images)	11 questions (mémoire, perceptions)	3 questions (mémoire, images)	3 questions (mémoire, images)	11 questions (mémoire, perceptions)	3 questions (mémoire, images)	11 questions (mémoire, perceptions)	3 questions (mémoire, images)	11 questions (mémoire, perceptions)	11 questions (mémoire, perceptions)

Source : CREDOC, 2023

L'étude du CREDOC s'intéresse à la mémorisation des attentats du 13 novembre 2015 par la population française et participe de ce fait à la connaissance de la mémoire collective de ces attentats. Les questionnements s'articulent autour de quatre axes :

- La perception et la mémorisation d'évènements historiques considérés comme importants pour la population française (1900)
- L'importance dévolue aux attentats du 13 novembre 2015 relativement à d'autres actes terroristes commis en France ou à l'étranger depuis l'an 2000
- Les images associées aux attentats du 13 novembre
- La perception des causes et conséquences des attentats
- L'impact du procès des attentats du 13 novembre sur l'opinion publique

Ce document présente les **résultats** des questions insérées dans la vague **de janvier 2023** de l'enquête « *Conditions de vie et Aspirations* » du CREDOC dans le cadre du partenariat de recherche entre le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et le CREDOC (Centre de recherche et d'étude sur les conditions de vie).

Le terrain de l'enquête a donc été réalisé en janvier 2023, en ligne, auprès **d'un échantillon de 3.047 personnes représentatives de la population âgée de 15 ans et plus**, résidant en France (y.c DOM), sélectionnées selon la méthode des quotas.

Ces **quotas (région, taille d'agglomération, âge-sexe, PCS, diplôme x âge)** ont été calculés d'après le dernier recensement général de population, actualisé grâce à l'enquête Emploi et au bilan démographique 2019 de l'INSEE. Afin d'assurer la représentativité par rapport à la population nationale, un redressement final a été effectué

Les enquêtes de 2016 et 2018 ont été réalisées en face-à-face auprès des résidents de France métropolitaine âgés de 18 ans et plus, **appelant donc à une vigilance dans la comparaison de ces vagues d'enquêtes** avec celles effectuées en ligne. Dès que possible, les analyses effectuées s'attacheront donc à expliquer les écarts observés à l'aune des modes de passation utilisés.

Quelques impacts des deux méthodes de recueil utilisées (face à face et en ligne)

Si aucune méthode n'est meilleure qu'une autre sur tous les plans, le choix du mode de collecte a des effets à plusieurs niveaux : à la fois sur le recrutement des enquêtés, les modalités de passation, la présence ou non d'un enquêteur, etc. Concernant l'enquête Conditions de vie, un travail conséquent d'analyse a été réalisé en 2015 qui a fait l'objet de la publication d'un cahier de recherche², et de publication scientifique en partenariat avec des chercheurs de l'INED³ présentée notamment au 9^{ème} colloque sur les sondages. D'autres travaux de ce type ont été menés. Signalons en particulier le travail récent de Nonna Mayer et Vincent Tiberj⁴ qui ont mis en place une expérimentation en 2019 comparant l'administration d'une enquête en ligne par panel, avec une enquête en face à face classique et une enquête en face à face avec une tablette, pour chercher à distinguer les effets des modes de recueil, des effets d'échantillonnage.

Différents constats peuvent être dressés.

- *L'enquête en ligne offre une **meilleure dispersion** sur le territoire, moins couteuse elle permet à budget identique un échantillon plus conséquent (3000 interviewés au lieu de 2000) et une intégration de tout le territoire français y compris les DOM qui n'étaient pas intégrés*
- *La **durée du recueil est plus courte** en ligne (ce qui peut être un avantage ou un inconvénient) Dans le cas de l'enquête Conditions de vie, des règles d'étalement dans le temps ont été posées pour éviter un recueil qui pourrait être influencé par un événement ou une prise de parole ponctuelle.*
- *Le **temps moyen** nécessaire à l'enquêté pour répondre est également plus court. Des contrôles sur la durée de l'enquête sont réalisés, dans le cas de l'enquête Conditions de vie.*
- *Les **variables de quotas** sont également respectées et très proches avec les deux recueils, même sans redressement*
- *Dans l'expérimentation menée par le CREDOC en 2015, on constate différents écarts par rapport à la **structure de la population** INSEE qui penchent tantôt en faveur du face à face, tantôt en faveur des enquêtes web*
- ***Une sur-représentation marquée des diplômés en ligne** (tendance présente dans toutes les enquêtes, y compris en face à face), mais plus forte en ligne, avec notamment une sous-représentation des seniors peu diplômés en ligne. Pour limiter ce biais, a été mis en place un quota diplôme x âge.*
- *Les panélistes vivent moins souvent seuls et, plus souvent dans un ménage de deux personnes. Leur structure est, de ce fait, plus proche de celle de la population totale.*
- *Une **meilleure représentation des statuts d'occupation du logement** en ligne : vs une sur représentation des locataires en face à face (malgré les quotas, la dispersion est moins grande, et les zones urbaines plus investiguées)*

D'autres écarts existent, sans qu'il soit toujours possible de savoir où se trouve « la vérité » :

² <https://www.credoc.fr/publications/une-approche-de-leffet-du-passage-sur-internet-dune-enquete-en-population-generale>

³ Legleye Stéphane, Ined & Université Paris-Saclay, University of Paris-Sud, UVSQ, CESP, INSERM ; Hoibian Sandra, Crédoc ; Cubillé Jérôme, EDF ; Crouette Patricia, Crédoc, Charrance Géraldine, Ined, Répliquer une enquête face-à-face sur un access panel web ? Une comparaison multipanels, article présenté au 9^{ème} colloque francophone sur les sondages, Université du Québec en Outaouais, 11 au 14 octobre 2016

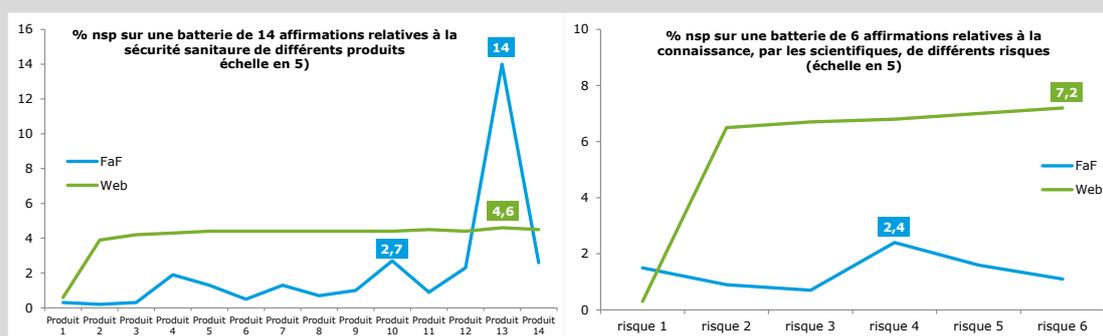
⁴ Rapport de la CNDCH, sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, année 2019
Mayer Nonna, Michelat Guy, Tiberj Vincent, Vitale Tommaso, « Questions de méthode », CNDCH, La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2018, Paris, La Documentation française, 2019, p. 73-86.

- **En ligne les enquêtés sont plus enclins à reconnaître être « malheureux », racistes, ou donner des réponses moins politiquement correctes.** Il s'agit d'une amélioration par rapport à un probable biais de « désirabilité sociale » plus fort en face à face, avec la présence de l'enquêteur.
- **En face à face, on note une plus grande confiance en autrui et un positionnement politique plus souvent à gauche** (personnes qui prennent « le risque » d'ouvrir leur porte à l'enquêteur). Dans les enquêtes en ligne par panel, un positionnement politique plus à droite.
- **En ligne, on interroge des personnes plus technophiles.** Toutefois en 2019 et 2020 Mayer et Tiberj notent que « contrairement aux années précédentes, les personnes plus âgées, moins à l'aise avec Internet, ne sont pas sous représentées dans l'échantillon en ligne ». Le biais de sélection induit par le recours au numérique tend à se réduire. Selon des investigations récentes menées par le CREDOC pour l'ONPES (2019) ou le CGE et l'ARCEP (2020), environ une personne sur dix est éloignée du numérique, par exemple au sens où elle n'est pas en mesure d'utiliser les outils du numérique (car elle n'y a pas accès ou abandonne à la moindre difficulté). Ce phénomène d'illectronisme n'est donc pas plus élevé que l'illectronisme. A l'inverse, en face à face, il y a une probable sous-estimation des pratiques : les publics les plus urbains, jeunes, sont moins souvent chez eux.
- **Les enquêtes en ligne augmentent les réponses NSP/NR/Refus**

Pour les questions ouvertes, la présence physique d'un enquêteur dans les enquêtes en face à face induit un effet de désirabilité sociale, à savoir que l'enquêté s'autocensure lorsqu'il souhaite en réalité répondre « ne sait pas » et cherche à apporter une réponse « socialement » attendue. Cet effet de désirabilité sociale est amplifié par la nature du sujet, à savoir s'il s'agit d'une question politiquement délicate comme c'est le cas pour les questions ouvertes sur les attentats terroristes du 13 novembre 2015.

A cela s'ajoute que l'absence de relance enquêteur peut induire un effet de « skipping », c'est-à-dire une facilitation pour l'enquêté de passer à la question suivante en omettant la réponse pour les questions ouvertes.

- **En ligne, le taux des NSP/NR sur les réponses en batterie est aussi plus élevé. Les enquêtés en ligne se fatiguent plus vite.** Dans une comparaison de réponses OL/FAF sur les questions en batterie, on observe un effet de lassitude plus grande pour les enquêtés qui vont rarement jusqu'au bout d'une question en batterie. Cela augmente le taux de NSP/NR sur ce type de question de 1,5 à 2 fois.



- On note un **moindre recours des modalités extrêmes** sur les échelles de réponse par les enquêtés online, et une légère hausse des non-réponses, probablement en liaison avec l'absence de relance opéré par l'enquêteur dans les enquêtes en face à face

Sur le plan des questions d'intérêt

- **Beaucoup de questions factuelles et d'opinion** (emploi, logement, cadre de vie et sentiment de sécurité, santé, valeurs, opinions sur la pauvreté ou le chômage ...) sont peu sensibles au mode de recueil. On

mesure en moyenne 4 points d'écart entre les deux types de recueil et aucun redressement ne permet de les corriger parfaitement et simultanément.

- *Si les niveaux peuvent parfois différer, les corrélations entre les variables d'intérêt et les facteurs sociodémographiques **restent stables** (effets d'âge, de revenus, etc.)*

Entre la mémoire de l'individu, et celle d'une société, un « continuum » d'influences croisées

La mémoire est un objet d'étude qui ne peut s'interpréter qu'au confluent de **multiples champs disciplinaires** : les **mécanismes cérébraux et cognitifs** qui sous-tendent l'acte de se souvenir doivent être, en effet, en permanence **mis en perspective avec le contexte social** dans lequel évolue l'individu.

De ce postulat, fruit des travaux de Maurice Halbwachs, découlent deux approches pour l'analyse de la **mémoire collective** : une version « distribuée » et une version « forte » (Wertsch 2002). La première renvoie à l'idée que la **mémoire collective est fondée par la « somme » des souvenirs des individus** appartenant au groupe social, tandis que la seconde considère, en adoptant une démarche plus holistique, que le **groupe est capable par lui-même de se souvenir** (notamment à travers les lieux de commémoration).

Le **récit collectif**, endossé par les membres d'une société⁵, **ne recouvre jamais la globalité** de l'événement et en oublie des parties, notamment les dimensions les plus « **intimes** », « **personnelles** » **voir « émotionnelles »** pour l'individu ou pour les victimes. Les réactions suscitées par le récit du médecin légiste, interrogé lors du procès sur les attentats du 13 novembre en est une illustration. Son témoignage a ainsi pu être critiqué pour sa « froideur », distance affective et manque d'émotions⁶.

Au-delà, Denis Peschanski, historien et directeur de recherches au CNRS co-responsable du programme 13-Novembre définit la mémoire collective, comme une **représentation sélective du passé qui participe à la construction identitaire d'un groupe**, segment d'une société ou société dans son ensemble. Le chercheur explique que, comme la mémoire individuelle, la mémoire collective n'est ni infaillible ni exhaustive. Comme le précisent Eustache et Peschanski (2014), l'oubli est consubstantiel de la mémoire et non son envers ; l'individu (comme la société) ne retient que ce qui est nécessaire à **nourrir le sens** qu'il garde de l'événement, le sens déterminant une forme de tri.

Bien qu'elle soit partielle et surtout évolutive dans le temps, la mémoire collective des événements, dit ainsi beaucoup de **l'identité d'une société, de ses valeurs, et de ce qui rassemble ou sépare ses membres**. En ce sens, la mémoire collective est moteur de **la cohésion sociale**. Le sociologue allemand Max Weber, appelle ce processus de mémorisation collective créatrice de cohésion sociale, la « communalisation » (Vergemeinschaftung) qui **donne aux membres de la société le sentiment d'appartenir à un seul et même collectif identitaire**. En ce sens, ce sentiment d'appartenance (Zusammengehörigkeit), nourri par la mémorisation collective d'un événement traumatisant, suscite à la fois un effet d'adhésion « rationnelle » et « affective », car **les récits collectifs sur l'événement lui-même convoquent les valeurs et normes fondamentales de la société**⁷. Dans le cas des attentats du 13 novembre, la société pourra considérer que l'acte terroriste a été dirigé contre « les valeurs » de la société, contre « la France », contre « la République », contre l'Etat, contre la liberté individuelle, etc. Cette logique permet de créer une **passerelle entre victimes et société**. Ces mêmes mécanismes d'identification sont connus de la recherche sociologique à propos des constructions **d'identité nationale**⁸.

Différents auteurs montrent les **influences croisées** qu'entretiennent la mémoire des individus et celles des sociétés. Pour Erwing Goffman⁹, la mémoire est, toujours, conditionnée par son contexte

⁵ Cf. Paul Ricoeur, La mémoire, l'histoire, l'oubli, Paris, Editions du Seuil, 2000.

⁶ Cf. <https://www.leparisien.fr/faits-divers/proces-du-13-novembre-lexpose-froid-du-patron-de-linstitut-de-medecine-legale-23-09-2021-CXEXQZVNSFHBPJDH6OLKSJUBDM.php>

⁷ Max Weber, Wirtschaft und Gesellschaft, Tübingen, 1972/1921, p. 21 sq.

⁸ Astrid von Busekist, Politiques de la langue et constructions nationales : l'exemple belge, Paris, 1996. Jörg Müller, A qui profite l'histoire ? Définitions et révisions de la fonction politique de l'histoire dans les processus de la construction identitaire autrichienne, Paris, 2010.

⁹ Erwing Goffman, Frame Analysis : An essay on the organization of experience, Boston, Northeastern University Press, 1986.

social. Ni la mémoire individuelle, ni la mémoire collective ne sont pensables en dehors du contexte social dans lequel elles s'inscrivent¹⁰. Ainsi, **le collectif (la société) fixe le cadre** de la mémoire et c'est à la jonction de plusieurs mémoires (individuelles, institutionnelles, juridiques etc.) que se développe la mémoire collective d'une société et se déroule le processus de mémorisation collective.

Les **mécanismes et acteurs de sélection** de ce qu'une société ou un individu retiendra (ou oubliera) sont multiples. Une standardisation des éléments factuels et une diffusion sélective des contenus à travers les **médias** et d'autres canaux d'information comme par exemple **l'enseignement scolaire**, peuvent accélérer la dégradation de la mémoire de l'individu en créant un récit collectif (parcellaire) de l'événement. Dans le cas présent, ces récits normés des **actes terroristes** sont susceptibles d'influencer durablement les représentations sociales et politiques des populations qui y sont confrontées (Marr Maira 2016). Les **lieux et moments de commémoration** peuvent aussi réactiver les souvenirs des uns des autres, distants ou proches de l'événement passé. Pour les attaques du 13 novembre 2015 de nombreux moments de commémoration ont marqué les dernières années. Or, ces moments de commémoration **évoluent** progressivement avec l'éloignement temporel de l'événement commémoré. Les travaux de Philippe Pierre sur les moments de commémoration du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis montrent que les premières étapes commémoratives se focalisent sur la **compréhension (voire la rationalisation)** de l'événement qui s'est produit ainsi que sur la prise en charge des victimes en ce qui concerne leur reconstruction personnelle après le traumatisme subi. Puis vient une deuxième phase qui serait celle de « **la reconstruction par l'intermédiation** » qui comble le fossé entre l'individu et société, en dotant les **victimes d'un statut social et légal**. Cette deuxième séquence de mémorisation serait rythmée par les débats sur la qualification des victimes (qui est victime *de legem*), la codification des dommages et intérêts, la reconnaissance des stress-post traumatiques et des parcours de vie brisés, la prise en compte des souffrances endurées et comme point culminant le début de la procédure pénale contre les auteurs des actes terroristes¹¹. L'année 2021 marque en France cette centralité de la victime. Notons que l'attention sociétale se reflète aussi dans un intérêt accru de la part de **la recherche scientifique** qui cherche à comprendre le phénomène des victimes dans leur globalité : du point de vue de la mémoire individuelle, de leur statut juridique, des pathologies, des politiques publiques¹². Le procès est également une occasion pour la société d'apporter une compréhension aux mécanismes qui ont conduit à l'horreur. Quels parcours individuels des terroristes ? Quelles récurrences sociales dans ces parcours ? Quel discours portent les auteurs de ces exactions sur leurs actes ? Quel verdict portera la **justice française**, apportant aussi là, une forme de regard et de jugement sur les événements et leur portée sociale ?

Les discours des victimes, le discours médiatique sur les attentats, les discours des historiens, le discours des auteurs des attaques, le discours des policiers, les discours de la justice, les discours de la neurosciences et ainsi de suite tiennent chacun une place spécifique dans le processus de mémorisation. Dans ce sens, la construction de la mémoire collective apparaît comme **un patchwork protéiforme de discours différents cherchant à donner du « sens » à un événement passé**¹³.

L'ensemble de ces discours interviennent également dans le cadre de ce qui a été appelé après la deuxième guerre mondiale « justice transitionnelle » et dont l'idée a inspiré les concepts de « justice restaurative » à partir des années 1990 (Cario, 2013). Que ce soit sous sa forme historique de « justice transitionnelle » ou en tant que « justice restaurative » l'idée est de lier récit mémoriel collectif et celui du vécu et du réel de la victime. Ainsi, le procès devenait un élément du témoignage de l'histoire et de

¹⁰ Une idée déjà discutée par Maurice Halbwachs dans son ouvrage *La topographie des évangiles en terre sainte : Etude sur la mémoire collective*. Paris, PUF, 1972.

¹¹ Philippe Pierre, *September 11th-12th. The individual and the State faced with terrorism*. 2013.

¹² Voir l'ouvrage collectif récent : Philippe Pierre, Denis Peschanski, Carine Klein-Peschanski, Héloïse Cartron-Picart, (dir.), *Victimes du terrorisme – La prise en charge*, Paris, 2020.

¹³ Cf. Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris, PUF, 1952.

la mémoire. Dans cette perspective le récit mémoriel dépasse sa dimension initiale de reconstitution historique mais replace le récit « véridique » de la victime au premier plan. Xavier Philippe note à ce sujet : « *La vérité était replacée au premier plan et le procès n'était plus uniquement destiné à identifier des coupables mais à connaître la vérité d'une situation d'ensemble, de la comprendre et d'en évaluer l'ampleur tant personnelle qu'institutionnelle.* » (Philippe, 2016)

C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente étude, basée sur des données quantitatives en population générale, qui vise ainsi à mieux comprendre le « **continuum entre une épreuve subjectivement vécue et son interprétation collectivement structurée** » (Peschanski, Eustache, 2016). Ainsi, dans le cadre de notre enquête, nous analysons **la mémoire collective par le prisme de la mémorisation individuelle** puisque notre étude interroge des individus à la fois sur le souvenir qu'ils ont, personnellement, d'un événement, en l'occurrence les attentats du 13 novembre 2015, ainsi que sur la perception qu'ils en ont (cet événement les a-t-il marqués, quelle lecture en font-ils ?).

Mémoire événementielle et mémoire flash

Pour affiner notre compréhension de la manière dont se construit le souvenir, nous nous intéressons dans cette enquête à deux types de mémoire : **événementielle** ('event memory') et **flash** ('flash bulb memory'). La mémoire événementielle correspond aux souvenirs des éléments factuels liés à un événement tandis que la mémoire flash est définie par Brown et Kulik (1977, p.73) comme suit :

« Les mémoires flash sont les souvenirs qu'une personne conserve des circonstances dans lesquelles elle a appris un événement particulièrement surprenant et significatif (ou émouvant). Le cas emblématique est celui du moment où les gens ont appris l'assassinat du président John Kennedy. La quasi-totalité des gens sont capables de se rappeler, presque en revivant la scène, l'endroit où ils se trouvaient en l'apprenant, ce qu'ils étaient en train de faire, la personne qui le leur a appris, ce qui s'est passé immédiatement après, leur réaction émotionnelle, ainsi qu'un ou plusieurs détails supplémentaires particuliers et souvent insignifiants¹⁴ »

Comme l'ont montré Tinti *et al.* (2014), des processus distincts sous-tendent la formation de ces deux types de mémoire. La mémoire **événementielle** est ainsi, d'après leurs travaux, plus précise en fonction de **l'exposition médiatique** d'un événement et la **connaissance** préalable des individus sur des sujets qui lui sont intimement liés (par rapport aux attentats du 13 novembre, des personnes qui ont des connaissances poussées ou une expertise dans le domaine de la sécurité mémoriseront mieux les détails de l'attentat).

La formation de la mémoire flash répond, elle, à des **émotions** (positives ou négatives) qui permettraient de générer ce flash quasiment « photographique » (pour reprendre les termes de Brown et Kulik (1977) autour des conditions dans lesquelles des personnes ont appris un événement. D'autres facteurs ont été mis en avant dans certaines études, sans que la littérature n'apporte de réponse tranchée à leur sujet : ainsi, pour certains, la **surprise** joue un rôle dans la formation de la mémoire flash (Er 2003 ; Finkenauer *et al.* 1998), de la même manière que **la mémoire de l'événement** en lui-même peut y contribuer (Luminet, 2009).

Cela étant dit, l'adjectif « photographique » utilisé par Brown et Kulik (*ibid.*) ne signifie pas que la mémoire flash n'est pas sujette à l'oubli. Comme l'a montré Christianson (1989), les flashes sont

¹⁴ Notre traduction à partir de l'extrait suivant « Flashbulb Memories are memories for the circumstances in which one first learned of a very surprising and consequential (or emotionally arousing) event. Hearing the news that President John Kennedy had been shot is the prototype case. Almost everyone can remember, with an almost perceptual clarity, where he was when he heard, what he was doing at the time, who told him, what was the immediate aftermath, how he felt about it, and also one or more totally idiosyncratic and often trivial concomitants. » Brown et Kulik (1977)

susceptibles d'être des **reconstructions** qui se fondent sur les résidus mémoriels des individus. Notre étude n'est pas en mesure d'estimer la véracité de la mémoire flash puisque les individus interrogés ne sont pas les mêmes d'une année sur l'autre. Elle cherche moins à savoir si la mémoire flash est fidèle à la réalité qu'à déterminer dans quelle mesure les Français déclarent avoir gardé en mémoire les conditions dans lesquelles ils ont appris la survenue des attentats du 13 novembre 2015.

A propos du rôle des médias dans le processus de la mémorisation de traumatismes collectifs

Les résultats présentés dans le présent rapport s'appuient sur **un terrain d'enquête mené en janvier 2023, après le procès des attentats du 13 novembre 2015** devant la cour d'assises spéciale de Paris qui a débuté le 8 septembre 2022 et s'est achevée fin mai 2022 (verdict le 29 juin 2022). Il s'agit de la plus grande audience criminelle jamais organisée en France, avec des proportions inédites : près de 1 800 parties civiles, un dossier d'instruction de 542 tomes, 330 avocats dont 300 pour les parties civiles. Une capture vidéo des audiences a été réalisée à des fins d'archives. Ce procès a donné lieu à une très large médiatisation. Autant de facteurs qui, nous le verrons, ont eu un impact fort sur la mémoire collective de l'événement, et sa lecture par l'opinion. Pour mesurer celui-ci, a été introduite dans cette vague **une question portant spécifiquement sur la médiatisation du procès** des attentats du 13 novembre 2015.

Les médias jouent en effet un rôle important dans la formation et l'influence de la mémoire collective. Leur rôle se ventile entre la **documentation** des événements, le **cadrage** et l'interprétation des événements (choix éditoriaux, cadrage de la présentation de l'information etc.), la conception de **discours mémoriels** ou encore la représentation **visuelle** des images et vidéos qui constituent des éléments emblématiques devenant souvent des représentations symboliques de moments historiques spécifiques.

Image sans titre emblématique de la représentation visuelle des attentats du 11 septembre



Source : Reuters

Les médias jouent également un rôle crucial dans la construction et le renforcement de la mémoire collective par le biais de la **médiatisation de commémorations, d'anniversaires, ou la production de documentaires et de drames historiques**. La multiplicité des supports utilisés dans les différents médias permet de maintenir les événements vivants dans l'opinion publique et contribuent à leur préservation dans la mémoire collective. Wanignon Aidjinou note au sujet de la mise en scène des discours mémoriels par les médias leur fonction salvatrice pour le travail de mémoire et le renforcement de la mémoire collective : « *Mais, les mises en intrigue de ces événements douloureux offrent plus que la monstration de l'horreur. Elles promeuvent, également, une forme de **résilience et un travail mnémonique** qui aident les sociétés à affronter et surmonter l'indicible.* » (Aidjinou, 2020, p. 18).

Les **ritualisations** officielles lors des **commémorations** sont aussi intéressantes que les séquences médiatiques **inédites et spécifiques** comme celle entourant les procès qui donnent lieu dans les médias à une nouvelle production d'images, sons et émotions. Ces séquences médiatiques correspondent à des moments de **remémoration** (terme forgé par Paul Ricoeur dans *La mémoire, l'histoire et l'oubli*), à savoir des moments cherchant à **reconstituer l'expérience initiale** de l'événement à l'aide d'une multiplicité de matériaux et de supports différents et permettant de « **faire mémoire** » en dressant un pont entre le souvenir de l'individu et la mémoire du « nous ». La

remémoration forgera ainsi un narratif mémoriel visant une réconciliation « apaisée » avec un passé traumatique (collectivement ou individuellement) (Ricoeur, 2000).

Selon Pierre Nora, **ces séquences médiatiques constituent des évènements historiques en soi**, qui réactivent la mémoire par le biais de l'actualité (Nora 1974, 1992). Selon Katharina Niemeyer ce seraient aujourd'hui les médias de masse qui **porteraient à la connaissance** du plus grand nombre la production de la chose arrivée (Niemeyer, 2018). Et c'est précisément la **mise en publicité** d'un évènement et la construction d'un récit collectif (représentation narrative du passé) qui éclaire les mécanismes de la constitution de la mémoire collective (Gensburger, 2002).

Dans cette optique, notre étude cherche à apporter une pierre à l'édifice de la compréhension des interactions entre mémoire événementielle et mémoire flash dans la construction de la mémoire collective et des récits mémoriels autour des attentats terroristes du 13 novembre 2015 à Paris. Notre approche se détache des précédentes études réalisées sur le sujet en ne proposant pas un modèle explicatif à la constitution de la mémoire événementielle et de la mémoire flash, mais d'un constat empirique de l'état de l'opinion face à la question de la mémorisation des attentats du 13 novembre.

Aussi, elle offre un regard complémentaire répondant notamment aux questions liées aux **séquences mémorielles médiatisées** dans la construction de la mémoire collective. Elle cherche surtout à relier ceux-ci à **l'ancrage social** que ces événements ont eu pour les Français en étudiant **la perception des évènements, l'intérêt pour des séquences médiatiques spécifiques, les causes et les conséquences que les Français associent aux attentats du 13 novembre ainsi que l'évolution des images qu'ils gardent en tête**. Pour résumer, en reprenant Maurice Halbwachs « *ce sont les répercussions, et non l'évènement, qui entrent dans la mémoire d'un peuple qui les subit* ».

Résumé

Sept ans et deux mois après les faits, la mémoire **des attaques du 13 novembre est ravivée** par la médiatisation d'un procès aux assises qualifiée d'historique et d'un contexte sociétal particulièrement anxiogène (enchaînement et cumul de moments de crise (covid, guerre en Ukraine, pouvoir d'achat)). En ce début 2023, les attentats du 13 novembre 2015 sont davantage cités comme spontanément marquants. 57% citent le 13 novembre 2015, soit une progression de 17 points par rapport à mai 2021. La proportion de citations dépasse même le niveau observé en janvier 2017 (52%), à peine un an et deux mois après les attentats. Avec le procès et sa forte médiatisation, l'année 2023, marque donc une plus forte présence mémorielle **inversant une tendance à l'effacement graduel de l'évènement dans les mémoires observée lors des enquêtes précédentes.**

Au total, **43% des Français ont suivi le procès des attentats du 13 novembre dans les médias.** Médiatisation et remémoration des attaques du 13 novembre à l'occasion du procès **ravivent également** la présence à l'esprit **des autres attaques** : la proportion de Français citant spontanément les attentats de janvier 2015 a progressé de +3 points par rapport à mai 2021, celle du 11 septembre 2001 augmente de +5 points et la proportion citant l'attentat de Nice est en hausse de +5 points.

Pour la population, en effet, hormis l'origine même de l'attentat, les principales causes de ces attaques sont à chercher dans **les tensions religieuses et culturelles** perçues dans le pays, et une trop grande **présence de l'immigration**, davantage que dans l'échec des politiques éducatives et sociales par exemple, ou dans les choix de politique étrangère du Quai d'Orsay par exemple. Et la peur persiste comme une conséquence durable de ces attaques.

Hormis la prégnance symbolique de l'évènement, **le traumatisme causé les attaques du 13 novembre 2015 est également ravivé.** Plus d'un Français sur deux (57%, +6 pts/mai 2021) cite la peur comme principale conséquence de ces attaques. D'autres effets négatifs associés aux attentats que ce soit la fragilisation de la cohésion sociale ou l'atteinte aux libertés individuelles sont également exprimés plus souvent. L'indicateur montre également

La lecture des causes des attentats résonne avec les thématiques d'actualité. 35% des Français estiment **qu'un nombre trop important d'immigrés** au sein de la société est à l'origine de ces actes terroristes. Cette proportion progresse légèrement par rapport à janvier 2021 (+2 points) dans un contexte où les préoccupations sociétales autour de la question de l'immigration sont fortes. Mais l'indicateur montre également une forte hausse de la proportion de Français évoquant l'idée qu'il ne faut pas chercher de raisons aux attentats car ce sont des actes de déséquilibrés (32%, +7 pts/janvier 2021).

En somme, **l'effet de la médiatisation du procès et l'impact de l'actualité des préoccupations sociétales sur la mémorisation des attentats du 13 novembre sont tangibles.** Toutefois, la prudence est de mise. Les vagues à venir nous renseigneront sur le caractère pérenne ou non de ce sursaut mémoriel.

1. L'année 2023 marque une vague de remémoration des attentats

Les résultats présentés dans le présent rapport s'appuient sur un terrain d'enquête mené en janvier 2023, **intervenant après le procès des attentats du 13 novembre 2015 devant la cour d'assises spéciale de Paris qui a débuté le 8 septembre 2022 et s'est achevé fin mai 2022** (verdict le 29 juin 2022). Ce procès a donné lieu à une très large médiatisation. Denis Penschanski, Carine Klein-Peschanski et Francis Eustache notent à ce sujet : « *Sur le plan de l'écriture de la mémoire collective, le procès permet d'approcher la vérité des faits, dans leur intégralité, de revisiter les différents sites des actes terroristes et les personnes qui y ont été confrontées lors de ces moments tragiques – abords du Stade de France, terrasses des cafés et restaurants, salle de spectacle du Bataclan – sans que l'oubli ne fasse des impasses sélectives et pour que nombre de mémoires individuelles prennent leur place dans la mémoire collective en cours d'écriture.* »¹⁵

En d'autres termes, la médiatisation du procès a-t-elle changé la lecture des attentats du 13 novembre 2015 ? Afin de répondre à cette question, une nouvelle question a été posée portant sur le procès des attentats du 13 novembre 2015, avec pour ambition la mesure de l'impact de sa médiation sur la mémorisation des attentats et du traumatisme collectif.

Plus de quatre Français sur dix ont suivi le procès des attentats du 13 novembre dans les médias

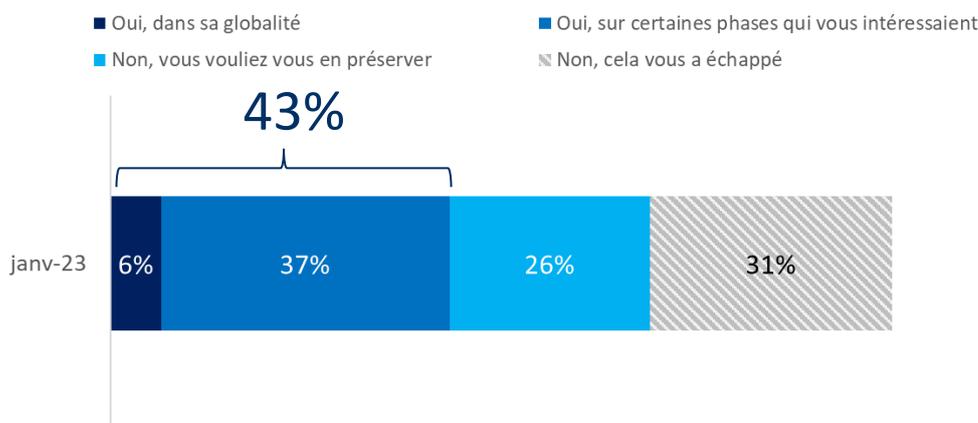
En janvier 2023, six mois après la fin du procès des attentats du 13 novembre 2015, au total 43% des Français déclarent avoir suivi ce procès dans les médias. 37% l'ont suivi sur certaines phases qui les intéressaient particulièrement et 6% indiquent l'avoir suivi dans sa globalité, à savoir entre septembre 2021 et mai 2022, puis à nouveau au moment de la déclaration du verdict fin juin 2022.

Un peu plus d'un quart de la population (26%) déclare ne pas avoir suivi le procès dans les médias **pour s'en préserver**. Un quart de la population a donc adopté une distance artificielle par rapport à l'évènement médiatique en refusant consciemment d'y être exposée.

Un peu moins d'un tiers de la population déclare que cet évènement leur a complètement échappé (31%).

¹⁵ Penschanski D, Klein-Peschanski C, Eustache F. Programme 13-Novembre : les mémoires en cours d'écriture. Rev Neuropsychol 2021 ; 13 (4) : 243-4 doi:10.1684/nrp.2021.0687

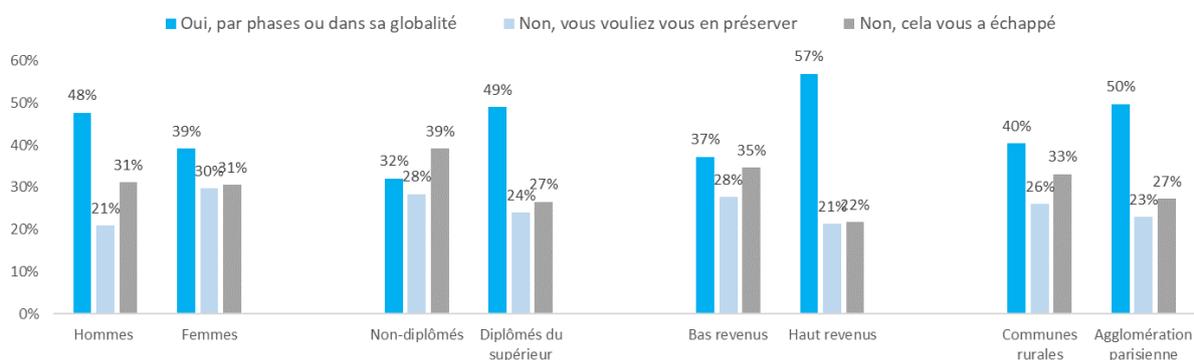
Graphique 1 - Le procès des attentats du 13 novembre s'est déroulé entre septembre 2021 et mai 2022 avec un jugement rendu le 29 juin 2022. Avez-vous suivi ce procès dans les médias ?
Une seule réponse possible



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus.
Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023

La plupart des **catégories qui s'étaient originairement senties le plus impactées** par les attentats du 13 novembre déclarent davantage avoir suivi le procès des attentats du 13 novembre 2015 dans les médias. Ainsi, 49% des **diplômés du supérieur** indiquent avoir suivi le procès contre 32% des non-diplômés. Ils sont 57% chez les **hauts revenus** (contre 37% des bas revenus) et 50% chez les habitants de **l'agglomération parisienne**, contre 40% des habitants en zone rurale. De même, les **cadres** pointent avec 53% en tête des catégories professionnelles qui ont suivi le procès, contre seulement 36% des employés et 37% des ouvriers. **Le genre** joue également. 48% des **hommes** déclarent avoir suivi le procès, contre 39% des femmes. A l'inverse, **les femmes sont plus nombreuses à avoir sciemment décidées ne pas vouloir suivre le procès dans les médias pour s'en préserver** : 30% contre 21% des hommes.

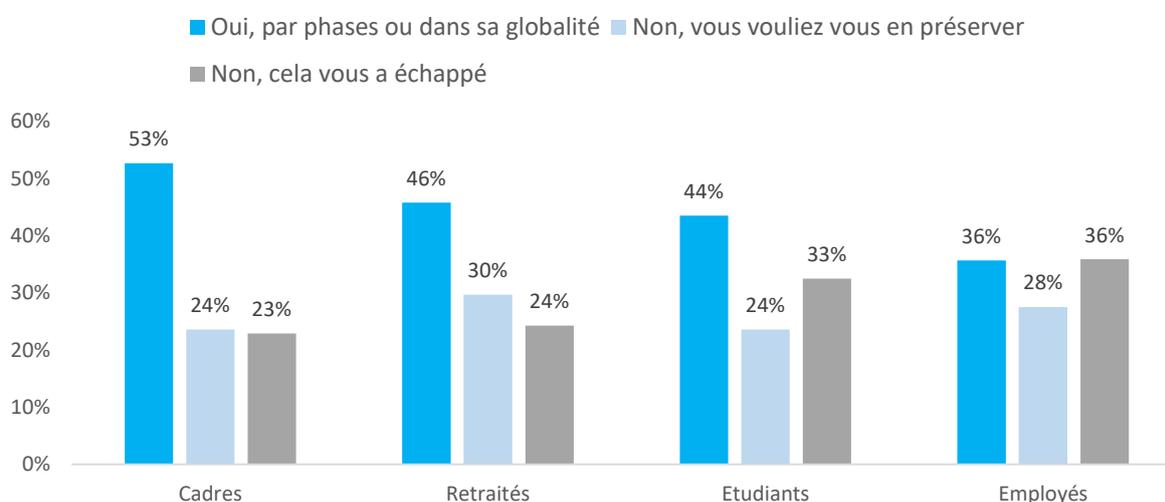
Graphique 2 - Le procès des attentats du 13 novembre s'est déroulé entre septembre 2021 et mai 2022 avec un jugement rendu le 29 juin 2022. Avez-vous suivi ce procès dans les médias ?
Regroupement des positions 'oui, dans sa globalité' et 'oui, sur certaines phases qui vous intéressaient'



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus.
Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023

La variable âge joue, mais pas dans le sens attendu. Elle pointe une très légère surreprésentation des **sexagénaires** (45%) et des 70 ans et plus (46%) ainsi que des retraités (46%) et non des jeunes, une catégorie qui avait en 2016 été parmi les plus touchées et concernées par les attentats de novembre. En janvier 2023, les jeunes sont effectivement plus nombreux à déclarer que la tenue et la médiatisation du procès des attentats du 13 novembre leur avait totalement échappé : 36% des moins de 25 ans et 37% des 25-39 ans, contre 31% en moyenne. Il est possible que le procès ait été davantage médiatisé dans les médias classiques, moins utilisés par les jeunes qui mobilisent souvent les réseaux sociaux pour leurs recherches d'information. Même si les médias généralistes – et notamment la télévision – restent globalement les médias privilégiés des jeunes pour suivre l'actualité, les jeunes ont recours aux réseaux sociaux pour s'informer¹⁶. Ceci ne signifie pas que l'information n'était pas présente sur les réseaux, mais possiblement que l'abondance et le flux constant d'informations sur les réseaux l'ont rendue peut-être moins perceptible.

Graphique 3 - Le procès des attentats du 13 novembre s'est déroulé entre septembre 2021 et mai 2022 avec un jugement rendu le 29 juin 2022. Avez-vous suivi ce procès dans les médias ?
Regroupement des positions 'oui, dans sa globalité' et 'oui, sur certaines phases qui vous intéressaient'



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus.
Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023

Depuis les travaux de Paul Lazarsfeld¹⁷, il est établi que l'importance et l'impact d'une séquence médiatique est étroitement corrélée avec la légitimité, la crédibilité et l'autorité de **l'émetteur de l'information**. Plus l'émetteur de l'information inspire confiance et paraît légitime, plus l'information elle-même paraît crédible et sera retenue. Ainsi, Lazarsfeld a mis en lumière toute l'importance de personnes de référence ou relais d'opinion (*opinion leaders*) ou encore le rôle des médias de masse

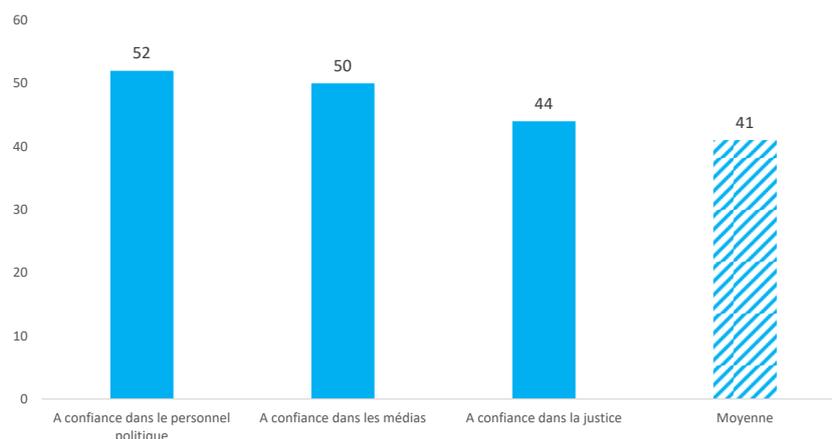
¹⁶ 59% des 18-24 ans ont confiance dans les différents types d'informations rencontrés sur internet contre 13% des 70 ans et plus. Selon le baromètre du numérique CREDOC, édition 2022, pour l'ARCOM, l'ARCEP, le CGE, et ANCT, https://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/rapport-barometre-numerique-edition-2022-Rapport.pdf
42% des 12-17 ans ne lisent pas la presse (qu'elle soit papier ou numérique, gratuite ou payante) contre 22% en moyenne dans la population (Baromètre numérique 2021), https://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/rapport-barometre-numerique-edition-2021.pdf
94% des 16-30 ans recourent aux réseaux sociaux pour s'informer selon le rapport des jeunes à l'information, Ipsos, Paris, novembre 2022. <https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2022-11/IpsosXMedias-en-seine-le-rapport-des-jeunes-a-l-information.pdf>

¹⁷ Cf. Katz Elihue et Lazarsfeld Paul L., *Influence personnelle. Ce que les gens font des médias*, Paris, Armand Colin/Institut national de l'audiovisuel, 1955/2008 ; Berelson Bernard R, Lazarsfeld Paul F., McPhee William N., *Voting. A Study of Opinion Formation in a Presidential Campaign*, Midway Reprint, University of Chicago Press, 1954/1986.

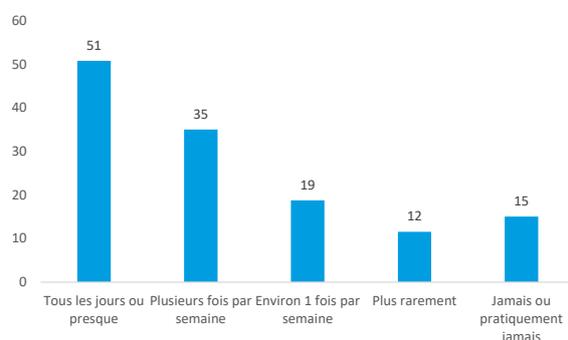
comme garant de la qualité de l'information (*quality information producers*) dans la production de contenus médiatiques destinés à la communication de masse. Force est de constater que dans le cas du procès des attentats du 13 novembre 2015, les personnes **accordant leur confiance dans le personnel politique (52%), les médias (50%), ou encore dans le système judiciaire (44%)** sont plus nombreuses à avoir suivi le procès dans son intégralité ou par phases. A l'inverse, on observe 38% des personnes très méfiantes vis-à-vis des médias qui déclarent ne pas avoir suivi ce procès du tout, contre 31% en moyenne.

Graphique 4 – Proportion de personnes ayant suivi intégralement ou partiellement le procès des attentats du 13 novembre 2015 dans les médias

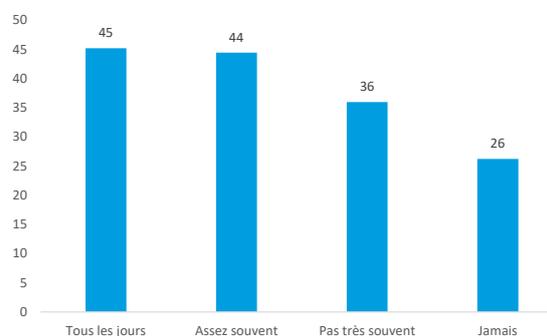
Regroupement des positions 'oui, dans sa globalité' et 'oui, sur certaines phases qui vous intéressaient'
Selon les indicateurs de confiance



Selon la fréquence à laquelle la personne dit se tenir informée de l'actualité



Selon la fréquence à laquelle la personne regarde la télévision



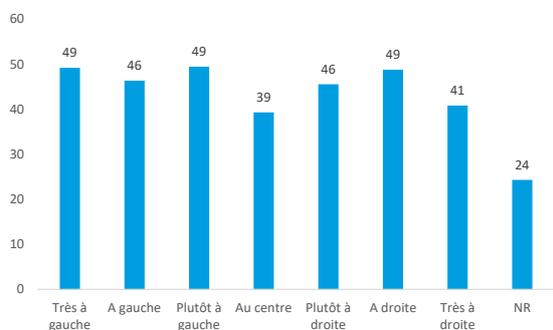
Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus.

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023

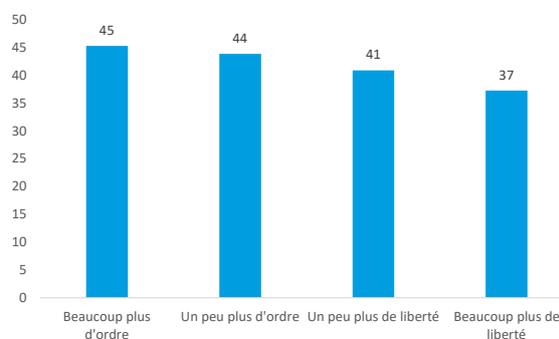
Au regard de l'importance symbolique que revêt cet évènement pour la société française se pose légitimement la question de sa **résonance avec les systèmes de valeurs politiques des Français**. Force est de constater que les personnes s'estimant politiquement au centre (39%) ou ne se positionnant pas sur l'échiquier politique (24%) sont moins enclines avoir suivi le procès des attentats du 13 novembre soit dans sa globalité soit par phases particulièrement intéressantes. Davantage que le positionnement sur l'axe gauche-droite, l'intérêt pour le procès semble relié à **l'aspiration à une forme d'ordre dans la société**.

Graphique 5 - Le procès des attentats du 13 novembre s'est déroulé entre septembre 2021 et mai 2022 avec un jugement rendu le 29 juin 2022. Avez-vous suivi ce procès dans les médias ?
 Regroupement des positions 'oui, dans sa globalité' et 'oui, sur certaines phases qui vous intéressaient'

Selon l'auto-positionnement sur l'échelle politique



Selon l'opinion sur le besoin de plus d'ordre ou de plus de liberté de la société française pour mieux fonctionner



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus.

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023

Un effet de la médiatisation du procès sur la remémoration des attaques du 13 novembre

Note au lecteur en préambule : la question sur les actes terroristes ayant le plus marqué la population française depuis l'an 2000 ne cherche évidemment en aucun cas à établir une concurrence entre différents événements graves et traumatisants. L'objectif de cette question (et d'autres questions dans ce rapport) est d'identifier, puis de chercher à comprendre, comment se construit la mémoire collective, quelles places y occupent les différents événements, comment évoluent ces places dans le temps, selon différentes catégories de population. Et quels sont les facteurs qui concourent à focaliser la mémoire d'une société sur un événement en particulier.

Il a été demandé aux Français de citer spontanément, via une question dite « ouverte », les trois actes terroristes commis dans le monde France qui **les ont le plus marqués** depuis l'an 2000. En janvier 2023, sept ans et deux mois après les faits, **les attentats du 13 novembre 2015 sont les actes terroristes ayant le plus marqué la population française**. 57% des Français les citent parmi l'ensemble des actes terroristes les ayant le plus marqués depuis l'an 2000. Les citations de ces attaques **progressent** très sensiblement par rapport aux vagues de mai 2021 (+12 points). La proportion de Français citant ces attentats **dépasse même le niveau mesuré en janvier 2017**¹⁸ (+5 points), un an et deux mois après les attentats.

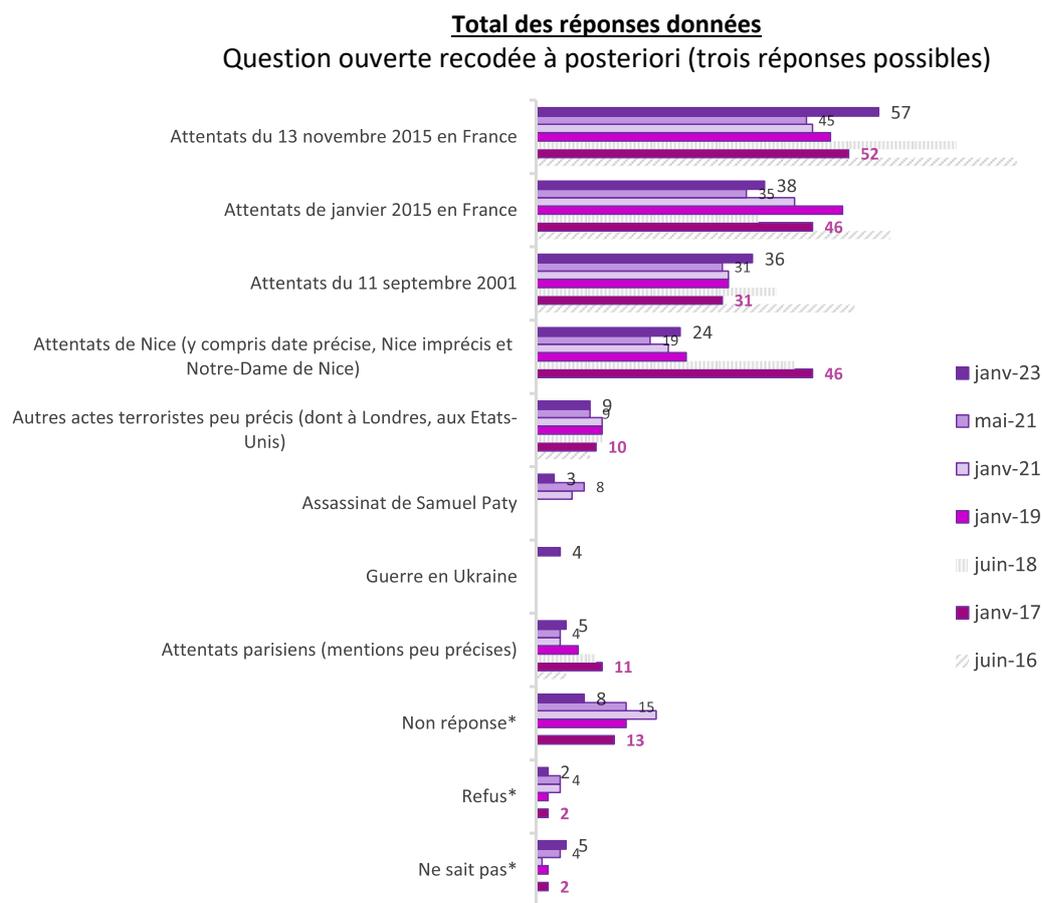
Avec le procès et sa forte médiatisation, l'année 2023, marque donc une plus forte présence mémorielle **inversant une tendance à l'effacement graduel de l'évènement dans les mémoires observée lors des enquêtes précédentes**.

Médiatisation et remémoration des attaques du 13 novembre à l'occasion du procès **ravivent également** la présence à l'esprit **des autres attaques** (janvier 2015, +3 pts/ mai 2021, 11 septembre 2001, +5 pts/ mai 2021, Nice + 5 pts/mai 2021).

Remarques méthodologiques : On constate que lorsque les enquêtes qui ont été conduites en face-à-face (juin 2016 et juin 2018), toutes les attaques sont davantage citées ; cela peut possiblement s'expliquer par la présence d'un enquêteur physique dans les enquêtes en face à face, et donc le souhait de ne pas rester sans réponse face à son interlocuteur (ce que l'on désigne par un effet de désirabilité sociale). C'est pourquoi nous avons choisi de commenter principalement les évolutions à méthodologie constante en ligne. Toutefois, quel que soit le mode de recueil, la hiérarchie des réponses est inchangée, avec une place particulière dans les mémoires pour les attaques du 13 novembre, janvier 2015 et 11 septembre 2001.

¹⁸ Enquête menée à méthodologie constante.

Graphique 6 Pouvez-vous citer les actes terroristes commis dans le monde ou en France qui vous ont le plus marqué depuis l'an 2000 ? (en %)



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus. Source : Enquêtes Conditions de vie et Aspirations.

NB : Les répondants ont pu donner plusieurs réponses, la somme des taux indiqués peut donc excéder 100%. En outre, l'analyse privilégie les comparaisons longitudinales de vagues d'enquête à méthodologie constante, à savoir en ligne : janvier 2017, janvier 2019, janvier 2021, mai 2021 et janvier 2023. Les enquêtes de juin 2016 et de juin 2018 ont été conduites en face à face et ont été grisées dans le graphique.

Note : Les détails des résultats figurent en annexes à ce document, **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**

Notons tout d'abord, **la place prépondérante des attentats du 13 novembre 2015 dans la mémoire collective, quels que soient les moments d'interrogation**, et en dehors des effets de cadrage médiatique ou mémoriel. Les éditions précédentes soulignaient différentes raisons que nous rappellerons brièvement ici. L'ampleur des attentats du 13 novembre 2015 a constitué l'attentat islamiste **le plus meurtrier** jamais perpétré sur le sol Français (41% des personnes mortes lors d'attentats islamistes en France ont été tuées pendant les attentats du 13 novembre 2015)¹⁹. La variable **géographique** joue aussi un rôle central. Plus la **proximité géographique** est grande, plus l'événement prend de l'ampleur dans les **médias** et plus il marque « durablement » l'opinion publique²⁰. Cela rejoint la notion du « concernement » au cœur des travaux du sociologue Gérôme Truc au sujet des attentats²¹. Les différentes vagues d'enquête précédentes mettaient déjà en lumière

¹⁹ Cf. Etude Fondapol, Les attentats islamistes dans le monde 1979-2021, Paris, mai 2021.

²⁰ Cf. Remi Lefebvre, « Proximité », Mots, ENS Editions, n° 77, mai 2005, 74p.

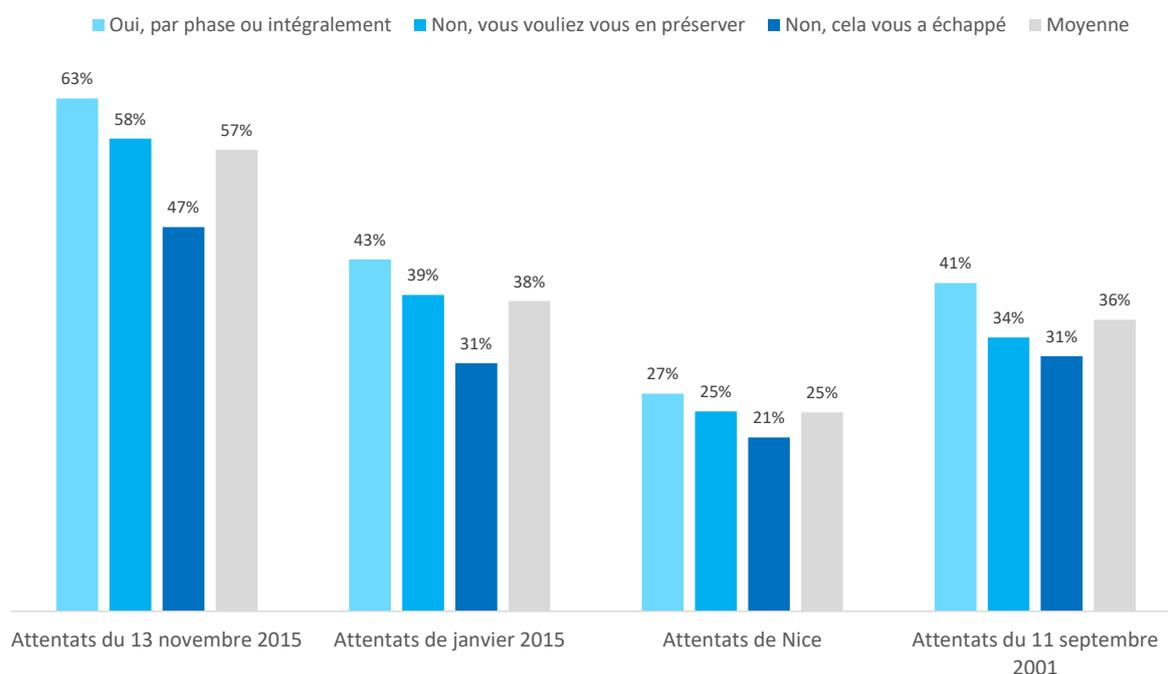
²¹ Gérôme Truc, La sidération ? Une sociologie des attentats, Paris PUF, 2016.

une attention particulière portée aux attentats survenus sur le sol national²². Les attaques du 13 novembre se distinguent aussi car ils touchent **la capitale, à la fois lieu symbolique, et cible récurrente des attaques**. Enfin, la **prise de conscience, que tous pouvaient être touchés indifféremment**, au-delà de leur fonction (policiers, journalistes), ou de leurs identités et pratiques religieuses (personnes juives à l’hyper cacher, ou dans l’école juive à Toulouse plusieurs années auparavant).

Au-delà de cette prédominance de l’événement dans les esprits qui traverse nos sept années d’observations, **le procès et sa médiatisation amplifient sans nul doute la présence à l’esprit des attaques du Stade de France, des terrasses parisiennes, et du Bataclan (+12 points/ mai 2021) annulant l’effacement progressif des mémoires constaté les années précédentes**. Rappelons qu’à méthodologie constante (en ligne), les événements du 13 novembre avaient été cités par 52% en janvier 2017, puis 49% en janvier 2019, 46% en janvier 2021, 45% en mai 2021.

En effet, **63% des Français qui ont suivi le procès des attentats de novembre 2015 dans les médias citent le 13 novembre 2015 comme l’un des attentats les ayant le plus marqué depuis l’an 2000** (contre 57% en moyenne). Avoir suivi le procès des attentats du 13 novembre 2015 dans les médias **revive, au-delà de l’évènement en lui-même, le souvenir des trois autres attentats étant au cœur de la mémoire collective depuis 2000**. 43% d’entre eux citent les attentats de janvier (contre 38% en moyenne), 41% les attentats du 11 septembre 2001 (contre 36% en moyenne) et 27% les attentats de Nice (contre 25% en moyenne).

Graphique 7 - Les personnes ayant suivi certaines phases du procès dans les médias citent davantage les quatre principaux attentats



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus.

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023.

²² Thibaut Briera et Sandra Hoibian, Mémorisation des attentats du 13 novembre 2015 – trois ans après (vague de janvier 2019), CREDOC, Paris, 2019, <https://www.credoc.fr/publications/memorisation-des-attentats-du-13-novembre-2015-trois-ans-apres-rapport>

L'impact de la **médiatisation** d'un événement est difficile à mesurer, dans une société où la rapidité et la multiplicité des contenus informationnels et médiatiques et de leur traitement sous forme de **crise** se succèdent à une rapidité effrénée²³. Concernant les attaques terroristes en France, on pourra ainsi souligner d'autres événements médiatiques survenus pendant cette période et se situant à l'opposé des séquences de commémoration, qui touchent un public plus restreint et plus confidentiel²⁴.

Tout d'abord la tenue du **procès de Nice du 5 septembre au 15 novembre 2022**. D'autre part, dans un registre très différent, la **sortie des films « Novembre »** sorti le 5 octobre 2022 et totalisant 2,4 millions d'entrées dans les cinémas métropolitains, ou « Revoir Paris », sorti le 7 septembre 2022 et cumulant 500 000 entrées. Un documentaire d'ARTE²⁵ sur les attentats du 13 novembre a été diffusé en novembre 2022.

L'analyse de la fréquence des requêtes sur la page Wikipédia offre un regard sur les pics d'intérêt sur la page des « attentats du 13 novembre 2015 » et permet d'esquisser une forme de mesure des impacts respectifs de ces différentes séquences mémorielles et médiatiques.

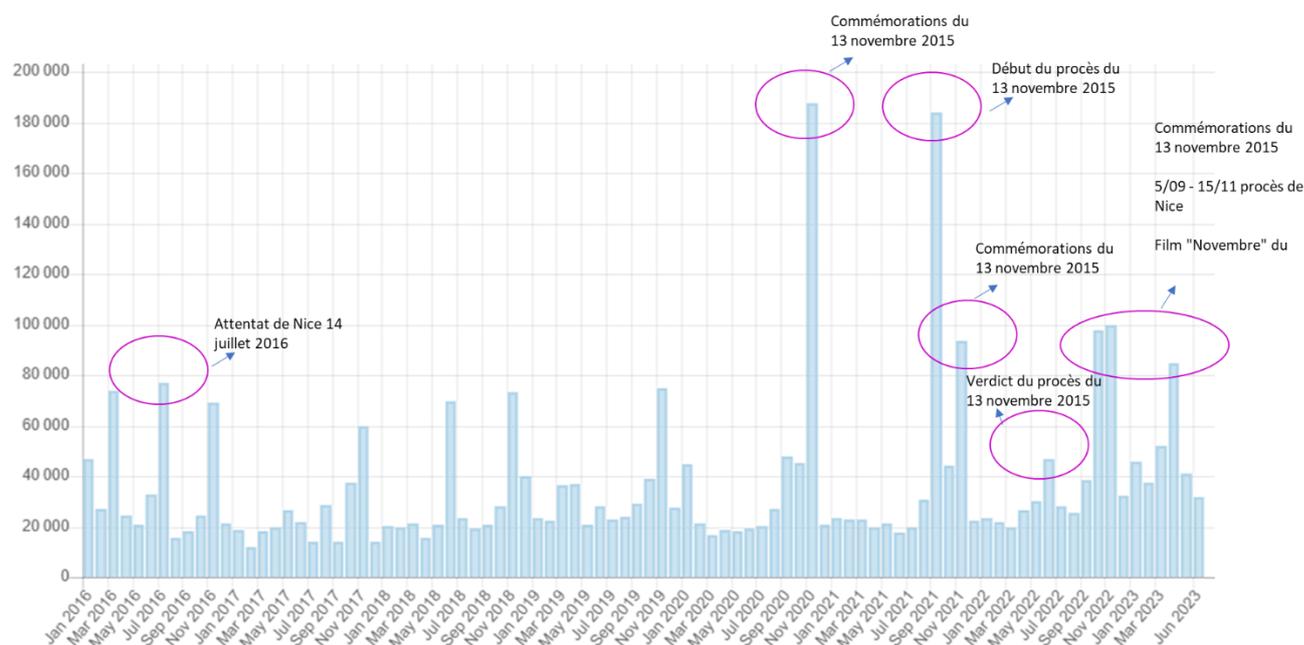
Celui-ci révèle **une intensification de l'activité sur la page lors des périodes (« dates d'anniversaire ») de commémorations nationales ou collectives** notamment en 2020, cinq ans après les faits et en 2021. Le deuxième pic notable intervient lors du **début du procès** des attentats du 13 novembre 2015, en septembre 2021. **Avec une fréquentation supérieure** à celle constatée en novembre 2022, période concentrant pourtant à la fois la date anniversaire des événements, la tenue du procès de l'attaque à la voiture bélier de Nice, et la sortie des films « Novembre » et « Revoir Paris ».

²³ Au cours des dernières années citons ainsi par exemple le Brexit, la pandémie de covid-19, le déclenchement de la guerre en Ukraine, la crise énergétique et la peur des pénuries qu'elle a entraîné. Cf. Sandra Hoibian et al., Note de conjoncture du CREDOC – 2022 – La permacrise, Credoc, 2022 ; Note : Le néologisme « permacrise » a été popularisé par le journaliste britannique Josh Clancy dans un article du Sunday Times, publié en 2022. La permacrise désigne le sentiment de crise permanente, ressenti par un nombre croissant d'individus. Ces crises ne se succéderaient plus mais elles s'accumuleraient.

²⁴ Aidijinou Waningnon, Les médiatisations mémorielles des drames collectifs. Le cas des attentats terroristes de novembre 2015 en France (2015-2019).

²⁵ Documentaire, 13 novembre 2015 – anatomie d'une instruction, diffusé sur Arte le 7 novembre 2022, à 22.25.

**Graphique 8 – Fréquentation de la page Wikipédia
« Attentats du 13 novembre 2015 en France »²⁶
Période janvier 2016 – juin 2023**



Source : Wikipédia, statistiques de la fréquentation de la page. Extraction des données le 18 juin 2023.

Le procès V13 : une forme de cadrage institutionnel amplifiant la place symbolique de l'évènement

Au-delà de l'effet mécanique de la médiatisation du procès sur la présence à l'esprit des attaques terroristes, il nous semble important de souligner également **l'institutionnalisation et le cadrage mémoriel que confère la tenue d'un procès avec un tel dimensionnement** (49 journées d'audience, plus de 300 avocats, plus de 2500 parties civiles, procès filmé). En effet, l'érosion progressive de l'importance dévolue aux attaques du 13 novembre dans la mémoire collective a non seulement complètement été compensée en ce début 2023 mais **l'importance accordée à l'évènement semble même avoir été amplifiée** par rapport à la place qui lui était donnée initialement par la population juste après les sanglantes attaques. 57% le citent comme l'évènement terroriste les ayant le plus marqué, **soit 5 points de plus qu'en janvier 2017**. L'effort consacré par la puissance publique pour mettre en œuvre ce procès aux dimensions inédites vient ainsi ajouter au **caractère historique** de ces attaques dans l'esprit de la population qui est plus encline à se dire marquée par l'évènement 7 ans après les faits, que juste après ceux-ci.

A titre de comparaison, le procès des quatorze prévenus soupçonnés d'avoir apporté une aide logistique aux terroristes ayant perpétré la tuerie Charlie Hebdo et de l'hypercacher en janvier 2015 et qui avait démarré en septembre 2020 devant la cour d'assises spéciale, n'a pas eu le même effet

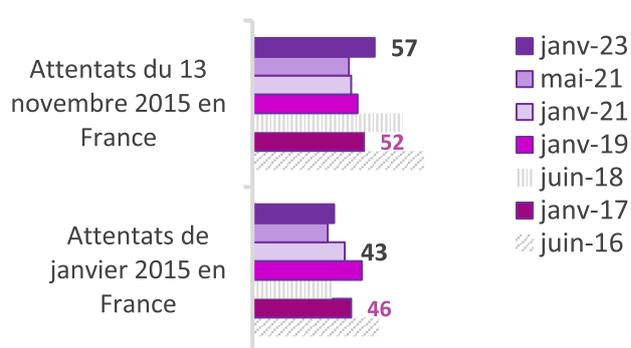
²⁶ Nous avons opté pour la recherche du mot « Bataclan » sur Wikipédia. Nous aurions pu évidemment choisir d'autres mots et requêtes, comme les dates des attentats, Saint Denis, ou encore des policiers ou victimes tués. Mais compte tenu de la focalisation de la mémoire sur ces lieux et victimes emblématiques (cf. plus loin) les volumes concernés auraient pu limiter la portée d'analyse des évolutions. Nous avons volontairement écarté l'année 2015 de l'analyse pour la simple raison que le nombre de requêtes faites immédiatement après les attentats respectifs aurait « tordu » le graphique et minoré l'analyse de la période 2016-2021.

amplificateur, (-3pts entre la vague d'enquête ayant suivi le procès de l'attaque de Charlie Hebdo par rapport à janvier 2017).

Plusieurs raisons peuvent être évoquées pour expliquer ces différences d'impact : l'absence de prévenus directement impliqués dans les faits pour l'attaque de Charlie Hebdo, un moindre nombre de parties civiles lié mécaniquement au moins grand nombre de victimes, mais l'on peut également supposer que possiblement car il n'a pas eu le même dimensionnement.

Graphique 9 Pouvez-vous citer les actes terroristes commis dans le monde ou en France qui vous ont le plus marqué depuis l'an 2000 ? (en %)

Total des réponses données pour les attaques du 13 novembre et celles du
Question ouverte recodée à posteriori (trois réponses possibles)



Procès de la tuerie de Charlie Hebdo	Procès des attentats du 13 novembre
Deux mois et demi	Dix mois
49 journées d'audience	149 jours d'audience
14 accusés	20 accusés
200 parties civiles	Plus de 2500 parties civiles
Une centaine d'avocats	Trois cents avocats

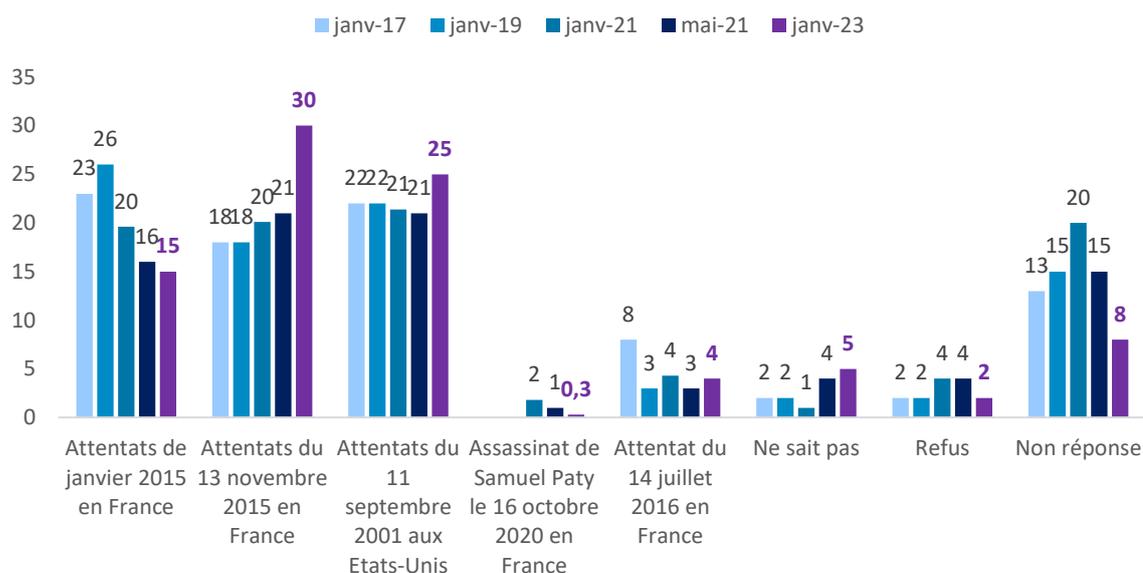
Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus.

Source : Enquêtes Conditions de vie et Aspirations.

Signe supplémentaire de ce **cadre institutionnel et médiatique**, les attaques du 13 novembre dominent les **premières citations**. Jusqu’alors, les interviewés étaient aussi nombreux à citer en premier ces funestes attaques et celles du 11 septembre 2001. Ainsi, 30% font référence au 13 novembre 2015 en première citation : +9 points par rapport à mai 2021, +10 par rapport au janvier 2021 et +12 par rapport à janvier 2017. **Sur le long terme**, et à méthode de recueil constante (en ligne) **les citations des attentats de novembre ont tendance à gagner en importance alors que celles des attentats de janvier 2015 ont tendance à régresser** (-8 points par rapport à janvier 2017).

Graphique 10 - Les attentats du 11 septembre 2001 et de novembre 2015 sont les plus souvent cités en premier

« Pouvez-vous citer les actes terroristes commis dans le monde ou en France qui vous ont le plus marqué depuis 2000 ? ». (En %) Question ouverte, trois réponses possibles, verbatim codifiés a posteriori, Total des réponses données en première intention



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus.

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023, mai 2021, janvier 2021, janvier 2019 et janvier 2017.

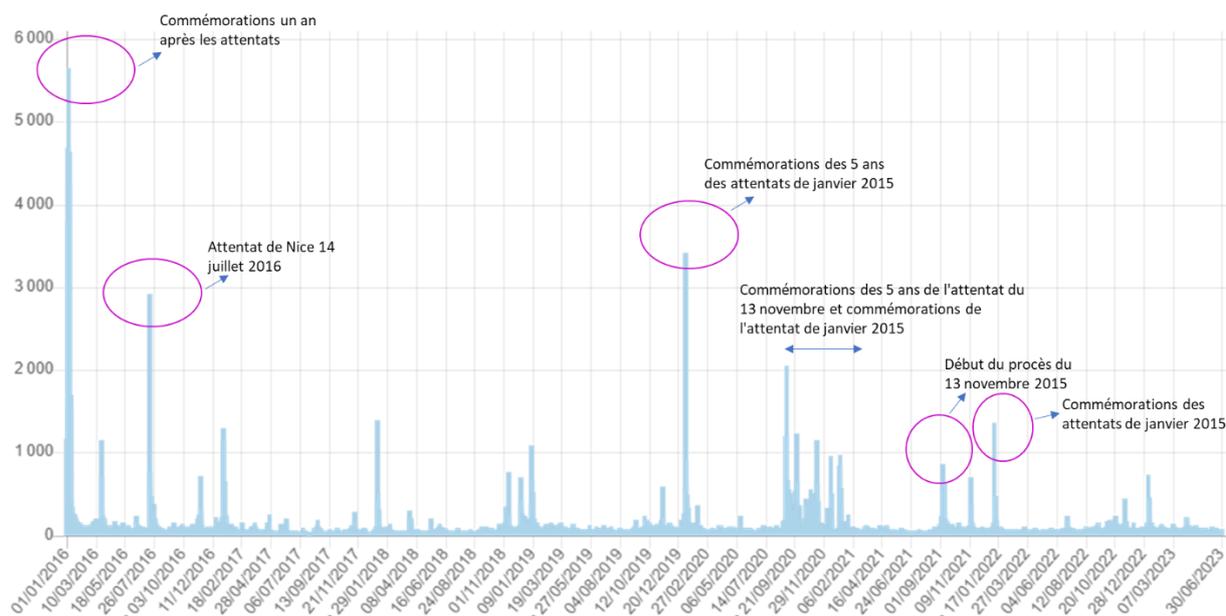
Les attentats de janvier 2015, perpétrés contre le journal satirique Charlie Hebdo, l’hypercacher de la Porte de Vincennes et la policière de Montrouge, pointent en deuxième position des attentats ayant le plus frappé les esprits de nos concitoyens depuis l’an 2000.

38% des Français citent cet événement en ce début 2023. **Par rapport à janvier 2021, la proportion de citations est en recul de 5 points**, alors qu’elle est en progression de 3 points par rapport à l’enquête de mai 2021.

Cependant, il semble particulièrement important de comparer strictement les vagues ayant eu lieu au mois de janvier. L’influence des commémorations ayant eu lieu en début de chaque année peuvent expliquer un effet de « sur-citation » ou de « remémoration ponctuelle » en début d’année. Cet effet de saisonnalité lié à des moments commémoratifs a été particulièrement prégnant en janvier 2020, avec la présence médiatisée du Président de la République, Emmanuel Macron, puis dans la suite des événements commémoratifs des attentats de novembre 2015 entre novembre 2020 et janvier 2021. Plus récemment, en janvier 2023 avec des moments de commémoration portés en partie par la Maire de la ville de Paris, Anne Hidalgo, et le ministre de l’Intérieur, Gérald Darmanin. L’analyse de la

fréquentation de la page Wikipédia des attentats de janvier 2015 montre, en effet, des pics de fréquentation au mois de janvier de chaque année. S’y rajoute une plus forte fréquentation en 2021 dû au début du procès des attentats du 13 novembre 2015, dont a bénéficié la fréquentation de la page Wikipédia des attentats de janvier à la marge. En effet, on observe des pics de fréquentation en septembre 2021, suivi par une séquence de fréquentation particulièrement significative concomitante à la traditionnelle période de commémoration en janvier 2022.

Fréquentation de la page Wikipédia « Attentats de janvier 2015 en France »²⁷ Période janvier 2016 –juin 2023



Source : Wikipédia, statistiques de la fréquentation de la page. Extraction des données le 18 juin 2023.

Les **attentats du 11 septembre 2001** arrivent ensuite dans le triptyque de tête des attaques terroristes ayant durablement marqué la population .36% des Français considèrent cet évènement comme l’un des plus importants actes terroristes depuis le début du siècle, un taux d’autant plus notable, que cet évènement est survenu il y a plus de vingt ans, et en dehors de l’Europe. Les citations ont progressé de 4 points par rapport à janvier 2021. Ancienneté, éloignement géographique et importance mémorielle stable (voire croissante cette année) permet l’hypothèse qu’il s’agit d’un **marqueur historique** pour la population. Les attentats du 9/11 sont entrée dans l’histoire occidentale, ils sont enseignés dans les cours de géopolitique et figurent dans les manuels scolaires d’histoire des collégiens français²⁸. De surcroit, en 2023, une grande partie de l’échantillon, âgée de plus de 30 ans en 2023 (et donc de plus de 10 ans²⁹ en 2001) a encore vraiment « vécu » cet évènement en direct. L’analyse des

²⁷ Nous avons opté pour la recherche du mot « Attentats de janvier 2015 » sur Wikipédia.

²⁸ Catros Simon, « Le 11 septembre 2001 dans les manuels scolaires français de première ES et L (2010-2011) et de terminale générale (2020) : analyse comparée », in *Didactica Historica* 8/2022, pp. 159-168.

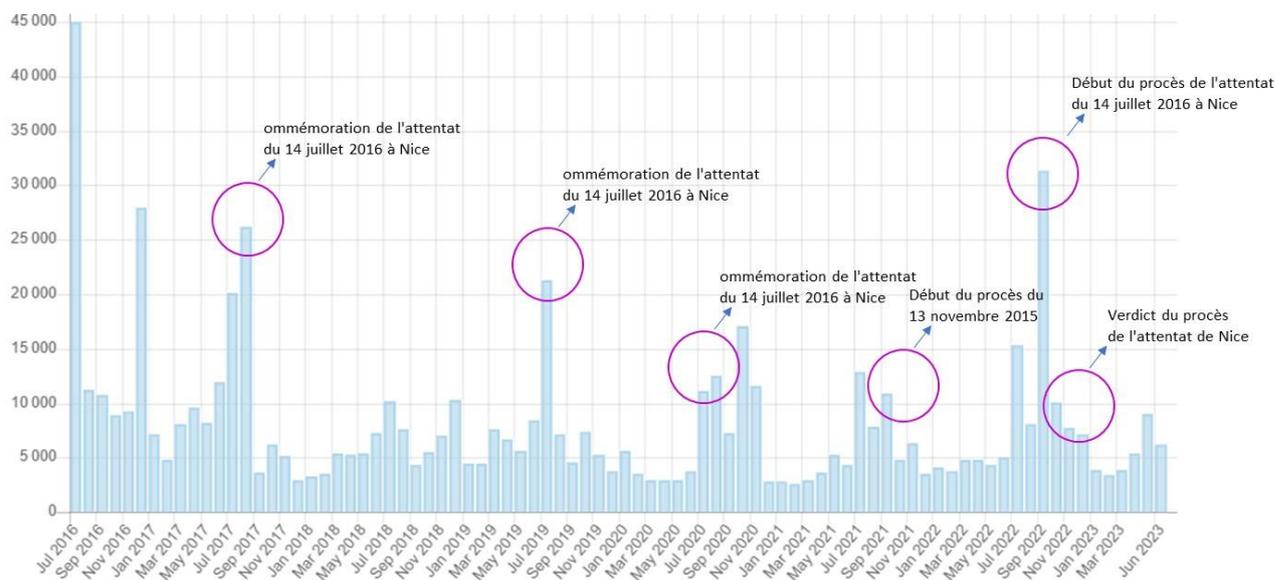
²⁹ Le seuil de huit ans est ici arbitraire, on aurait aussi bien pu prendre un âge plus élevé ou plus faible. Il est possible que les personnes âgées de 15,16,17 ans en 2023 et qui donc avaient 8,9,10 ans au moment des faits n’aient pas pris connaissance

réponses qui seront données en 2026 permettra en partie de savoir si cette forte mémorisation finira par diminuer sous l'effet du renouvellement des générations ou si les attentats du 11-Septembre s'inscrivent bien comme une matrice du XXI^e siècle.

L'attentat de Nice le 14 juillet 2016 est mentionné spontanément par 24% des Français, soit une légère hausse de deux points par rapport à janvier 2021. Malgré cette hausse, le taux de citation reste largement en dessous de celui observé en janvier 2017, sept mois après les faits, alors mentionné par près d'une personne sur deux (46% exactement). Par ailleurs, la mémoire de l'attaque à la voiture bélier sur la promenade des Anglais a **perdu en précision**. En janvier 2023, seuls 3% des répondants évoquent précisément la date et les lieux de l'attaque de Nice, et la majeure partie cite indistinctement « les attentats de Nice », sans donner davantage de détails, et sans qu'on puisse donc savoir avec précision si les répondants pensent à l'attaque de 2016 ou à l'attentat à la basilique de Notre-Dame de Nice le 29 octobre 2020. Comme pour l'analyse en janvier et mai 2021, nous avons rassemblé ces citations en posant l'hypothèse qu'une grande majorité des citations assez vagues font référence à l'attaque revendiquée par Daesh, lors de la fête nationale 2016, ayant causé la mort de 86 personnes et fait 458 blessés.

L'historique de la fréquentation de la page Wikipédia des attentats du 14 juillet 2016 de Nice montre des pics lors du début du procès et au moment de la déclaration du verdict. Le pic de fréquentation mesuré lors du début du procès est supérieur aux pics enregistrés lors des moments de commémoration au mois de juillet.

Fréquentation de la page Wikipédia « Attentats du 14 juillet 2016 de Nice » Période juillet 2016 – juin 2023



Source : Wikipédia, statistiques de la fréquentation de la page. Extraction des données le 18 juin 2023.

de ceux-ci directement. Ceux-ci sont toutefois encore trop peu nombreux pour permettre une analyse distincte. Nous tenterons dans la vague de 2026 d'esquisser des analyses pour mesurer un possible effet générationnel. Les travaux fondateurs de Mannheim [1928] sur les générations pointent en effet la possible construction d'une « conscience » de génération pendant la jeunesse, notamment en période de déstabilisation sociale ou de changements sociaux.

Les attentats du 13 novembre sont davantage cités cette année dans toutes les catégories sociales – néanmoins, les différences catégorielles se maintiennent

Les attentats du 13 novembre 2015 occupent une place importante dans la mémoire collective et sont systématiquement cités par plus de la moitié des Français sur dix comme l'acte terroriste le plus marquant depuis l'an 2000 dans toutes les catégories sociales. Les analyses apportées dans les vagues précédentes ont montré que ces attentats sont, néanmoins, moins cités par les catégories peu diplômées ou encore modestes. Quelle est donc la situation en janvier 2023 ? Comment ont évolué ces schémas catégoriels ?

Les citations des attentats du 13 novembre 2015 progressent dans toutes les catégories sociales. Ainsi, 68% des **hauts revenus** les mentionnent (+14 points par rapport à janvier 2021), contre 48% chez les bas revenus (+10 points). Ils sont 63% (+12) chez les **diplômés du supérieur** et 48% (+17) chez les non-diplômés à évoquer ces attentats.

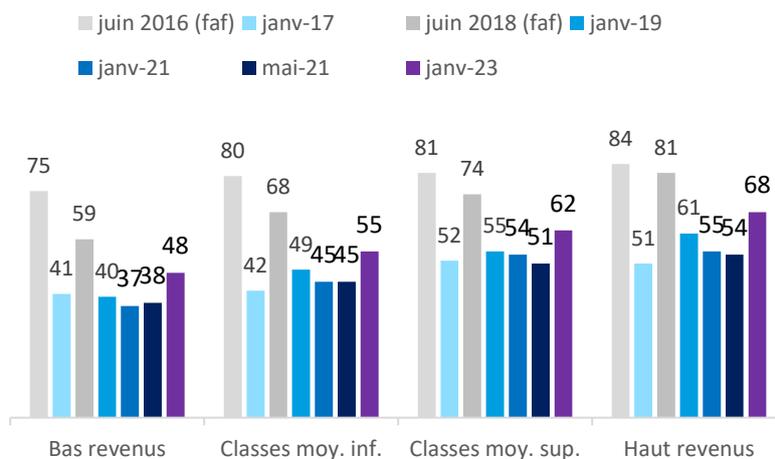
Malgré des hausses significatives, l'asymétrie dans le schéma de réponses entre catégories diplômées et peu diplômées ainsi qu'entre catégories aisées et modestes reste intacte.

Par contraste, alors que les hausses sont légèrement plus inégales dans les catégories d'âge, les différences catégorielles restent très ténues. Ainsi, les hausses sont de 16 points au sein de la catégorie des 25-39 ans (à 59%), tandis que la progression est deux fois moins importante chez les 40-59 ans (8 points, à 55%), sans creuser réellement des différences catégorielles. Ce nivellement des différences entre les catégories d'âge est probablement dû au fait qu'aujourd'hui le « travail mémoriel » et de construction de mémoire collective s'est partiellement déplacé des moments de commémoration vers **l'espace médiatique** (très investi par les jeunes) et vers **l'école** où cet événement est discuté dans les cours de citoyenneté dans le primaire, les cours d'éducation civique, politique et morale au collège et au lycée. Cela expliquerait pourquoi les non-diplômés, les titulaires d'un BEPC, d'un baccalauréat mais aussi les moins de 25 ans bénéficient des mêmes effets remémoration que les catégories originellement plus sensibles à ce sujet.

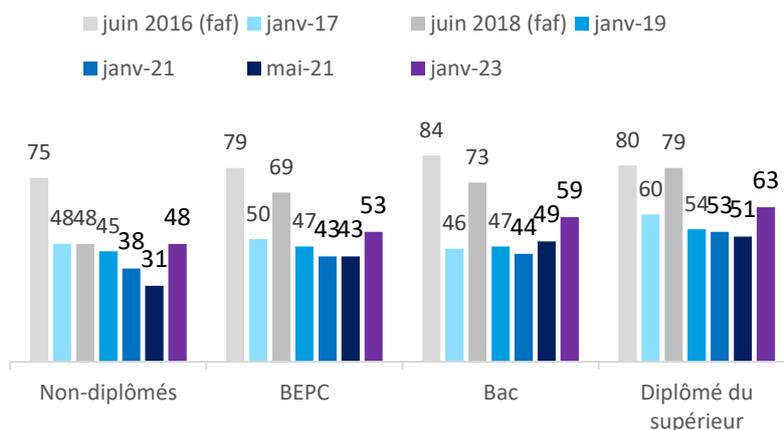
La hausse de citation des événements du 13 novembre touche toutes les d'âges, et plus **particulièrement les jeunes**. Chez les plus âgés, la mention des attaques du Bataclan, du stade Saint denis et des terrasses parisiennes est en hausse, et retrouve le niveau mesuré à quelques mois es faits.

Chez les jeunes, la hausse est particulièrement significative : Ceux-ci sont 60% à parler spontanément de la morbide séquence de novembre 2013, **soit +14 points** par rapport aux personnes ayant entre 15 et 24 ans au moment des faits.

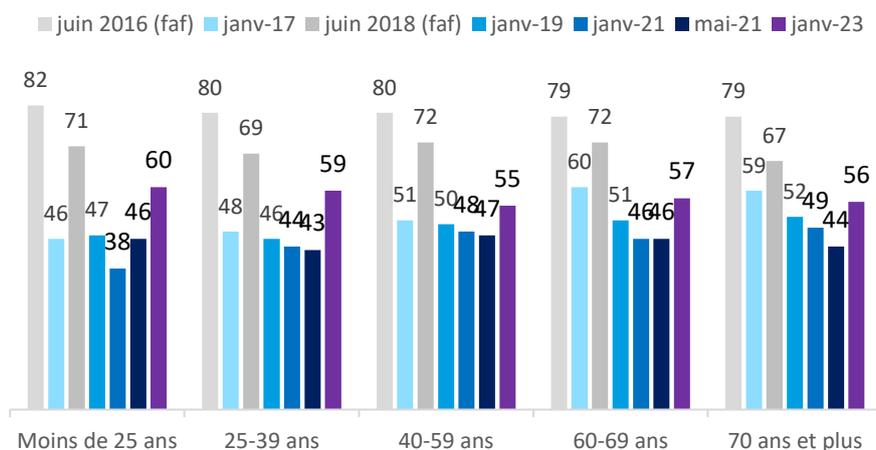
**Graphique 11 – En janvier 2023, l'ensemble des catégories citent davantage les attentats du 13 novembre –
pourtant, les différences catégorielles persistent**
Selon le niveau de vie (en %)



Selon le diplôme



Selon l'âge



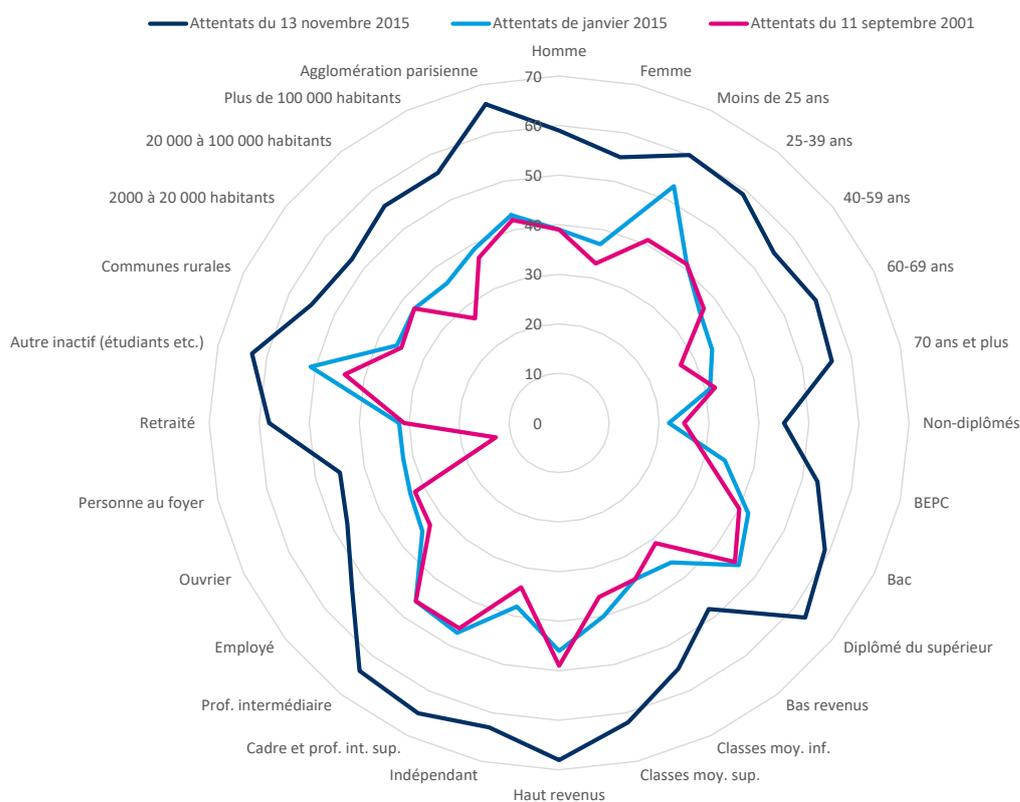
Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus.
Source : Enquêtes Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023.

Le détail de l'analyse socio-démographique révèle que **la hiérarchie des trois premiers événements terroristes marquants** (13 novembre, puis janvier 2015, puis 11 septembre) est la même dans quasiment **toutes les catégories étudiées**.

Trois remarques toutefois :

- Les attentats du 13 novembre se détachent plus nettement dans les citations des hauts revenus, cadres et habitants de l'agglomération parisienne
- Les attentats du 11 septembre 2001 sont nettement moins cités chez les personnes au foyer.
- Les jeunes et étudiants évoquent plus souvent les attentats de janvier 2015

Graphique 12 – Le caractère marquant des trois attentats le plus souvent cités selon les marqueurs sociodémographiques (en %)



Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023.

Des émotions et des images précises liées aux attentats du 13 novembre 2015, ravivées en ce début 2023

Pour compléter la compréhension de la place occupée par les attaques du 13 novembre dans les mémoires, nous avons interrogé les enquêtés, à nouveau de manière ouverte, sur « *les images qui leur sont restées en mémoire lorsqu'ils pensent* » au 13 novembre 2015.

Sans rentrer dans les détails des réponses, le regroupement des positions révèle des évolutions marquées.

La **précision des réponses**, tout d'abord. Alors que les images du 13 novembre 2015 avaient perdu en netteté entre 2017 et 2021, signe d'un affaiblissement mémoriel, les énoncés reviennent à une précision équivalente à celle observée en 2017. En ce début 2023, **40% des descriptions contiennent des indications et images précises** en lien avec les attentats du 13 novembre 2015. Par rapport à janvier 2021, la mémoire s'améliore de six points atteignant actuellement un niveau supérieur à celui enregistré en janvier 2017, un an et deux mois après les attentats.

En particulier, les **images liées aux victimes (29%, +8 points)** bénéficient de cette hausse sont davantage prégnantes probablement en lien avec les images et discours diffusés pendant la séquence médiatique du procès ayant donné une large part à **la parole des victimes** du 13 novembre.

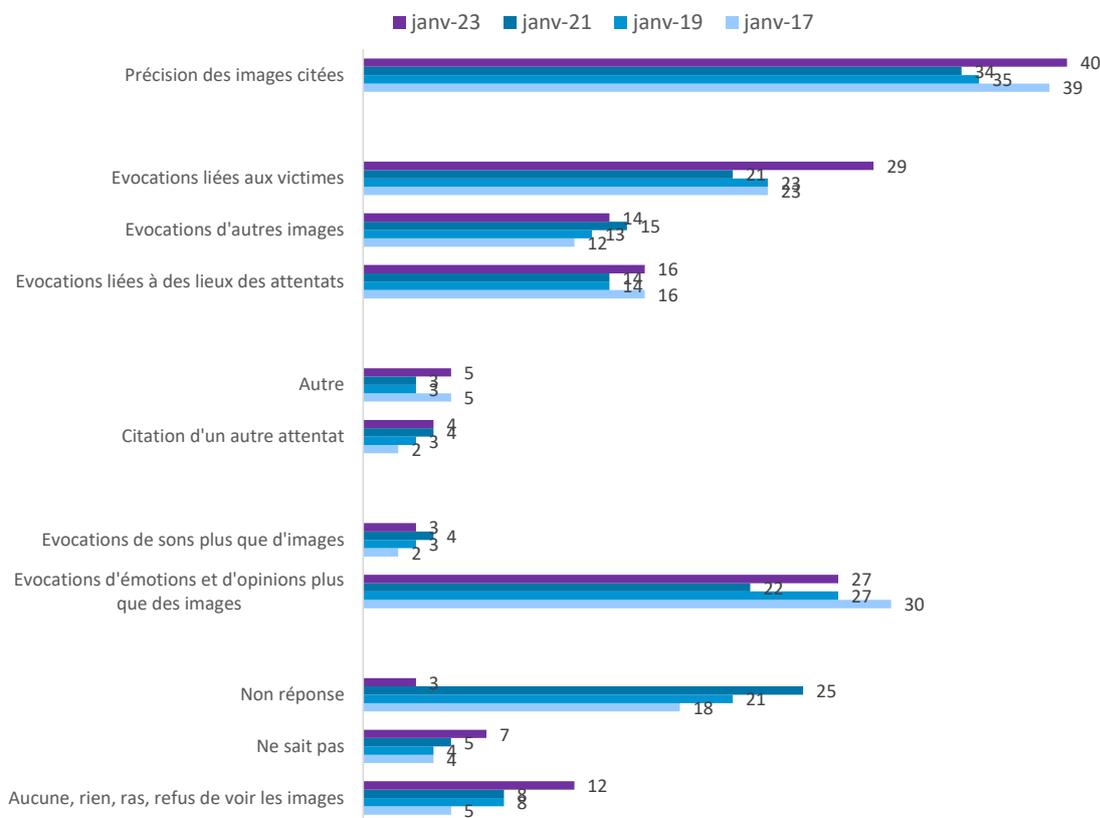
Viennent ensuite les **lieux des attentats (16%, +2)**. La mémoire gardée de cette date mobilise aussi d'« **autres types d'images** » (14%, -1 point). Il s'agit souvent pour les interviewés d'évoquer différentes formes de **commémoration de l'événement** : recueils, défilés, commémorations ou discours politiques et donc des **éléments plus institutionnalisés**, convoquant moins directement l'horreur des attentats.

Parallèlement, il convient de noter que ces hausses sont en lien avec une baisse significative de la proportion de personnes qui ne donnent pas de réponse : -22 points à 3%. La question est sans nul doute davantage évocatrice cette année.

En revanche, la proportion de ceux qui refusent de répondre, probablement pour s'en protéger sont plus nombreux. 12% refusent explicitement de se remémorer des images peut être pénibles à supporter, soit +4 points par rapport à janvier 2021.

Graphique 13 - Le 13 novembre évoque toujours principalement des émotions et des images liées aux victimes et aux lieux

« Quelles sont les images qui vous sont restées en mémoire lorsque vous pensez au 13 novembre 2015 ? »
(en %) Question ouverte, verbatim codifiés a posteriori, Total des réponses données



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus. Source : Enquêtes Conditions de vie et Aspirations, janvier 2017, 2019, 2021 et 2023. Lecture : 29% des répondants ont associé aux attentats du 13 novembre 2015 une image des victimes (personnes en fuite, corps, blessés, témoignages, etc.). Les répondants ayant pu donner plusieurs réponses, la somme ne fait pas 100%

En rentrant davantage dans le détail des images décrites, un nuage de mots réalisés sur évocations des lieux (en progression de +2 points à 16%) illustre à la fois la forte précision des images et l'idée de **condensation mémorielle ou entonnoir mémoriel**³⁰ sur les lieux concentrant la mémoire du traumatisme à savoir le « Bataclan », « Paris », les « terrasses » et « les cafés ».

³⁰ Cf. Francis Eustache, Denis Peschanski, Le programme 13-Novembre : le cheminement d'une recherche transdisciplinaire, In Med Sci, volume 37, n° 11, novembre 2021.

Les attentats du 13 novembre 2015 – un traumatisme encore trop jeune pour faire partie de l'histoire

Si les attaques du 13 novembre 2015, celles de janvier 2015 et du 11 septembre 2011 sont considérées comme les attentats les plus marquants depuis l'an 2000, **leur empreinte est moins forte dans une perspective plus longue.**

Interrogés de façon plus large, sur l'événement le plus important survenu en France ou dans le monde depuis 1900, les attaques terroristes sont très peu souvent associées à des événements « historiques » (1% pour les attentats « En France », 2% pour les attentats du 11 septembre).

Ce sont les grands conflits violents, les guerres, qui dominent le classement en partageant les premières positions avec des acquis sociaux et les avancées dans les mœurs. La **deuxième guerre mondiale** arrive tout en haut du palmarès « historique » avec 27% (+2 points) de citations en rapport avec celle-ci. La première guerre mondiale pointe en deuxième position avec 12% (-1 point). Suivent à la troisième place ex-aequo avec 8% des citations la fin des guerres/paix et l'avancée en matière de droits des femmes.

En analysant en détail les évolutions par rapport à janvier 2021, on observe des changements de classement et des **évolutions en résonance avec l'actualité politique et sociale du pays**. D'abord, on observe un effondrement des citations du Covid-19. Alors que la pandémie pointait en janvier 2021 au deuxième rang des événements historiques survenus depuis 1900, elle est actuellement reléguée en quatrième position (7%, -9 points). A l'inverse, on voit progresser des événements ou des thématiques qui résonnent avec l'actualité politique : l'avancée en matière de droits de femmes (8%, +2 points) qui résonne avec les débats d'actualité en la matière, les avancées sociales (6%, +4 points) qui entrent en écho avec les mobilisations contre la réforme des retraites, les débats autour du télétravail et la réforme de l'assurance chômage, les avancées technologiques (3%, +1) qui font écho aux discussions autour de l'intelligence artificielle, du métavers ou encore des réseaux sociaux, l'environnement/le réchauffement climatique (2%, +1) qui reflète les préoccupations grandissantes en la matière ou encore la guerre en Ukraine (2%) et la chute de l'URSS (2%, +1) qui sont en lien avec la situation actuelle en Ukraine et en Russie.

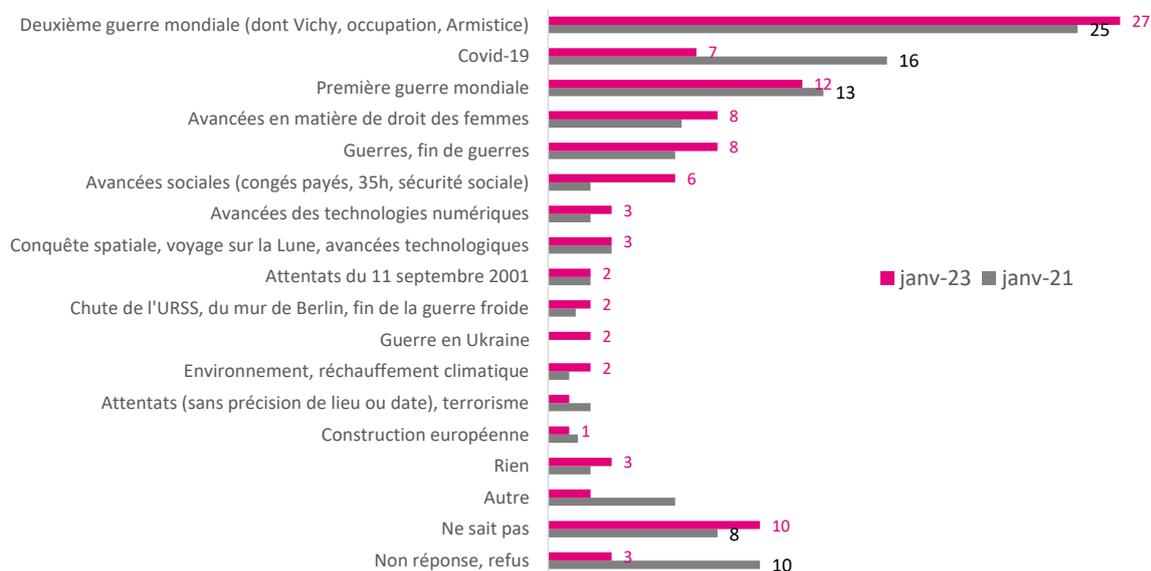
Graphique 14 – Les guerres et paix ainsi que les avancées sociales et de mœurs dominant les événements les plus importants survenus depuis 1900

« Quel est, à vos yeux, l'événement historique le plus important survenu en France ou dans le monde depuis 1900 ? »

Total des réponses données (en %)

Question ouverte recodée à posteriori

Sont présentées ici uniquement les réponses >2%



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France métropolitaine âgés de 15 ans et plus.

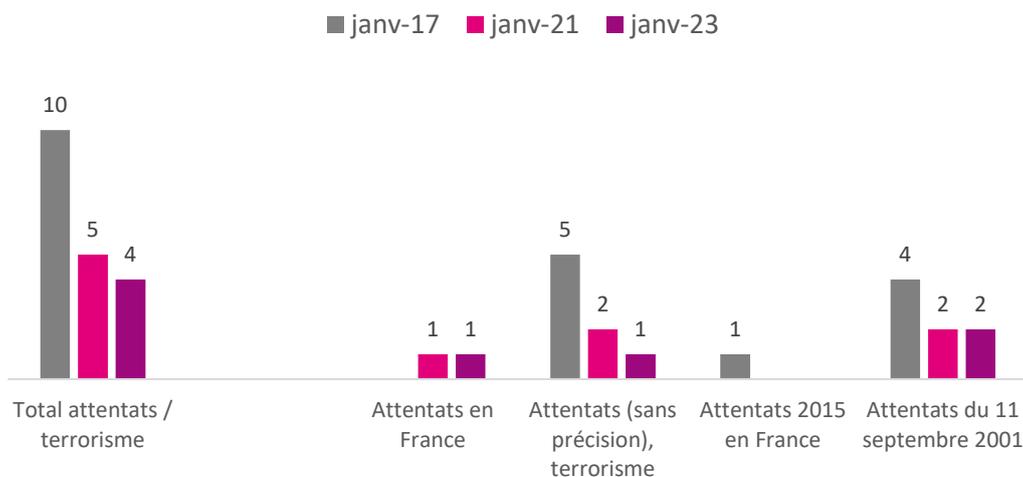
Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023 et janvier 2021. Les répondants ayant pu donner plusieurs réponses, la somme ne fait pas 100%

Le recul des citations d'événements terroristes cités comme « historiques » est manifeste. En 2017, 10% des réponses concernaient des actes terroristes. En 2021, l'évocation du terrorisme (5%) est divisée de moitié pour pointer à 4% en janvier 2023.

La citation imprécise du terrorisme, d'attentats perd 1 point, les attentats de 2015 ont déjà disparu du classement depuis 2017. Le 11 septembre 2001 se maintient à 2% et constitue actuellement la seule grande attaque terroriste qui s'est frayée un chemin dans le classement des événements historiques.

Graphique 15 – Une très faible citation des actes terroristes, en recul par rapport à 2021

« Quel est, à vos yeux, l'événement historique le plus important survenu en France ou dans le monde depuis 1900 ? » (en %)



Source : Enquêtes Conditions de vie et Aspirations, janvier 2017 (enquête Ifop), janvier 2021 et janvier 2023

Le terrorisme n'est donc cité que par 4% des répondants en 2021 : 1% pour le terrorisme, des attentats sans précision de lieu ou de date, 1% pour des attentats commis en France, 2% pour les attentats du 11 septembre 2001.

Quel est le profil de ces personnes percevant les actes terroristes comme des événements historiques marquants depuis 1900 ? Peu d'éléments émergent sur le plan sociodémographique. Les femmes y font davantage référence que les hommes (+2 points de différence) et les jeunes de 25-39 ans y sont aussi un peu plus sensibles qu'en moyenne (+3 points de différence). Toutefois, les effectifs dans chaque catégorie sont trop faibles pour pouvoir en tirer des conclusions robustes. Le niveau de diplôme, de revenus, la taille de la commune de résidence ou le lieu de naissance influencent peu les réponses sur ce point. Toutefois, les effectifs dans chaque catégorie sont parfois trop faibles pour pouvoir en tirer des conclusions robustes.

Si l'on regroupe les réponses par grandes thématiques, 45% des Français citent des éléments liés à des **guerres ou à des violences** (+5 points par rapport à 2021). En détail, les hommes mentionnent volontiers la seconde guerre mondiale (32% des hommes contre 22% des femmes), et évoquent aussi globalement plus d'événements historiques en lien avec de la violence ou des guerres que les femmes (50% des hommes contre 40% des femmes). Ces actes de violence et de guerre sont également, dans leur ensemble, davantage mentionnés par les plus diplômés (54%) et les plus aisés (55%).

2. Une lecture des causes des attentats en résonance avec les thématiques d'actualité

Note méthodologique : il convient de noter quelques précautions méthodologiques dans la comparaison longitudinale de la question portant sur les causes des attentats du 13 novembre 2015.

1/ Une enquête en ligne libère davantage la parole

En juin 2016 et juin 2018, les enquêtes étaient menées en face à face, alors que les enquêtes de janvier 2021 et de mai 2021 ont été menées en ligne. Or, des travaux méthodologiques comparatifs³¹ du CREDOC ont montré que le mode de collecte joue notamment sur la propension des répondants à se positionner sur des questions dites « sensibles » et à exprimer des opinions que l'on pourrait qualifier d'intolérantes voir même de racistes. (cf l'encadré p.6). Avec **des non-réponses plus élevées en face à face pour les questions sensibles, lorsqu'elles sont posées dans le cadre de questions « fermées »**, c'est-à-dire avec des choix préétablis. Par exemple, dans l'enquête du CREDOC en face à face, 6% des Français ne se prononçaient pas sur la question du devenir des immigrés en France, contre 2% en ligne. Les travaux de Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj et Tommaso Vitale dans le cadre du rapport annuel de la CNCDH sur l'état du racisme et de la xénophobie en France (cf. par exemple celui de 2017, ou celui de 2020 ayant procédé à une comparaison de trois modes de collecte)³² confirment une plus grande difficulté des panelistes à déclarer en face à face des comportements intolérants (par exemple **dix fois plus de non-réponses en face à face qu'en ligne sur le stéréotype** d'un pouvoir excessif des juifs).

2/ Le questionnaire a légèrement évolué :

En juin 2016 et juin 2018, les personnes répondant « il ne faut pas chercher de raisons aux attentats, ce sont les actes de déséquilibrés » pouvaient donner une autre cause. En janvier 2021 et en mai 2021, la modalité de réponse « il ne faut pas chercher de raisons aux attentats, ce sont les actes de déséquilibrés » n'était proposée qu'une seule fois, comme première cause des attentats, étant entendu qu'il ne « fa[llait] pas chercher de raisons aux attentats ». **À des fins de comparaison, les données de juin 2016 et juin 2018 ont été recalculées pour tenir compte de cette différence dans le mode d'interrogation.** Les résultats communiqués diffèrent ainsi de ceux précédemment présentés dans les rapports portant sur les vagues d'enquêtes de juin 2016 et de juin 2018.

3/ L'introduction d'un nouvel item en janvier 2023 et réalisation d'un « split-ballot » :

Il a été décidé de tester l'introduction de la cause « la lutte contre l'Etat islamique (DAESH) et l'islamisme radical » sur les réponses à cette question. Pour ce faire et afin de préserver la comparabilité des résultats, 50% de l'échantillon ont répondu à la question et la liste de réponses identiques aux vagues précédentes. L'autre moitié de l'échantillon a été confronté avec une liste modifiée, contenant l'item « la lutte contre l'Etat islamique (DAESH) et l'islamisme radical ».

³¹ CROUTTE, P., DAUDEY, E. HOIBIAN, S. (Crédoc), LEGLEYE, S., CHARRANCE., G (Ined), *Une approche de l'effet du passage sur Internet d'une enquête en population générale*, Paris, Crédoc, 2015.

³² MAYER N. et al., *Evolution et structures des préjugés : Le regard des chercheurs – Chapitre II.1. Questions de méthode*, 2020.

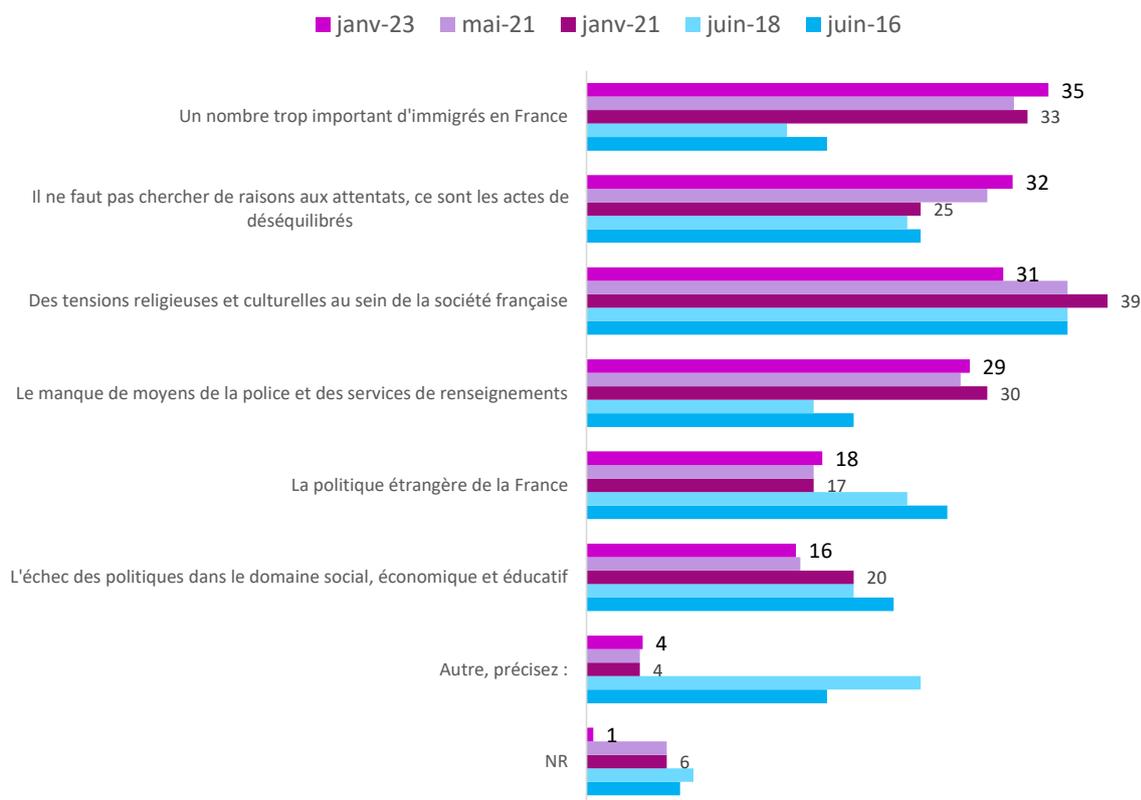
1. En janvier 2023, l'immigration est vue comme la principale cause des attentats - les tensions religieuses et culturelles reléguées en troisième position

Interrogés sur les causes des attentats, (hors lutte contre l'action de Daesh), 35% des Français estiment **qu'un nombre trop important d'immigrés** au sein de la société est à l'origine de ces actes terroristes. Cette proportion progresse légèrement par rapport à janvier 2021 (+2 points). Pour cet item, le changement du mode de collecte par rapport à 2018 joue incontestablement et fait partie de la panoplie des questions dites « sensibles » pour lesquelles on remarque un effet de « libération de la parole » chez le répondant lors d'enquêtes en ligne³³.

En deuxième position, 32% évoquent qu'il **ne faut pas chercher de raisons aux attentats car ce sont des actes de déséquilibres** ; une proportion en **forte progression de +7 points**. **Les tensions religieuses et culturelles au sein de la société** sont reléguées en troisième position (31%, -8 points) en baisse régulières sur 3 ans. Le manque de moyens de la police et des services de renseignement figure en quatrième position avec 29% (-1 point) des citations.

³³ De manière symétrique, **probablement sous l'influence du changement du mode de collecte, la proportion de Français indiquant « autre » recule nettement**, passant de 25% en juin 2018 à 4% en janvier 2021, mai 2021 et janvier 2021. Cela indique que l'item « autre » a été probablement une valeur refuge lors des enquêtes en face à face pour les enquêtés n'osant pas se positionner sur un item politiquement plus tranchant ou marquant comme celui du nombre « important d'immigrés en France ». Le changement du mode de recueil et la bascule sur une enquête en ligne a rendu plus facile ce choix parmi les items proposés.

Graphique 16 - Quelles sont, selon vous, les deux principales causes des attentats du 13 novembre 2015 ?
Split A – questionnaire à l’identique (en %)



Champ : 50% des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus (2021, 2023) ; résidents de France entière âgés de 18 ans et plus (2016, 2018)

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023, mai 2021, janvier 2021, juin 2018, juin 2016

Lecture : 31% des répondants pensent que les tensions religieuses et culturelles au sein de la société française sont une des deux principales causes des attentats, -8 points par rapport à janvier 2021.

L'échec des politiques sociales, économiques ou éducatives est avancé par 16% des répondants, soit une baisse de quatre points par rapport à janvier 2021, alors qu'une proportion légèrement plus élevée pense que les causes des attentats seraient à chercher dans **la politique étrangère de la France** (18%, +1 point par rapport à janvier 2021).

2. L’empreinte du système de valeurs et des logiques partisanes reste forte

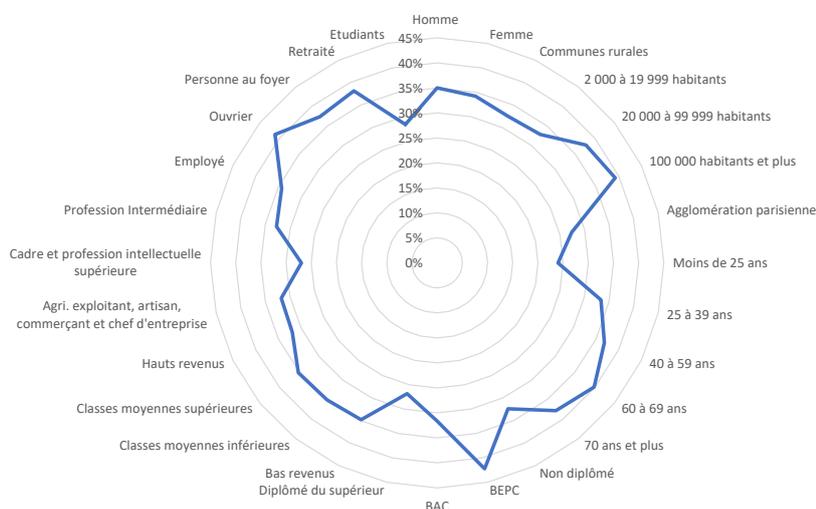
Les jeunes beaucoup moins enclins à faire un lien entre ces événements et un nombre « trop important d’immigrés »

La cause avancée aux attentats s’inscrit plus globalement dans un regard général sur le monde.

Par exemple 53% des personnes qui souhaitent, de manière générale, le départ d’un grand nombre d’immigrés (plutôt que leur intégration) ainsi que 71% des Français qui citent « l’immigration » parmi les deux principaux sujets de préoccupation personnelle, pensent qu’un trop grand nombre d’immigrés en France est la principale cause des attentats du 13 novembre 2015, contre 32% en moyenne. Cela contraste avec le faible taux de citation chez ceux qui préconisent une meilleure intégration des immigrés en France (7%) ou ceux qui ne sont pas vraiment préoccupés par l’immigration (24%).

Outre ces différences selon le système de valeurs des personnes interrogées, quelles sont les différences sociodémographiques ? L’illustration en forme de graphique radar met visuellement en lumière les différences catégorielles. Ainsi, les jeunes, les étudiants, les cadres et les diplômés du supérieur sont significativement moins nombreux à citer cette cause comme ayant mené aux attentats du 13 novembre 2015.

Graphique 17 - Proportion de personnes pensant qu’un trop grand nombre d’immigrés en France est la principale cause des attentats du 13 novembre 2015- selon les principaux indicateurs sociodémographiques Evolutions juin 2018 – janvier 2021 (en %)

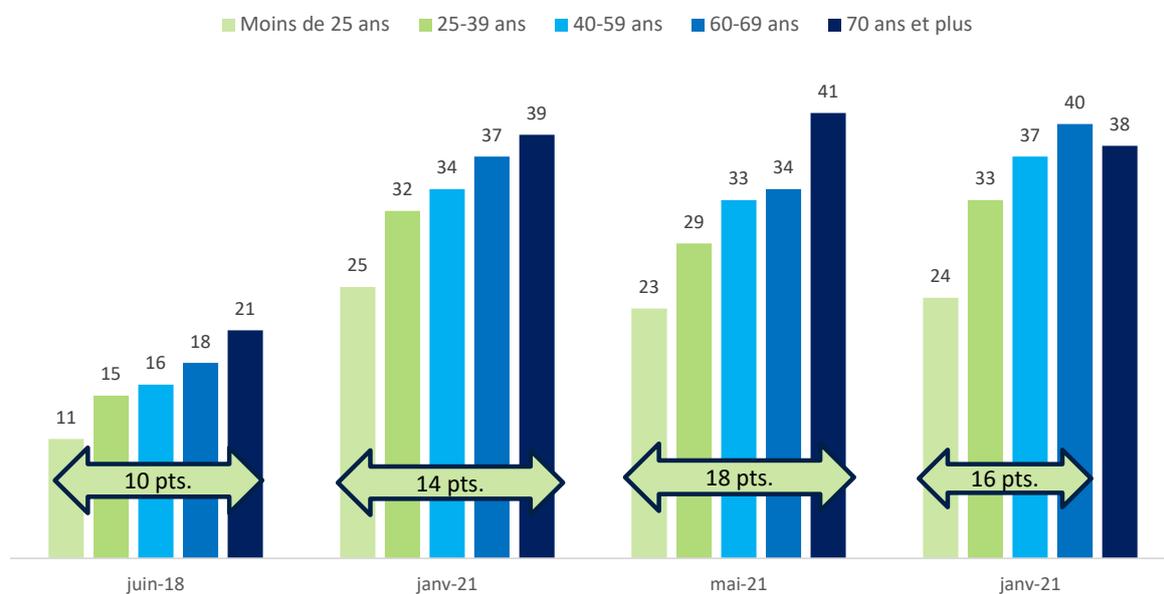


Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023.

La propension à penser que la raison des attentats réside dans la question du nombre de migrants présents sur le sol français **augmente avec l’âge, et diminue avec le niveau de diplôme** : 24% des moins de 25 ans contre 38% des 70 ans et plus et 32% des non-diplômés et 47% des titulaires d’un BEPC contre 27% des diplômés du supérieur.

Dans une perspective comparative on observe que sur le long terme l'écart entre les plus jeunes et les plus âgés avait tendance à se creuser jusqu'en mai 2021. En ce début 2023, la tendance semble stoppée. Par exemple, l'écart entre les moins de 25 ans (24%) et les sexagénaires (40%) – catégorie la plus à même à citer cette cause est de 16 points, contre 18 points en mai 2021.

Graphique 18 - Proportion de personnes pensant qu'un trop grand nombre d'immigrés en France est la principale cause des attentats du 13 novembre 2015- selon l'âge
Evolutions juin 2018 – janvier 2023 (en %)



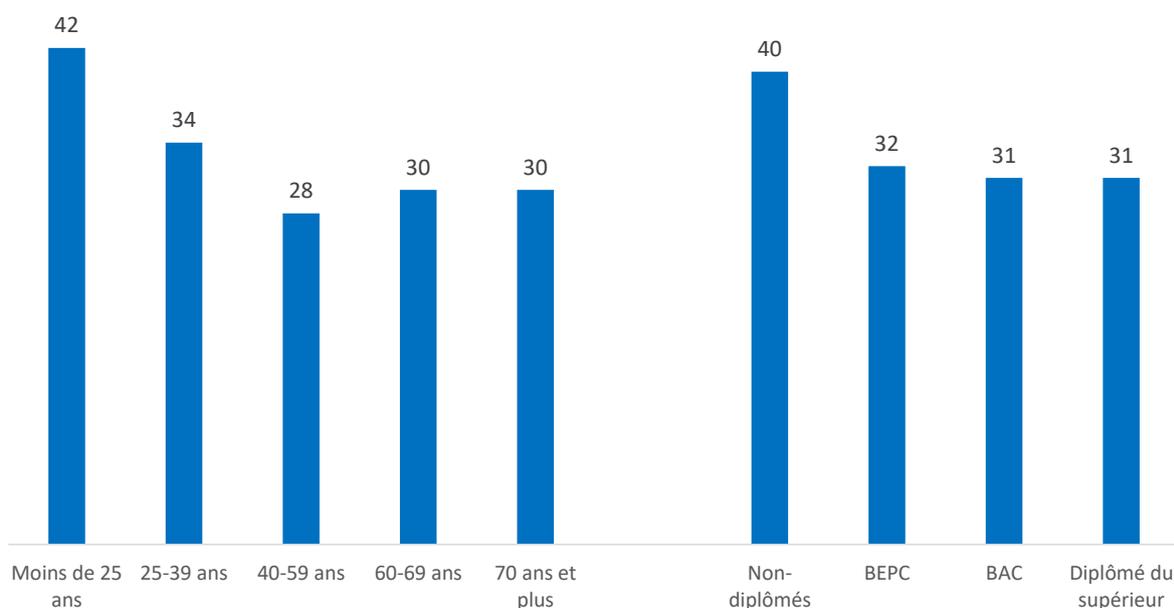
Lecture : En janvier 2023, 38% des 70 ans et plus pensent que les tensions religieuses et culturelles au sein de la société française sont une des deux principales causes des attentats, contre 24% des moins de 25 ans.

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023, mai 2021, janvier 2021, juin 2018.

L'acte de déséquilibrés – l'explication des jeunes et des femmes

L'idée selon laquelle il s'agit d'un acte de déséquilibrés arrive en deuxième position des causes avancées aux tragiques événements du 13 novembre avec 32% de personnes. Outre les femmes (37%) et les étudiants (36%) qui estiment davantage qu'il s'agit d'actes de déséquilibrés, la propension à citer cet item est inversement proportionnelle à l'âge et au niveau de vie et diplôme des répondants. 42% des jeunes citent cette cause contre 30% des 70 ans et plus. Il va de même chez 40% des non-diplômés contre 31% des diplômés du supérieur. A l'inverse, les Parisiens citent significativement moins souvent cette cause (27%). Le positionnement vis-à-vis de l'immigration joue également. Ainsi, 44% des personnes qui souhaitent l'intégration du plus grand nombre d'immigrés optent pour cette cause, contre seulement 24% de ceux qui souhaitent le départ d'un grand nombre d'immigrés.

Graphique 19 - Proportion de personnes pensant les attentats du 13 novembre 2015 étaient des actes de déséquilibrés - selon l'âge et le diplôme
Janvier 2023 (en %)



Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023.

En transverse, l'opinion politique teinte fortement les explications retenues

De manière transversale, l'interprétation des causes des attentats du 13 novembre 2015 dépend bien souvent des **opinions politiques**. Ainsi, le nombre trop important d'immigrés en France ou encore le manque de moyens de la police et des services de renseignements constituent des explications notamment avancées par la droite du spectre politique, alors que la gauche estime que l'échec des politiques sociales, économiques et éducatives ou encore la politique étrangère de la France serait la principale cause des attentats. Les personnes se situant politiquement au « centre » préconisent davantage ne pas chercher d'explications particulières. Les personnes « très à gauche » et plutôt à gauche » les rejoignent sur ce point.

Tableau 2 - Quelles sont, selon vous, les deux principales causes des attentats du 13 novembre 2015 ?
Selon le positionnement sur l'échelle politique (en %)

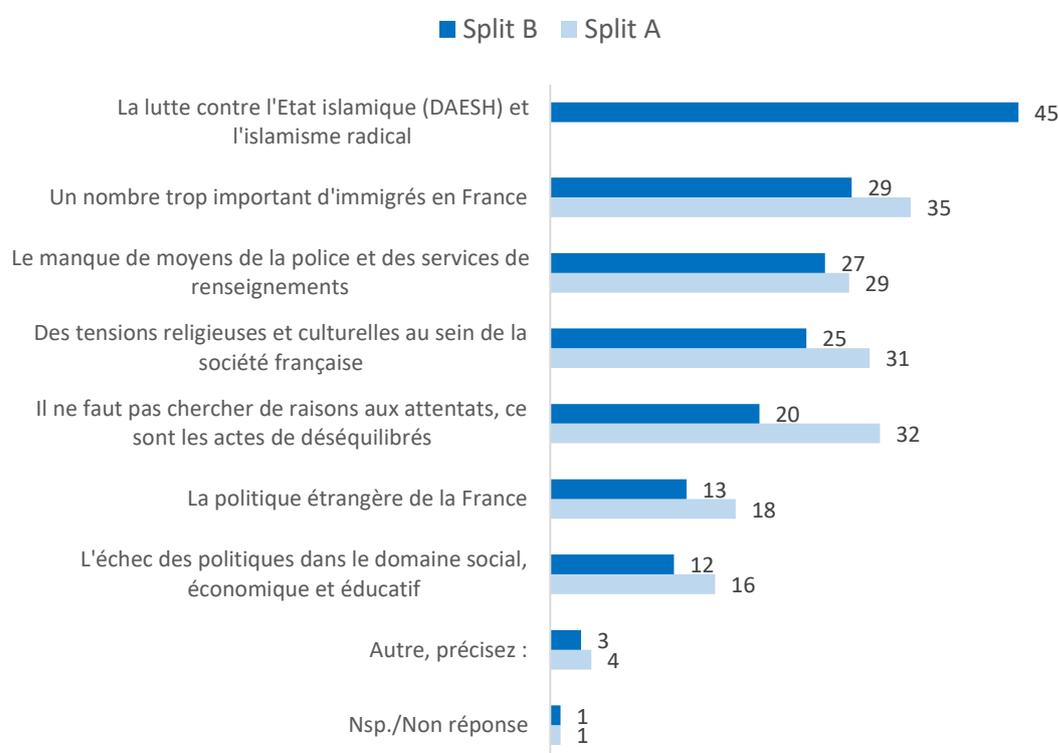
	Des tensions religieuses et culturelles au sein de la société française	Un nombre trop important d'immigrés en France	Il ne faut pas chercher de raisons aux attentats, ce sont les actes de déséquilibrés	Le manque de moyens de la police et des services de renseignements	La politique étrangère de la France	L'échec des politiques dans le domaine social, économique et éducatif
Très à gauche	26%	21%	40%	17%	14%	26%
A gauche	33%	16%	37%	31%	18%	24%
Plutôt à gauche	27%	16%	40%	32%	12%	22%
Au centre	31%	27%	40%	27%	14%	14%
Plutôt à droite	35%	40%	26%	31%	18%	15%
A droite	37%	60%	15%	37%	28%	5%
Très à droite	31%	79%	8%	24%	29%	15%
En moyenne	31%	35%	32%	29%	18%	16%

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023.

3. La lutte contre DAESH – un item qui caractérise « l’absurdité » des attentats

En interrogeant l’autre moitié de l’échantillon sur les raisons des attentats, en incluant dans la liste des items la mention « la lutte contre l’Etat islamique (DAESH) et l’islamisme radical, la hiérarchie des résultats change considérablement. Le nouvel item pointe en tête du classement. 45% citent cette cause en première ou deuxième mention. Le nombre trop important d’immigrés en France arrive en seconde position (29%), devant le manque de moyens de la police et des services de renseignements (27%) et les tensions religieuses et culturelles au sein de la société (25%). « Il ne faut pas chercher des raisons aux attentats, ce sont les actes de déséquilibrés » est cité par 20% des répondants et recule de la deuxième à la cinquième position. 13% citent la politique étrangère de la France et 12% l’échec des politiques dans le domaine social, économique et éducatif. 13% citent la politique étrangère de la France et 12% l’échec des politiques dans le domaine social, économique et éducatif.

Graphique 20 - Quelles sont, selon vous, les deux principales causes des attentats du 13 novembre 2015 ? Comparaison Split A et Split B (en %)



Champ : Ensemble des répondants, split A et B – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus 2023

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023.

Lecture : 25% des répondants pensent que les tensions religieuses et culturelles au sein de la société française sont une des deux principales causes des attentats.

Lorsqu’on analyse un peu plus en détail les écarts, force est de constater que « la lutte contre l’Etat islamique (Daesh) et l’islamisme radical » semble séduire des publics qui choisissaient l’item « il ne faut pas chercher de raisons aux attentats, ce sont les actes de déséquilibrés » (-12 points) ou blâmaient la responsabilité des tensions religieuses et culturelles ou le nombre trop important d’immigrés.

Par ailleurs, cette deuxième liste de causes possibles interroge dans un sens plus large « la politique étrangère » de la France. En additionnant « la politique étrangère de la France » (13%) et la lutte contre

l'Etat islamique (45%) on obtient près de six Français sur dix qui estiment que **les actions et politiques de la France à l'international** ont pu provoquer les attentats du 13 novembre 2015.

Tableau 3 – Diminution des items « historiques » par rapport au Split A

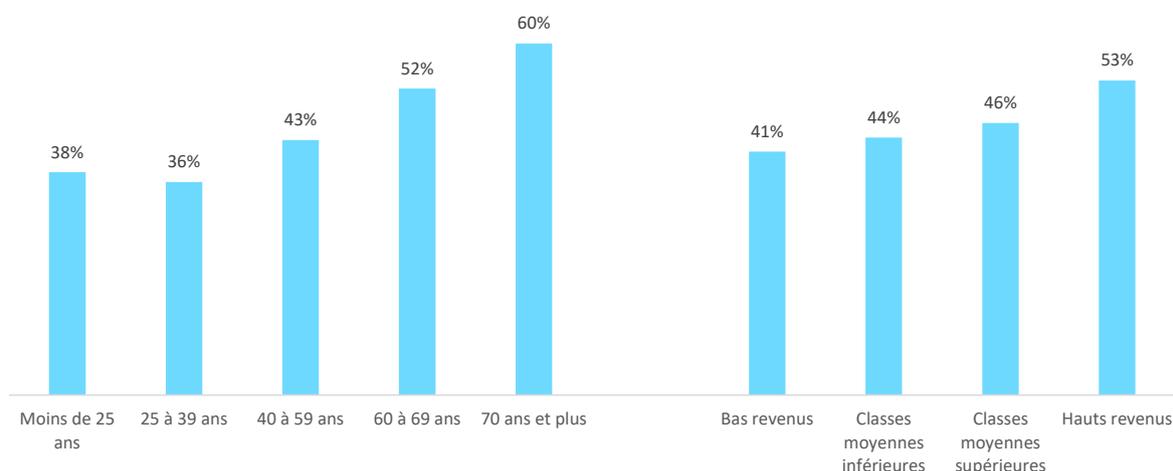
	Diminution par rapport à Split A
Il ne faut pas chercher de raisons aux attentats, ce sont les actes de déséquilibrés	-12
Des tensions religieuses et culturelles au sein de la société française	-6
Un nombre trop important d'immigrés en France	-6
La politique étrangère de la France	-5
L'échec des politiques dans le domaine social, économique et éducatif	-4
Le manque de moyens de la police et des services de renseignements	-2

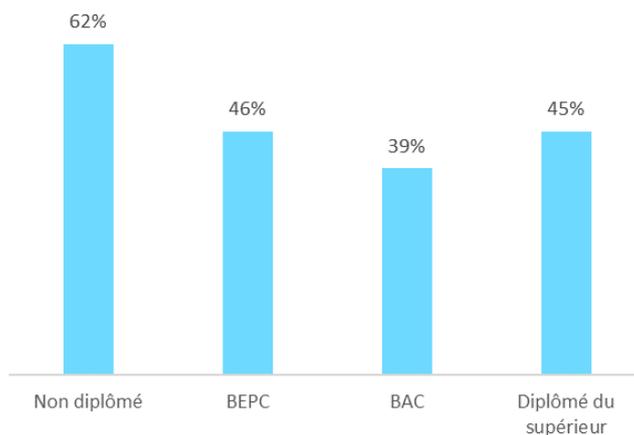
Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023.

L'âge, le diplôme et dans une moindre mesure le niveau de vie influent le plus sur le choix d'expliquer les attentats par la lutte contre l'Etat islamique (DAESH) et l'islamisme radical.

Ainsi, 60% des 70 ans et 52% des sexagénaires citent cette raison en première ou deuxième réponse, contre 38% des moins de 25 ans et 36% des 25-39 ans. Et de manière liée (les plus âgés sont en moyenne moins diplômés) les peu diplômés pointent souvent cette explication. La propension à évoquer cette cause augmente en fonction du niveau de vie : les hauts revenus évoquent le plus souvent cette cause (53%).

Graphique 21 – Proportion de personnes citant « la lutte contre l'Etat islamique (DAESH) et l'islamisme radical » en première ou deuxième réponse
Champ : Split B
Selon l'âge, le niveau de vie et le diplôme





Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023.

L'analyse selon les opinions politiques montre des résultats assez équilibrés. 50% des personnes plutôt à gauche citent cette cause, mais une proportion équivalente à droite (50%) ou plutôt à droite (51%) les rejoint sur ce point.

Tableau 4 - Quelles sont, selon vous, les deux principales causes des attentats du 13 novembre 2015 ?

La lutte contre l'Etat islamique (DAESH) et l'islamisme radical
Selon le positionnement sur l'échelle politique (en %)

	La lutte contre l'Etat islamique (DAESH) et l'islamisme radical
Très à gauche	(44%)
A gauche	48%
Plutôt à gauche	50%
Au centre	44%
Plutôt à droite	51%
A droite	50%
Très à droite	34%
En moyenne	45%

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023.

Note : Les parenthèses indiquent des effectifs faibles (n<30).

3. Le traumatisme ravivé en ce début 2023 – la peur est perçue comme la principale conséquence des attentats du 13 novembre 2015

Remarque méthodologique : A la différence de la question sur les causes des attentats, la question sur ses conséquences comporte une liste d'items qui peut être jugée comme « moins sensible » d'un point de vue politique (pas de référence aux thématiques migratoires, religieuses etc.) et qui, par voie de conséquence, semble moins sujette au changement du mode de recueil entre juin 2018 (enquête en face à face) et janvier 2023 (enquête en ligne). C'est la raison pour laquelle, nous avons inclus – là où cela semblait pertinent – dans les comparaisons longitudinales des résultats sociodémographiques les vagues des années 2016, 2018 et 2023.

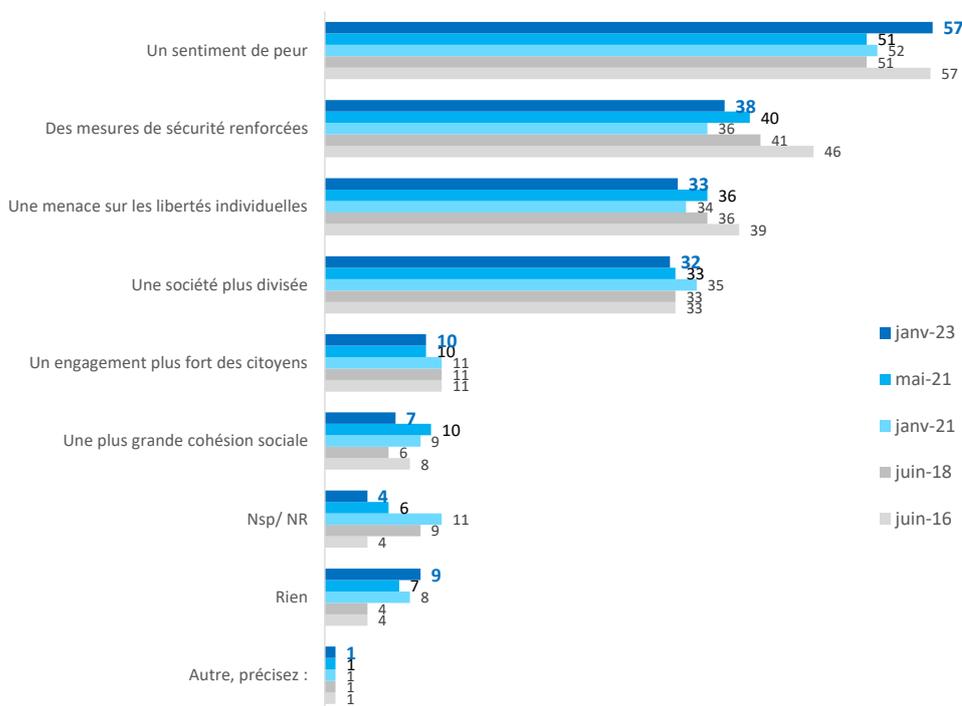
1. Le sentiment de peur prédomine et revient à son niveau de juin 2016

Lorsqu'on soumet aux enquêtés une liste d'éventuelles conséquences des attentats du 13 novembre 2015 sur la société française, la hiérarchie des réponses est sans appel. 57% des Français citent « **un sentiment de peur** » parmi les deux principales conséquences des attentats. Cette proportion progresse pour la deuxième vague d'enquête consécutive : +6 points par rapport à mai 2021³⁴, retrouvant ainsi le niveau observé en juin 2016, alors que l'empreinte émotionnelle des attentats était encore forte, seulement un an et cinq mois après les attentats. Les autres conséquences proposées dans la question semblent moins patentes.

³⁴ Précisons que la vague de janvier 2021 était menée en ligne et à méthodologie constante par rapport à l'enquête de janvier 2023. L'enquête de juin 2018 était menée en face-à-face auprès d'un échantillon plus restreint de 2000 personnes.

Graphique 22 - Quelles sont, selon vous, les deux principales conséquences des attentats du 13 novembre 2015 ?

Cumul des deux réponses (en %)



Source : Enquêtes Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023, mai 2021, janvier 2021, juin 2018, juin 2016.

En l'espèce, **le procès ne semble pas être à l'origine de la montée du sentiment de la peur.**

- Ceux qui ont suivi le procès dans sa globalité, ou qui ont précisément cherché à s'en préserver sont ainsi à **peine plus nombreux** (respectivement 58% et 62% vs 56% en moyenne) à parler d'un climat de peur dans la société française alimenté par les attaques du 13 novembre.
- Ils évoquent en revanche davantage **une forme de division entre citoyens** à la suite de ces tragiques événements (38% vs 32% en moyenne).

A côté du sentiment de peur qui domine, on soulignera que 9% des répondants considèrent que les attentats du 13 novembre 2015 sont restés sans conséquence pour la société française, soit une progression de 2 points par rapport à janvier 2021. A cet égard, les personnes qui déclarent ne pas avoir suivi le procès des attentats dans les médias parce qu'elles ignoraient qu'il y avait un tel procès sont presque deux fois plus nombreuses à considérer que les attentats du 13 novembre 2015 sont restés sans conséquence pour la société française : 17% contre 9% en moyenne.

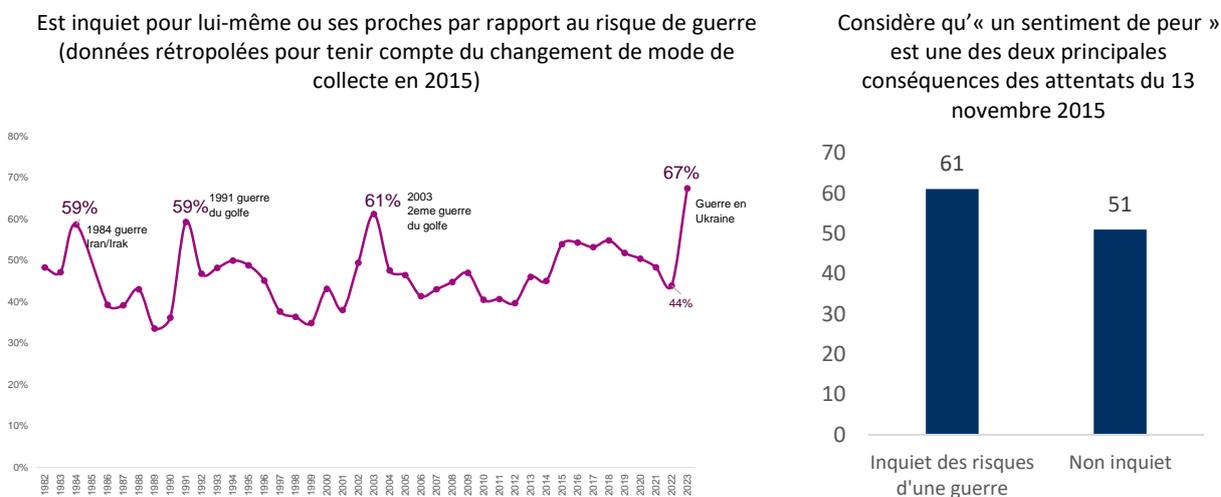
Comment expliquer cette place particulière qu'occupe le sentiment de la peur en lien avec les attentats du 13 novembre 2015 ? Comment comprendre la prévalence et la hausse de l'émotion en ce début 2023 ?

De fait, **le sentiment de peur semble orthogonal au processus d'oubli**. Les personnes qui se disent marqués par l'évènement citent davantage ce sentiment parmi les deux principales conséquences des attentats. Ainsi, les répondants se déclarant marqués par les attentats de Nice (65%), de janvier 2015 (60%) et du 13 novembre 2015 (60%) sont plus nombreux à signaler un sentiment de peur comme principale conséquence de actes terroristes du 13 novembre 2015 qu'en moyenne. Il va de même pour ceux qui s'inquiètent de manière générale des risques liés au terrorisme (63%). Les personnes qui savaient que le procès des attentats du 13 novembre avait eu lieu mais qui ne l'ont pas suivi consciemment pour s'en préserver, citent également plus souvent « la peur » comme principale conséquence des attentats du 13 novembre 2015.

Davantage que le procès, la hausse de la peur et les inquiétudes éprouvées face aux attentats du 13 novembre s'inscrivent dans **un climat de préoccupations et inquiétudes fortes** dans la société française en lien avec la guerre en Ukraine, aux portes de l'Europe, et dont les conséquences, très concrètes ont fait irruption dans le quotidien des ménages, avec des risques de pénurie, et une flambée des prix de l'énergie.

Début 2023, 67% des Français sont inquiets du risque de guerre, soit le taux plus haut mesuré dans l'enquête Conditions de vie depuis 40 ans, six points de plus que pendant la deuxième guerre du Golfe (2003), et huit points de plus que pendant la première guerre du Golfe (1994). L'idée que les attentats du 13 novembre ont pour conséquence un sentiment de peur se nourrit de l'anxiété face à la guerre en Ukraine.

Graphique 23 – L'idée que les attentats du 13 novembre ont pour conséquence un sentiment de peur se nourrit de l'anxiété face à la guerre en Ukraine

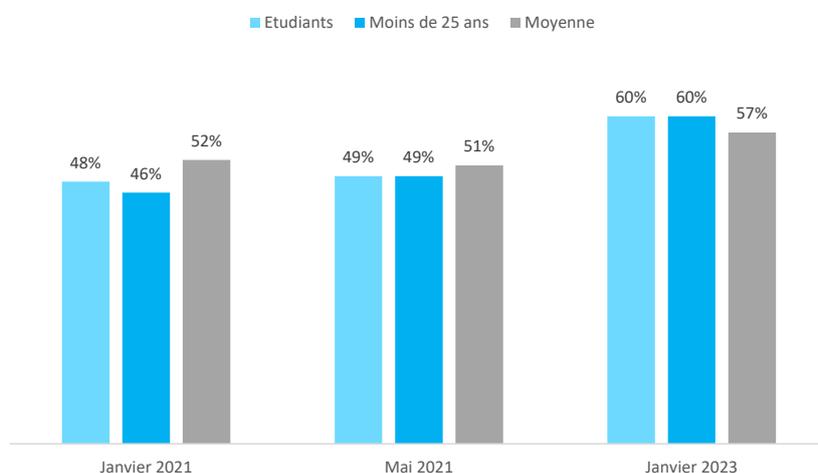


Source : Enquêtes Conditions de vie et Aspirations

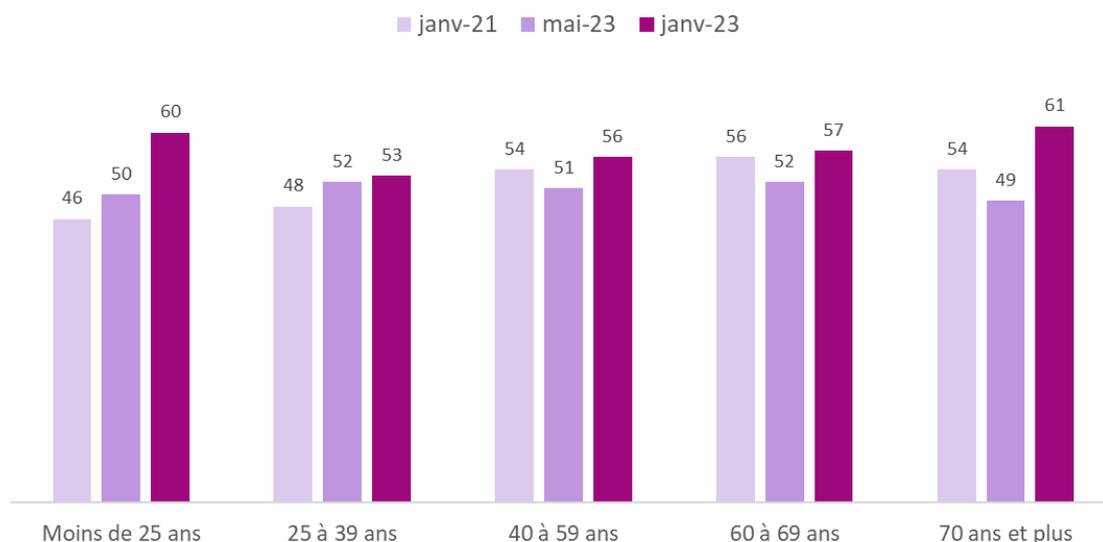
Un sentiment de peur – une émotion qui regagne davantage les jeunes, une catégorie originairement parmi les plus concernées par les attentats mais aussi parmi les moins investis d'un sentiment de peur et qui a moins suivi que la moyenne la tenue du procès. Ainsi, en janvier et mai 2021, les moins de 25 ans et les étudiants citaient moins souvent qu'en moyenne le sentiment de peur. On avait interprété cette sous-représentation comme une expression directe de leur envie de résilience. Or, il semblerait que ce mécanisme n'opère plus en janvier 2023. En janvier 2023, les moins de 25 ans (60%) et les étudiants (60%) évoquent plus souvent un sentiment de peur qu'en moyenne. Par rapport à janvier 2021, les proportions de citations progressent particulièrement dans ces catégories : +14 et +12 points

respectivement, alors que la progression moyenne est de +5 points. Lorsqu'on analyse les évolutions des réponses dans les autres catégories d'âge on observe un effet de nivellement entre les catégories d'âge avec, en janvier 2023, une légère surreprésentation des jeunes mais aussi des doyens du corps social.

Graphique 24 – Proportion de jeunes citant « la peur » en première ou en deuxième réponse
Cumul des deux réponses (en %)



Selon l'âge en évolution
Cumul des deux réponses (en %)



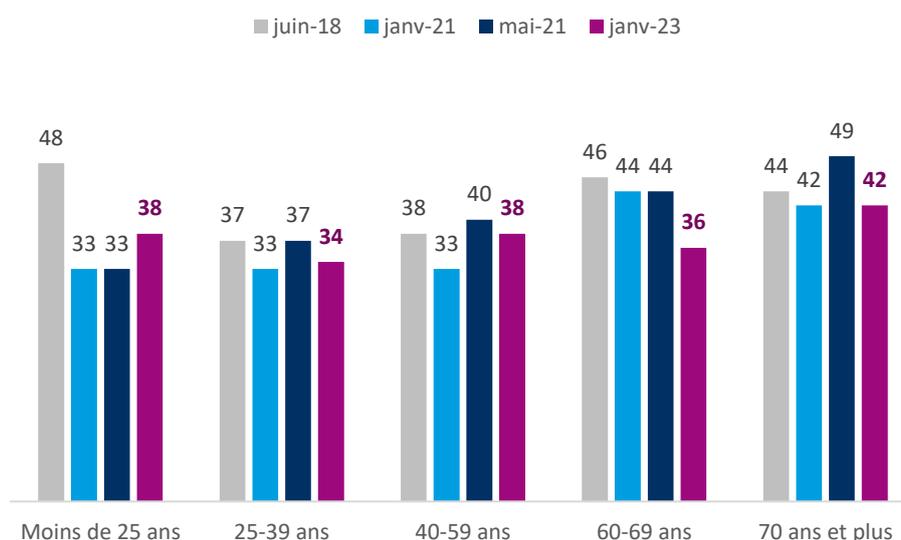
Source : Enquêtes Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023, mai 2021, janvier 2021.

Aux jeunes se joignent **les femmes** (60%, +4 points par rapport à janvier 2021) et **les habitants de communes rurales** (63%, +11 points) qui citent également plus souvent un sentiment de peur.

La **perception des causes** joue également. Ainsi, 63% des personnes qui estiment que l'immigration figure parmi les deux principales causes des attentats citent « la peur » comme conséquence importante. A l'inverse, ceux qui se disent convaincus qu'il ne faut pas chercher de raison particulière pour expliquer les attentats qu'ils considèrent être des actes de déséquilibrés sont nettement moins nombreux à citer la peur (46% contre 57% en moyenne).

Des mesures de sécurité renforcées – continuent d’être citées davantage par les cadres (43%), les hauts revenus (43%), alors que les différences selon l’âge – encore très prépondérantes en janvier et mai 2021 - **se sont nivelées cette année**. Les plus de 70 ans (42%) citent plus souvent cet item, mais à peine plus que les 25-39 ans (34%) et les moins de 25 ans (38%).

Graphique 25 – Proportion de jeunes citant « des mesures de sécurité renforcées » en première ou en deuxième réponse
Cumul des deux réponses (en %)



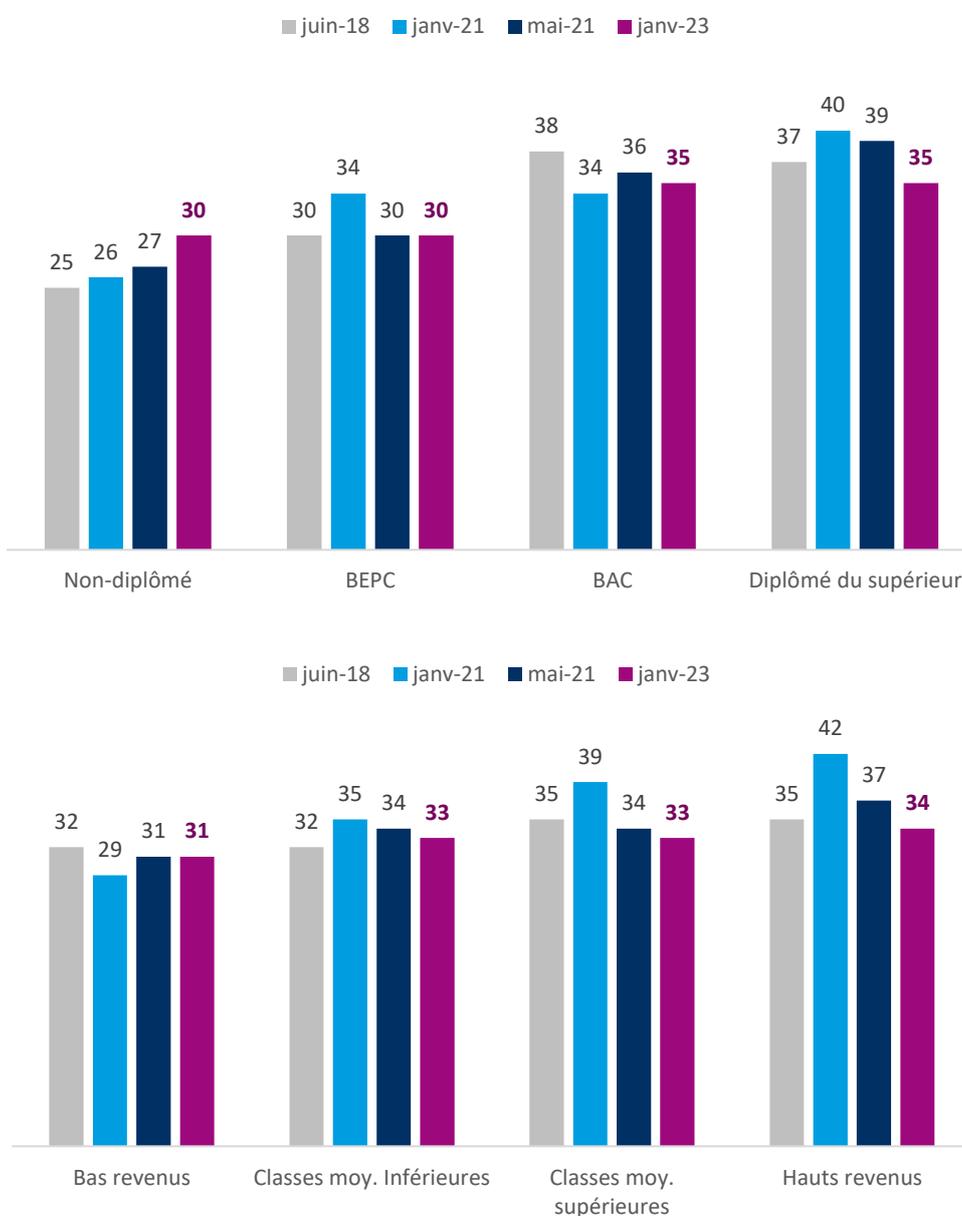
Source : Enquêtes Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023, mai 2021, janvier 2021, juin 2018.

Les différences catégorielles pour « **une société plus divisée** » tendent également à **s’homogénéiser**. Que ce soit par exemple selon le diplôme ou le revenu, les positions extrêmes sont plus proches les unes les autres en ce début 2023 qu’en mai ou janvier 2021. Ainsi, 35% des diplômés du supérieur évoquent la division de la société, contre 30% des non-diplômés, soit une différence de 5 points, contre 14 points en janvier 2021. Quant aux différences selon le niveau de vie, 34% des hauts revenus citent les divisions du corps social, contre 31% des bas revenus, soit un delta de 3 points contre 13 points en janvier 2021. Comme l’avait souligné Gérôme Truc dans ses publications³⁵, les catégories aisées semblaient voir davantage que les autres, dans les attentats de novembre 2015, un moment révélant une forme de fracture de la population autour des valeurs du vivre ensemble et de la République. Or, il est possible que des événements plus récents aient fait apparaître **d’autres fractures plus éminentes** et ont probablement changé le regard des catégories aisées. Il est possible que la perception d’un corps social fragmentée tienne aujourd’hui davantage aux divisions sociales articulées dans le cadre des manifestations contre la réforme des retraites ou encore la hausse des prix et de l’inflation. En effet, 13% des diplômés du supérieur citent par exemple les « conflits sociaux » parmi leurs principales sources d’inquiétude, contre 8% des titulaires d’un diplôme inférieur au bac.

³⁵ Gérôme Truc, op. cit. p4

Graphique 26 – Proportion de jeunes citant « une société plus divisée » en première ou en deuxième réponse

Cumul des deux réponses (en %)



Source : Enquêtes Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023, mai 2021, janvier 2021, juin 2018.

Au total l'analyse des conséquences perçues fait apparaître, sept ans après les faits, une homogénéisation des opinions sur cinq critères sur les six critères sociodémographiques : les résultats observés pour le sexe, l'âge, le diplôme, la PCS, le niveau de vie se rapprochent alors que les différences catégorielles selon la taille d'agglomération persistent.

2. Spontanément, les répondants évoquent également la peur et l'inquiétude comme conséquences des attaques

Remarque méthodologique : Les interviewés ont répondu à **une autre question, ouverte cette fois-ci**, sur les conséquences des attentats.

Cette question avait été posée initialement **dès janvier 2017, deux mois à peine après les faits**, par l'équipe du Crédoc dans l'enquête Conditions de vie. Elle a été posée à nouveau par la suite tous les deux ans, dans le cadre du programme 13-nov, afin d'identifier de manière moins cadrée si d'autres conséquences de l'évènement émergeaient au fil du temps.

La question étant **ouverte**, les répondants ont pu saisir leurs idées spontanément. Afin de minimiser des effets de halo, la question ouverte sur les conséquences a été posée avant la question fermée lors de la passation du questionnaire.

L'analyse des réponses obtenues lors de la vague de janvier 2017 avait servi de repère pour la rédaction des réponses proposées dans le cadre de la question fermée.

La comparaison des réponses aux deux questions (fermée, et ouverte) sur le même thème des conséquences des attentats du Bataclan Stade Saint -Denis et des terrasses de cafés parisiens montre :

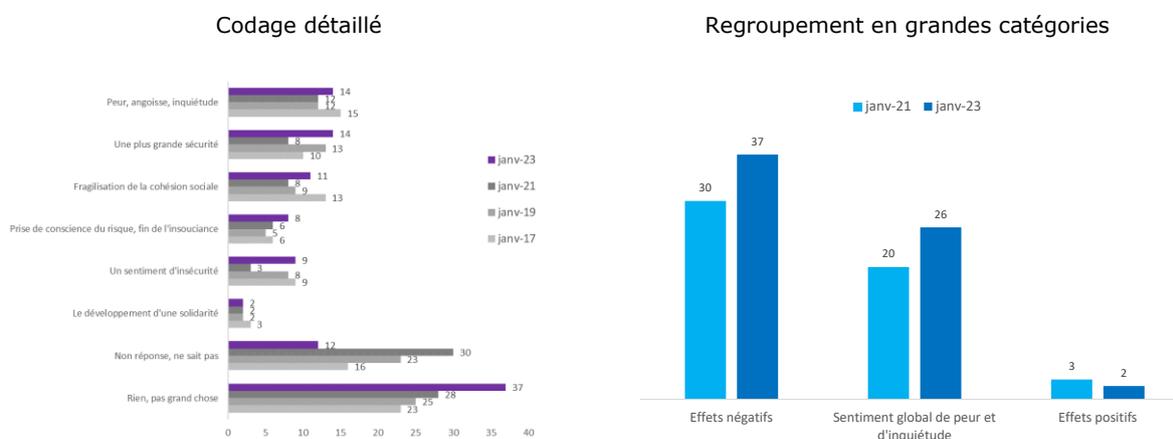
- **des taux de non-réponses, ou d'absence de conséquences identifiées**, très élevés dans la question « ouverte ». **La plus grande difficulté des répondants à formuler spontanément** une expression des conséquences de l'évènement observée ici, est conforme à ce que l'on constate sur d'autres sujets ou dans d'autres enquêtes. Elle tient vraisemblablement à la difficulté pour un répondant à se forger, en quelques minutes à peine, une opinion, ou un avis sur une question à laquelle il n'avait vraisemblablement pas réfléchi avant de répondre à l'enquête³⁶. **La peur arrive en tête des réponses quelles que soient les modalités de réponses** (spontanées ou sur une proposition de choix). Lorsque l'on rassemble les personnes qui, spontanément, font état d'une peur, d'une inquiétude ou d'un sentiment d'insécurité, on constate aussi, comme pour les réponses à la question « fermée », **une progression** de ce sentiment, 26% (+6 points)
- La **hiérarchie des réponses est très stable** entre les idées qui émergent spontanément chez les enquêtés et les choix opérés face à des items. Après la peur, émerge l'idée que les attentats se sont accompagnés d'un renforcement sur le **plan sécuritaire**, puis de l'idée que les attaques auraient contribué à **fragmenter** davantage le corps social.
- Toutefois ces trois idées sont citées par des proportions très proches lorsqu'il s'agit d'expression spontanées, alors que la peur apparaît beaucoup plus présente lorsqu'il s'agit de cocher des réponses préétablies.
- **La hausse des citations spontanées des conséquences** constatées à cette vague s'explique probablement par la **médiatisation du procès et des attentats du 13 novembre 2015** (sorties cinéma, documentaires) qui peuvent expliquer une plus grande facilité des Français à se positionner. En effet, seulement 5% de ceux qui ont suivi le procès dans son intégralité ou partiellement répondent « nsp ». Le cumul des personnes qui n'identifient pas de

³⁶ Pierre Bourdieu, L'opinion publique n'existe pas, Les temps modernes, 1967

conséquences aux attaques, ou ne savent pas répondre, est orienté à la baisse (49% vs 58% en janvier 2021)

Graphique 27 - Selon vous, qu'est-ce que les attentats du 13 novembre 2015 en région parisienne ont changé en France ?

Question ouverte, verbatim recodés à posteriori (en %)



Source : Enquêtes Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023, janvier 2021, janvier 2019 et janvier 2017.

Au total, **37% des répondants attribuent spontanément des effets négatifs** (+7 points par rapport à janvier 2021) aux attentats, que ce soit la fragilisation de la cohésion sociale ou l'atteinte aux libertés. 2% y voient des effets positifs (-1 point), par exemple dans l'évolution de la gouvernance ou le renforcement de la solidarité sociale.

La perception négative des attentats du 13 novembre est amplifiée lorsque le répondant :

- a suivi le **procès** dans sa globalité (47%),
- pense spontanément à des **images de victimes** (43%) lorsqu'on évoque les attentats de novembre 2015,
- évoque des **émotions** plus que des images (45%),
- évoque des **lieux précis** (48%)
- ou encore cite les attentats de janvier (45%) ou de novembre 2015 (42%) parmi les plus **marquants** depuis l'an 2000

4. La typologie de l'opinion pointe une hausse des inquiétudes et de l'anxiété par rapport aux attentats du 13 novembre

1. Eléments méthodologiques

En juin 2016, plusieurs analyses des correspondances multiples (A.C.M.) ont été réalisées afin de mettre en lumière les différents axes structurant les perceptions des attentats du 13 novembre. Ces A.C.M., réalisées en tenant compte de l'ensemble des questions sur les attentats du 13 novembre, ont mis en avant le rôle particulièrement déterminant de la sensation de proximité déclarée aux attentats, de l'opinion par rapport à la communication autour de ces événements (en parle-t-on trop ? comme il faut ? pas assez) et des opinions sur les causes et conséquences des attaques.

Ces quatre dimensions avaient été utilisées en « variables actives » pour construire une typologie des perceptions des attentats du 13 novembre.

L'espace du graphique ci-dessous rappelle le premier plan factoriel de l'ACM. Les deux premiers axes factoriels expliquent 19% de l'inertie totale et délimitent quatre zones d'opinions très marquées.

Le premier axe, vertical, oppose une lecture positive (en haut du graphique) ; y figure par exemple l'idée que les attentats ont pu renforcer la cohésion sociale ou entraîner plus d'engagement citoyen, à une lecture plus sombre avec notamment des critiques portées sur le manque de moyens de la police ou la liaison établie entre une trop grande présence perçue des immigrés et la survenue de ces attentats.

Le deuxième axe, horizontal, peut se résumer à une opposition entre d'un côté, à gauche de l'axe, une lecture plutôt individuelle à la fois des causes des attentats, imputés à des actes isolés de déséquilibrés, un sentiment de peur et l'espoir d'une sécurité renforcée, offrant un rempart de protection à cette peur personnelle, et de l'autre côté, une vision plus sociétale de l'événement, où les causes évoquées ont trait plutôt à des choix de société qu'ils soient internes (échec des politiques sociales) ou de politique extérieure.

Graphique 28 Analyse en correspondance multiple - Projection des variables actives



Source : Crédoc, Enquêtes Conditions de vie et Aspirations 2016

En juin 2016, 6 catégories de population avaient été identifiées :

- Les tétanisés (19%), qui faisaient de l'événement une lecture individuelle et se manifestaient particulièrement par un sentiment de peur au niveau personnel et d'un renforcement de la sécurité au quotidien.
- Les préoccupés du vivre ensemble (26%) qui faisaient une lecture plus sociale de l'événement et estimaient qu'il engendrait une société plus divisée.
- Les inquiets (14%), qui se situaient à mi-chemin des premiers groupes, entre lecture individuelle et collective de l'événement, en témoignant d'un sentiment de peur post-attentat mais aussi d'une restriction des libertés et d'une société plus divisée.
- Les méfiants (14%) se rapprochaient fortement des « inquiets », de par leur vision noire de l'événement, mais se distinguaient par une défiance généralisée, notamment alimentée par l'idée d'une restriction des libertés individuelles et par un regard légèrement plus critique sur l'immigration.
- Les optimistes (16%) qui estimaient que les attentats avaient eu pour conséquences positives une plus grande cohésion sociale et un plus grand engagement des citoyens
- Les désabusés (3%), qui défendaient l'idée que les attentats n'avaient pas eu d'impact.

La question « À propos des attentats du 13 novembre, diriez-vous : On ne nous parle pas assez des attentats du 13 novembre/ On nous parle suffisamment des attentats du 13 novembre/On nous parle trop des attentats du 13 novembre » n’a pas été posée dans les vagues suivantes. Le contexte médiatique était totalement différent, beaucoup moins dominé par le rappel des événements du 13 novembre. La réponse « on nous parle trop » de ces événements semblait donc beaucoup moins probable et n’aurait pas permis, comme en 2016, de cerner la mise à distance de certains publics aux attaques du Bataclan, Stade Saint Denis et cafés parisiens.

La réalisation d’une typologie s’appuyant des variables actives rigoureusement identiques à celles utilisées en 2016 n’est dès lors pas possible. Toutefois, l’analyse des résultats de la typologie de 2016 avait révélé que, de toutes les variables actives utilisées, la plus éclairante était celle sur les conséquences. La position des répondants sur ces conséquences permet en effet de reconstituer leur perception plus globale des attentats.

Un indicateur a donc été réalisé à partir des deux réponses qu’il était possible d’apporter à la question « Quelles sont, selon vous, les deux principales conséquences des attentats du 13 novembre 2015 ? ». Les six catégories de la typologie ont été redéfinies à l’aune de cet indicateur (Tableau 5). La catégorie des « méfiants », en raison de la proximité de ses réponses avec la catégorie des « inquiets » a été fusionnée avec cette dernière.

Tableau 5 Modalités de réponse utilisées pour construire l’indicateur de perception des attentats

Catégories de la typologie	Modalités de réponses utilisées pour construire l’indicateur
Les tétanisés	« Des mesures de sécurité renforcées » et « un sentiment de peur » Afin de construire l’indicateur, les tétanisés ont été caractérisés comme les répondants ayant à la fois cité un sentiment de peur et des mesures de sécurité renforcées.
Les anxieux regroupant les anciens inquiets et méfiants	« Un sentiment de peur » (en général) sans « mesures de sécurité renforcées » Afin de construire l’indicateur, les anxieux ont été caractérisés comme les répondants ayant cité un sentiment de peur mais sans associer celui-ci à des mesures de sécurité renforcées.
Les préoccupés du vivre-ensemble	« Une société plus divisée » Afin de construire l’indicateur, les préoccupés du vivre ensemble ont été caractérisés comme les répondants ayant cité une société plus divisée. (Les répondants citant une société plus divisée mais également un sentiment de peur sont retranchés de cette catégorie et placés au sein des anxieux).
Les optimistes	« Une plus grande cohésion sociale » ou/et « un engagement plus fort des citoyens » Afin de construire l’indicateur, les optimistes ont été caractérisés comme les répondants ayant cité une plus grande cohésion sociale ou bien un engagement plus fort des citoyens.
Les distants	« Rien », « Autre », « ne sait pas » Afin de construire l’indicateur, les distants ont été caractérisés comme les répondants ayant estimé que les attentats n’avaient pas eu de conséquences.

La base d’enquête de 2016, utilisée pour tester l’indicateur, permet d’attester du bon taux de reclassement des individus concernés par la typologie dans les différentes catégories correspondantes via cette méthode. Ainsi, 98% des répondants identifiés comme des « tétanisés » grâce à la typologie constituée par ACM sont effectivement classés comme « tétanisés » par l’indicateur, de même que 93% des répondants identifiés comme des « méfiants » et des « inquiets » dans la nouvelle catégorie fusionnée des « anxieux ». Les « optimistes » (62% de reclassement) et les « préoccupés du vivre ensemble » (63%) ont des niveaux de reclassement un peu plus faibles mais néanmoins satisfaisants. Les « désabusés » (2016) ou « distants » (2018) n’ont pu être reclassés qu’à 48%, mais leur très faible nombre (soit un reclassement de 26 individus sur 54) limite la portée du décalage.

Au total en 2016, que ce soit via la méthode d'analyse en composante principale ou via l'indicateur ainsi construit on retrouve les groupes dans des proportions très proches.

Tableau 6 Proportion de chaque catégorie en proportion de la population totale pour l'année 2016 (en %)

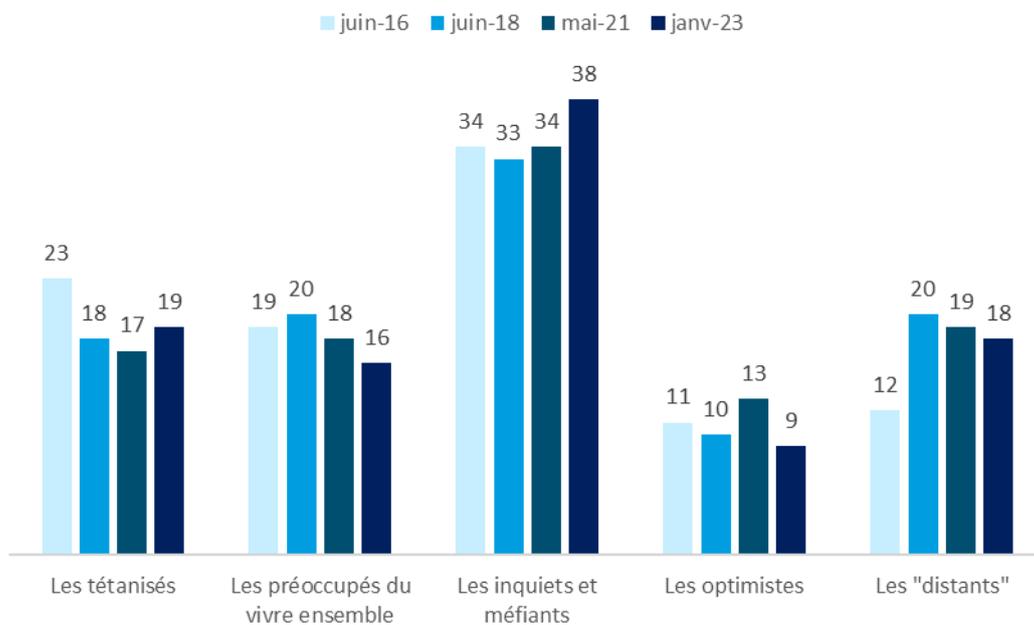
Catégories	Typologie ACM	Indicateur
Les tétanisés	23%	23%
Les préoccupés du vivre-ensemble	26%	20%
Les anxieux	30%	34%
Les optimistes	16%	11%
Les désabusés (2016) /distants (2018)	12%	20%

Cet indicateur a donc ensuite pu être construit également à partir des données de la vague de juin 2018, en mai 2021, puis en janvier 2023 à partir des mêmes modalités de réponses. Il offre ainsi l'intérêt de suivre l'évolution du poids de ces différentes catégories dans le temps.

2. Davantage de Français sont inquiets ou tétanisés par les attentats du 13 novembre 2015

La comparaison de l'indicateur de perception des attentats entre mai 2021 et janvier 2023 met tout d'abord en lumière des évolutions notables. Alors que les proportions sont restées relativement homogènes entre juin 2018 et mai 2021, les écarts se sont accentués entre mai 2021 et janvier 2023. Les inquiets ou méfiants sont plus nombreux (38%, +4). Parallèlement la proportion de tétanisés (19%, +2) progresse également, tandis que la proportion des préoccupés du vivre ensemble (16%, -2) recule légèrement. La proportion de ceux qui se caractérisent comme « optimistes » (9%, -4) est également en recul. Enfin, 18% (-1) se regroupent sous la bannière des « distants »

Graphique 29 Entre 2016 et 2021, moins de personnes « tétanisées » mais plus d'un tiers inquiet ou méfiant (en %)



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus (2021 et 2023) ; résidents de France entière âgés de 18 ans et plus (2016, 2018)

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023, mai 2021, juin 2018, juin 2016.

Remarque méthodologique : La question sur les causes des attentats n'a pas pu être intégrée dans l'analyse croisée de la typologie. Dans la mesure où nous avons procédé à un « split ballot » pour ladite question, les effectifs des résultats de tris n'étaient pas assez robustes. Nous avons donc décidé de ne pas utiliser cette question comme variable de tris.

Le tétanisés (19%)

Les « tétanisés » pointent deux conséquences aux attentats du 13 novembre : « Des mesures de sécurité renforcées », « un sentiment de peur ».

Les tétanisés sont la catégorie **citant le plus souvent le 13 novembre 2015** parmi les attentats les ayant marqués : 61% d'entre eux le font contre 47% des Français en moyenne. Dans une moindre mesure, ils évoquent également le plus souvent les **attentats de Nice** (39%), contre 24% en moyenne. Ils abordent les attentats sous un angle **individuel**, comme découlant des actes de **déséquilibrés**. 37% des tétanisés estiment qu'il s'agit d'une des causes possibles des attentats, contre 32% des Français en moyenne. Enfin 47% des tétanisés ont suivi le procès des attentats du 13 novembre 2015 dans les médias, contre 43% en moyenne.

En termes de profil sociodémographique, les tétanisés sont plus souvent des retraités (30%, +4 par rapport à l'ensemble de la population) et des personnes âgées de 70 ans ou plus (21%, +4)

La peur qui s'installe dans ce groupe pourrait pour partie s'expliquer par leur fort **attachement à un grand nombre de dimensions de la vie**, que ce soit à leurs proches (84% attribuent une haute importance à leur propre famille et à leurs enfants contre 81% des Français) ou encore à leurs amis (54% contre 52%). Vivant la vie avec plus d'appétence pour les loisirs et la sociabilité, ils se montrent également davantage attachés à leur cadre de vie. 69% estiment qu'il est important, contre 67% en moyenne. Les tétanisés s'avèrent ainsi très attachés à un cadre stable et rassurant en considérant que la société a **besoin de plus d'ordre** pour mieux fonctionner : 81% contre 74% en moyenne. Lorsqu'ils estiment qu'une transformation de la société française est nécessaire, les tétanisés sont les plus partisans de **réformes progressives** plutôt que de changements radicaux (50% contre 44%).

Les préoccupés du vivre ensemble (16%)

Les « préoccupés du vivre ensemble » pointent une grande conséquence aux attentats du 13 novembre : **une société plus divisée**. En termes de conséquences, ils pointent également les **menaces sur les libertés individuelles** (46% contre 33% en moyenne)

Les préoccupés du vivre ensemble comptent plus **d'hommes** (52% contre 48% dans la population), plus particulièrement constitués de catégories moyenne supérieures (33%, +2) et des catégories **urbaines**. Ainsi, 21% des préoccupés vivent dans l'agglomération parisienne (vs. 17% en moyenne).

De manière générale, les préoccupés du vivre ensemble valorisent fortement l'idée d'une cohésion sociale : 31% accordent de l'importance à la **cohésion sociale** (notes 6 et 7) contre 26% des Français. De même « la politique » est davantage valorisée comme domaine de la vie : 20% contre 17% en moyenne. Ils ont plus souvent qu'en moyenne de la **sympathie pour le mouvement des gilets jaunes** (23% vs. 21%).

Les préoccupés du vivre ensemble sont plus nombreux à citer les **attentats de janvier 2015** en France parmi les actes terroristes les ayant marqués (42% contre 38% en moyenne). Aussi, **51% des préoccupés du vivre ensemble ont suivi le procès des attentats du 13 novembre 2015 dans les médias**, contre 43% en moyenne.

Les anxieux (38%)

Les « anxieux » pointent une grande conséquence aux attentats du 13 novembre : un sentiment de **peur** ainsi qu'une **menace pour les libertés individuelles**, mais sans l'associer à l'idée d'une sécurité renforcée. En termes de conséquences ils craignent également une **société plus divisée** (44% vs. 33%).

Les anxieux sont également **plus nombreux à avoir décidé de ne pas suivre le procès des attentats du 13 novembre 2015 dans les médias pour s'en préserver** : 30% contre 26% en moyenne.

La surreprésentation des **femmes** observée dans les vagues depuis 2016 se poursuit. En 2023, 56% des anxieux sont des femmes (vs. 44% des hommes). Cette surreprésentation des femmes, se complète en 2023 d'une surreprésentation, bien qu'à la marge (+2 points par rapport à la moyenne), des **classes moyennes inférieures** (29%, +2).

Leur attitude de méfiance et inquiétude par rapport aux attentats s'inscrit dans une **anxiété généralisée** : 66% d'entre eux estiment qu'on n'est jamais assez méfiant vis-à-vis d'autrui (contre 63% des Français). 44% se méfie du gouvernement (contre 38% en moyenne) et 54% déclarent pas du tout faire confiance au personnel politique (contre 48% en moyenne). Leur méfiance à l'égard de la justice est également plus élevée : 61% font peu ou pas du tout confiance contre 56% en moyenne.

Par ailleurs, les anxieux se disent plus souvent inquiets du chômage, des agressions dans la rue, des risques de guerre, des accidents nucléaires mais aussi particulièrement des risques liés au terrorisme (75%, contre 67% en moyenne). Probablement en réaction aux multiples sources d'anxiété, les anxieux considèrent plus souvent que la société française a besoin de beaucoup plus d'ordre (38% contre 32% en moyenne).

Les optimistes (9%)

Les optimistes sont représentés par des résidents français souhaitant voir les attentats comme **un événement ayant fédéré le pays par un plus grand engagement des citoyens au niveau individuel** – ce qui les distingue des préoccupés du vivre ensemble - et par une plus grande cohésion sociale mais aussi un renforcement des mesures de sécurité.

Les optimistes sont plutôt des **hommes** : 54% des optimistes sont de sexe masculin en 2023 (contre 46% des femmes). Ils sont plus souvent détenteurs d'un diplôme du supérieur (35%, +3) et ils appartiennent plus souvent aux catégories aisées : 17% d'entre eux appartiennent aux hauts revenus (+2). Le lieu de résidence devient une autre particularité de cette catégorie des optimistes puisque 16% d'entre eux habitent des communes **de 20 000 à 100 000 habitants**, contre 14% de la population française.

La dénomination de cette catégorie d'optimistes résume un positionnement plus général que celui en lien avec les attentats : 71% d'entre eux se déclarent heureux « très souvent » ou « assez souvent » contre 61% des Français en moyenne. La sociabilité a une place de choix dans leur vie : 56% estiment que leurs amis occupent une place importante ou très importante dans leur vie (contre 52% en moyenne). Ce groupe se démarque également par une proportion particulièrement élevée de personnes qui font **confiance à la police nationale** (77% contre 73% en moyenne). Il va de même de la confiance dans le **système de justice** (56% contre 43%). 49% des optimistes affirment de plus qu'il est possible de **faire confiance** aux autres (contre 37% des Français).

Par rapport aux attentats du 13 novembre 2015, force est de constater que les optimistes déclarent également plus souvent **avoir suivi le procès des attentats** du 13 novembre 2015 dans les médias : 48% contre 43% en moyenne.

Les « distants » (18%)

Ces répondants n'ont pas été classés car ils ont répondu qu'ils ignoraient quelles étaient les conséquences des attentats, qu'aucune des conséquences proposées ne leur semblait pertinente (modalité « autres ») ou que les attentats n'avaient eu aucune conséquence (« rien »). Cette catégorie connaît des évolutions en termes de sa composition sociodémographique.

En janvier 2023, elle est redevenue plutôt masculine, comme en janvier 2021, alors qu'elle était légèrement plus féminine en mai 2021. Ce groupe se compose davantage de personnes âgées de 40-59 ans (38%, +3). Ils vivent plus souvent dans des grandes villes hors agglomération parisienne (35%, +4). Des différences territoriales pourraient ainsi être en cours de formation, sans doute aussi en lien avec l'éloignement ou la proximité des lieux des attentats.

Les « distants » témoignent d'une certaine **distanciation** à l'égard des attentats du 13 novembre 2015. Il s'agit de la catégorie citant moins le 13 novembre 2015 parmi les actes terroristes les ayant marqués : 50% contre 57% des Français. Ils citent également moins souvent les attentats de janvier 2015 (31% contre 38% en moyenne). De même, 42% des distants n'ont pas du tout suivi le procès des attentats du 13 novembre 2015 dans les médias, contre 31% en moyenne.

5. Annexes

Données complémentaires

Tableau 7 : Nombre de victimes décédées dans les différents attentats et cumul des citations spontanées données de l'attentat correspondant en réponse à la question demandant quels événements terroristes ont le plus marqué la personne depuis l'an 2000

Attentat	Nb de victimes	Effectif mai 2021	Effectif janvier 2023
Attentats du 13 novembre 2015 en France	130	1418	1736
Attentat du 14 juillet 2016 à Nice	86	874	748
Attentats du 11 septembre 2001	2977	805	1096
Attentats de janvier 2015 en France	17	744	1167
Attentats de mars 2012 en France	7	80	101
Attentat de l'église de Saint-Étienne-du-Rouvray du 26 juillet 2016	1	59	39
Attaques à Carcassonne et à Trèbes du 23 mars 2018	4	56	16
Attentats à Bruxelles du 22 mars 2016	32	30	0
Attentats de Madrid du 11 mars 2004	191	25	11
Attentat à la gare de Marseille Saint-Charles du 01 octobre 2017	2	19	6
Attentats en Catalogne des 17 et 18 août 2017	16	16	3
Attentat de Westminster du 22 mars 2017	5	13	0
Attentats de Londres du 7 juillet 2005	52	12	6
Attentats de 1995 en France	8	9	13
Attentat du train Thalys le 21 août 2015	0	8	3
Fusillade du 12 juin 2016 à Orlando	49	8	0
Attentat du 19 décembre 2016 à Berlin	12	8	3
Attentat du Marathon 2013 de Boston	3	7	1
Attentat à Manchester du 22 mai 2017	22	7	1
Double meurtre du 13 juin 2016 à Magnanville	2	7	6
Attaque du musée du Bardo, 18 mars 2015	22	5	0
Fusillade de Las Vegas du 01 octobre 2017	58	4	0
Attaque de l'hôtel Byblos de Sévaré, 7 août 2015	9	4	0
Attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo du 20 mars 1995	13	4	1
Attaque de Liège du 29 mai 2018	3	3	1
Attentat de la Griba à Djerba du 11 avril 2002	19	3	0
Mort d'un policier aux Champs-Élysées le 20 avril 2017	1	3	1
Attentats terroristes de 2011 en Norvège	77	2	11
Attentat du 28 avril 2011 à Marrakech	17	2	0
Prise d'otages du théâtre de Moscou d'octobre 2002	130	2	1
Fusillade à Istres du 25 avril 2013	3	2	
Attentats de 1986 en France	7	1	1
Massacre de l'école militaire de Peshawar du 16 décembre 2014	141	1	0
Attaque à Gaza du 14/05/2018	59	1	2
Attentat du 7 avril 2017 à Stockholm	5	1	0
Fusillade du 22 juillet 2016 à Munich	9	1	0
Attentats de Moscou du 29 mars 2010	39	1	0
Attentat à Karachi du 8 mai 2002	14	1	1
Attentat des aéroports de Rome et de Vienne du 27 décembre 1985	19	1	0

Attentat de Sousse, 26 juin 2015	38	1	0
Attaque à Orly du 18 mars 2017	0	1	1
Attentats de Casablanca du 16 mai 2003	33	0	0
Attentat de Saint-Quentin-Falavier du 26 juin 2015	1	0	0
Attentats de Stockholm en 2010	0	0	0
Attentat d'Istanbul du 28 juin 2016	45	0	1
Attentat du Musée juif de Belgique, 24 mai 2014	4	0	1
Attentats à Ankara de 2015	100	0	0
Attentats à Ankara de 2016	38	0	0

Note de lecture : les actes terroristes ont été ordonnés en fonction du nombre de répondants (effectifs) les ayant cités.

Tableaux supplémentaires sociodémographiques

Tableau 8 - Réponses à la question « Pouvez-vous citer les actes terroristes commis dans le monde ou en France qui vous ont le plus marqué depuis l'an 2000 ? »
Selon les caractéristiques sociodémographiques

		Attentats de janvier 2015	Attentats de novembre 2015	Total
Un homme	Effectif	577	862	1458
	% dans SEXE	39,6%	59,1%	100,0%
	% du total	18,9%	28,3%	47,9%
Une femme	Effectif	590	874	1589
	% dans SEXE	37,1%	55,0%	100,0%
	% du total	19,4%	28,7%	52,1%
Non diplômé	Effectif	47	96	215
	% dans DIPL4	21,9%	44,7%	100,0%
	% du total	1,5%	3,2%	7,1%
BEPC	Effectif	447	708	1325
	% dans DIPL4	33,7%	53,4%	100,0%
	% du total	14,7%	23,2%	43,5%
BAC	Effectif	222	311	528
	% dans DIPL4	42,0%	58,9%	100,0%
	% du total	7,3%	10,2%	17,3%
Diplômé du supérieur	Effectif	451	621	979
	% dans DIPL4	46,1%	63,4%	100,0%
	% du total	14,8%	20,4%	32,1%
Agri. exploitant, artisan, commerçant et chef d'entreprise	Effectif	50	83	131
	% dans PCSENQ8	38,2%	63,4%	100,0%
	% du total	1,6%	2,7%	4,3%
Cadre et profession intellectuelle supérieure	Effectif	138	191	293
	% dans PCSENQ8	47,1%	65,2%	100,0%
	% du total	4,5%	6,3%	9,6%
Profession Intermédiaire	Effectif	198	275	432
	% dans PCSENQ8	45,7%	63,7%	100,0%
	% du total	6,5%	9,0%	14,2%
Employé	Effectif	170	259	490
	% dans PCSENQ8	34,7%	52,9%	100,0%
	% du total	5,6%	8,5%	16,1%

Ouvrier	Effectif	123	169	369
	% dans PCSENQ8	33,4%	45,8%	100,0%
	% du total	4,0%	5,5%	12,1%
Personne au foyer	Effectif	68	95	211
	% dans PCSENQ8	32,2%	45,0%	100,0%
	% du total	2,2%	3,1%	6,9%
Retraité	Effectif	253	458	794
	% dans PCSENQ8	31,9%	57,7%	100,0%
	% du total	8,3%	15,0%	26,1%
Etudiant	Effectif	166	205	326
	% dans PCSENQ8	50,9%	62,9%	100,0%
	% du total	5,5%	6,7%	10,7%
Bas revenus	Effectif	277	376	777
	% dans TYPOSQT	35,6%	48,4%	100,0%
	% du total	9,1%	12,3%	25,5%
Classes moyennes inférieures	Effectif	290	455	826
	% dans TYPOSQT	35,1%	55,1%	100,0%
	% du total	9,5%	14,9%	27,1%
Classes moyennes supérieures	Effectif	369	571	929
	% dans TYPOSQT	39,7%	61,5%	100,0%
	% du total	12,1%	18,7%	30,5%
Hauts revenus	Effectif	214	315	466
	% dans TYPOSQT	45,8%	67,6%	100,0%
	% du total	7,0%	10,3%	15,3%
Communes rurales	Effectif	225	337	618
	% dans AGGLO5	36,4%	54,5%	100,0%
	% du total	7,4%	11,1%	20,3%
2 000 à 19 999 habitants	Effectif	199	291	545
	% dans AGGLO5	36,5%	53,4%	100,0%
	% du total	6,5%	9,6%	17,9%
20 000 à 99 999 habitants	Effectif	152	237	421
	% dans AGGLO5	36,1%	56,3%	100,0%
	% du total	5,0%	7,8%	13,8%
100 000 habitants et plus	Effectif	367	531	948
	% dans AGGLO5	38,7%	56,0%	100,0%
	% du total	12,0%	17,4%	31,1%
Agglomération parisienne	Effectif	223	339	515
	% dans AGGLO5	43,3%	65,8%	100,0%

	% du total	7,3%	11,1%	16,9%
Île-de-France	Effectif	234	358	550
	% dans UDA10	42,5%	65,1%	100,0%
	% du total	7,7%	11,7%	18,0%
Bassin parisien Est	Effectif	89	121	240
	% dans UDA10	37,1%	50,4%	100,0%
	% du total	2,9%	4,0%	7,9%
Bassin parisien Ouest	Effectif	92	133	270
	% dans UDA10	34,1%	49,3%	100,0%
	% du total	3,0%	4,4%	8,9%
Ouest	Effectif	157	216	419
	% dans UDA10	37,4%	51,6%	100,0%
	% du total	5,2%	7,1%	13,7%
Nord	Effectif	69	98	193
	% dans UDA10	35,9%	50,8%	100,0%
	% du total	2,3%	3,2%	6,3%
Est	Effectif	79	120	223
	% dans UDA10	35,6%	53,8%	100,0%
	% du total	2,6%	3,9%	7,3%
Sud-Ouest	Effectif	127	190	320
	% dans UDA10	39,7%	59,4%	100,0%
	% du total	4,2%	6,2%	10,5%
Centre-Est	Effectif	143	205	362
	% dans UDA10	39,4%	56,6%	100,0%
	% du total	4,7%	6,7%	11,9%
Méditerranée	Effectif	143	256	389
	% dans UDA10	36,8%	65,8%	100,0%
	% du total	4,7%	8,4%	12,8%
DOM	Effectif	35	40	82
	% dans UDA10	42,7%	48,8%	100,0%
	% du total	1,1%	1,3%	2,7%
Ensemble de la population	Effectif	1168	1737	3048
	% du total	38,3%	57,0%	100,0%
	% du total	38,3%	57,0%	100,0%

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023.

Tableau 9 - Réponses à la question « Pouvez-vous citer les actes terroristes commis dans le monde ou en France qui vous ont le plus marqué depuis l'an 2000 ? »
Selon les caractéristiques sociodémographiques

		11 septembre 2001	Attentats de Nice	Total
Un homme	Effectif	570	291	1458
	% dans SEXE	39,1%	20,0%	100,0%
	% du total	18,7%	9,6%	47,9%
Une femme	Effectif	526	457	1589
	% dans SEXE	33,1%	28,8%	100,0%
	% du total	17,3%	15,0%	52,1%
Non diplômé	Effectif	53	34	216
	% dans DIPL4	24,7%	15,7%	100,0%
	% du total	1,7%	1,1%	7,1%
BEPC	Effectif	396	326	1325
	% dans DIPL4	29,9%	24,6%	100,0%
	% du total	13,0%	10,7%	43,5%
BAC	Effectif	212	140	529
	% dans DIPL4	40,2%	26,5%	100,0%
	% du total	7,0%	4,6%	17,4%
Diplômé du supérieur	Effectif	435	249	978
	% dans DIPL4	44,5%	25,5%	100,0%
	% du total	14,3%	8,2%	32,1%
Agri. exploitant, artisan, commerçant et chef d'entreprise	Effectif	45	32	131
	% dans PCSNQ8	34,4%	24,4%	100,0%
	% du total	1,5%	1,0%	4,3%
Cadre et profession intellectuelle supérieure	Effectif	135	70	293
	% dans PCSNQ8	46,1%	23,9%	100,0%
	% du total	4,4%	2,3%	9,6%
Profession Intermédiaire	Effectif	199	106	433
	% dans PCSNQ8	46,0%	24,5%	100,0%

	% du total	6,5%	3,5%	14,2%
Employé	Effectif	162	131	490
	% dans PCSENQ8	33,0%	26,7%	100,0%
	% du total	5,3%	4,3%	16,1%
Ouvrier	Effectif	117	73	369
	% dans PCSENQ8	31,8%	19,8%	100,0%
	% du total	3,8%	2,4%	12,1%
Personne au foyer	Effectif	48	46	211
	% dans PCSENQ8	22,7%	21,8%	100,0%
	% du total	1,6%	1,5%	6,9%
Retraité	Effectif	247	210	794
	% dans PCSENQ8	31,1%	26,4%	100,0%
	% du total	8,1%	6,9%	26,0%
Etudiant	Effectif	144	81	327
	% dans PCSENQ8	44,2%	24,8%	100,0%
	% du total	4,7%	2,7%	10,7%
Bas revenus	Effectif	240	198	777
	% dans TYPOSQT	30,9%	25,5%	100,0%
	% du total	7,9%	6,5%	25,5%
Classes moyennes inférieures	Effectif	291	180	826
	% dans TYPOSQT	35,2%	21,8%	100,0%
	% du total	9,6%	5,9%	27,1%
Classes moyennes supérieures	Effectif	330	240	929
	% dans TYPOSQT	35,5%	25,8%	100,0%
	% du total	10,8%	7,9%	30,5%
Hauts revenus	Effectif	229	123	467
	% dans TYPOSQT	49,0%	26,3%	100,0%
	% du total	7,5%	4,0%	15,3%
Communes rurales	Effectif	215	163	618
	% dans AGGLO5	34,8%	26,4%	100,0%
	% du total	7,1%	5,3%	20,3%

2 000 à 19 999 habitants	Effectif	203	150	545
	% dans AGGLO5	37,2%	27,5%	100,0%
	% du total	6,7%	4,9%	17,9%
20 000 à 99 999 habitants	Effectif	114	96	421
	% dans AGGLO5	27,1%	22,8%	100,0%
	% du total	3,7%	3,2%	13,8%
100 000 habitants et plus	Effectif	348	239	948
	% dans AGGLO5	36,7%	25,2%	100,0%
	% du total	11,4%	7,8%	31,1%
Agglomération parisienne	Effectif	217	100	515
	% dans AGGLO5	42,1%	19,4%	100,0%
	% du total	7,1%	3,3%	16,9%
Île-de-France	Effectif	229	106	549
	% dans UDA10	41,6%	19,3%	100,0%
	% du total	7,5%	3,5%	18,0%
Bassin parisien Est	Effectif	65	62	240
	% dans UDA10	27,1%	25,8%	100,0%
	% du total	2,1%	2,0%	7,9%
Bassin parisien Ouest	Effectif	80	64	271
	% dans UDA10	29,5%	23,6%	100,0%
	% du total	2,6%	2,1%	8,9%
Ouest	Effectif	140	102	419
	% dans UDA10	33,3%	24,3%	100,0%
	% du total	4,6%	3,3%	13,8%
Nord	Effectif	69	44	192
	% dans UDA10	35,9%	22,9%	100,0%
	% du total	2,3%	1,4%	6,3%
Est	Effectif	69	49	222
	% dans UDA10	30,9%	22,1%	100,0%
	% du total	2,3%	1,6%	7,3%

Sud-Ouest	Effectif	124	72	320
	% dans UDA10	38,8%	22,5%	100,0%
	% du total	4,1%	2,4%	10,5%
Centre-Est	Effectif	131	103	362
	% dans UDA10	36,1%	28,5%	100,0%
	% du total	4,3%	3,4%	11,9%
Méditerranée	Effectif	143	130	388
	% dans UDA10	36,8%	33,5%	100,0%
	% du total	4,7%	4,3%	12,7%
DOM	Effectif	48	14	82
	% dans UDA10	58,5%	17,1%	100,0%
	% du total	1,6%	0,5%	2,7%
Ensemble de la population	Effectif	1098	746	3045
	% du total	36,0%	24,5%	100,0%
	% du total	36,0%	24,5%	100,0%

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023.

Tableau 10 - Le procès des attentats du 13 novembre s'est déroulé entre septembre 2021 et mai 2022 avec un jugement rendu le 29 juin 2022. Avez-vous suivi ce procès dans les médias ?

Selon les caractéristiques sociodémographiques

		Oui, dans sa globalité	Oui, sur certaines phases qui vous intéressaient	Non, vous vouliez vous en préserver	Non, cela vous a échappé	NR	Total
Un homme	Effectif	100	594	305	454	4	1457
	% dans SEXE	6,9%	40,8%	20,9%	31,2%	0,3%	100,0%
	% du total	3,3%	19,5%	10,0%	14,9%	0,1%	47,8%
Une femme	Effectif	96	526	473	486	8	1589
	% dans SEXE	6,0%	33,1%	29,8%	30,6%	0,5%	100,0%
	% du total	3,2%	17,3%	15,5%	16,0%	0,3%	52,2%
Non diplômé	Effectif	12	57	61	84	1	215
	% dans DIPL4	5,6%	26,5%	28,4%	39,1%	0,5%	100,0%
	% du total	0,4%	1,9%	2,0%	2,8%	0,0%	7,1%
BEPC	Effectif	87	445	350	438	4	1324
	% dans DIPL4	6,6%	33,6%	26,4%	33,1%	0,3%	100,0%
	% du total	2,9%	14,6%	11,5%	14,4%	0,1%	43,5%
BAC	Effectif	33	202	133	158	2	528
	% dans DIPL4	6,3%	38,3%	25,2%	29,9%	0,4%	100,0%
	% du total	1,1%	6,6%	4,4%	5,2%	0,1%	17,3%
Diplômé du supérieur	Effectif	64	416	234	260	5	979
	% dans DIPL4	6,5%	42,5%	23,9%	26,6%	0,5%	100,0%
	% du total	2,1%	13,7%	7,7%	8,5%	0,2%	32,1%
Agri. exploitant, artisan, commerçant et chef d'entreprise	Effectif	13	46	29	43	0	131
	% dans PCSENG8	9,9%	35,1%	22,1%	32,8%	0,0%	100,0%
	% du total	0,4%	1,5%	1,0%	1,4%	0,0%	4,3%
Cadre et profession intellectuelle supérieure	Effectif	19	135	69	67	2	292
	% dans PCSENG8	6,5%	46,2%	23,6%	22,9%	0,7%	100,0%
	% du total	0,6%	4,4%	2,3%	2,2%	0,1%	9,6%
	Effectif	27	175	96	134	1	433

Profession Intermédiaire	% dans PCSENQ 8	6,2%	40,4%	22,2%	30,9%	0,2%	100,0%
	% du total	0,9%	5,7%	3,2%	4,4%	0,0%	14,2%
Employé	Effectif	30	145	135	176	4	490
	% dans PCSENQ 8	6,1%	29,6%	27,6%	35,9%	0,8%	100,0%
	% du total	1,0%	4,8%	4,4%	5,8%	0,1%	16,1%
Ouvrier	Effectif	26	111	89	141	2	369
	% dans PCSENQ 8	7,0%	30,1%	24,1%	38,2%	0,5%	100,0%
	% du total	0,9%	3,6%	2,9%	4,6%	0,1%	12,1%
Personne au foyer	Effectif	18	67	47	80	0	212
	% dans PCSENQ 8	8,5%	31,6%	22,2%	37,7%	0,0%	100,0%
	% du total	0,6%	2,2%	1,5%	2,6%	0,0%	7,0%
Retraité	Effectif	52	312	236	193	1	794
	% dans PCSENQ 8	6,5%	39,3%	29,7%	24,3%	0,1%	100,0%
	% du total	1,7%	10,2%	7,7%	6,3%	0,0%	26,1%
Etudiant	Effectif	12	130	77	106	1	326
	% dans PCSENQ 8	3,7%	39,9%	23,6%	32,5%	0,3%	100,0%
	% du total	0,4%	4,3%	2,5%	3,5%	0,0%	10,7%
Bas revenus	Effectif	47	242	215	269	4	777
	% dans TYPOSQT	6,0%	31,1%	27,7%	34,6%	0,5%	100,0%
	% du total	1,5%	7,9%	7,1%	8,8%	0,1%	25,5%
Classes moyennes inférieures	Effectif	43	270	215	296	2	826
	% dans TYPOSQT	5,2%	32,7%	26,0%	35,8%	0,2%	100,0%
	% du total	1,4%	8,9%	7,1%	9,7%	0,1%	27,1%
Classes moyennes supérieures	Effectif	61	374	235	256	5	931
	% dans TYPOSQT	6,6%	40,2%	25,2%	27,5%	0,5%	100,0%
	% du total	2,0%	12,3%	7,7%	8,4%	0,2%	30,5%
	Effectif	42	223	99	101	1	466

Hauts revenus	% dans TYPOSQT	9,0%	47,9%	21,2%	21,7%	0,2%	100,0%
	% du total	1,4%	7,3%	3,2%	3,3%	0,0%	15,3%
Communes rurales	Effectif	32	218	161	205	3	619
	% dans AGGLO5	5,2%	35,2%	26,0%	33,1%	0,5%	100,0%
	% du total	1,0%	7,1%	5,3%	6,7%	0,1%	20,3%
2 000 à 19 999 habitants	Effectif	42	184	157	163	0	546
	% dans AGGLO5	7,7%	33,7%	28,8%	29,9%	0,0%	100,0%
	% du total	1,4%	6,0%	5,1%	5,3%	0,0%	17,9%
20 000 à 99 999 habitants	Effectif	27	164	98	132	1	422
	% dans AGGLO5	6,4%	38,9%	23,2%	31,3%	0,2%	100,0%
	% du total	0,9%	5,4%	3,2%	4,3%	0,0%	13,8%
100 000 habitants et plus	Effectif	56	340	245	301	6	948
	% dans AGGLO5	5,9%	35,9%	25,8%	31,8%	0,6%	100,0%
	% du total	1,8%	11,1%	8,0%	9,9%	0,2%	31,1%
Agglomération parisienne	Effectif	41	215	118	140	1	515
	% dans AGGLO5	8,0%	41,7%	22,9%	27,2%	0,2%	100,0%
	% du total	1,3%	7,0%	3,9%	4,6%	0,0%	16,9%
Île-de-France	Effectif	43	227	126	152	2	550
	% dans UDA10	7,8%	41,3%	22,9%	27,6%	0,4%	100,0%
	% du total	1,4%	7,4%	4,1%	5,0%	0,1%	18,0%
Bassin parisien Est	Effectif	17	82	80	60	0	239
	% dans UDA10	7,1%	34,3%	33,5%	25,1%	0,0%	100,0%
	% du total	0,6%	2,7%	2,6%	2,0%	0,0%	7,8%
Bassin parisien Ouest	Effectif	12	102	73	84	0	271
	% dans UDA10	4,4%	37,6%	26,9%	31,0%	0,0%	100,0%
	% du total	0,4%	3,3%	2,4%	2,8%	0,0%	8,9%
Ouest	Effectif	21	161	112	124	1	419
	% dans UDA10	5,0%	38,4%	26,7%	29,6%	0,2%	100,0%
	% du total	0,7%	5,3%	3,7%	4,1%	0,0%	13,7%
Nord	Effectif	17	62	47	66	1	193
	% dans UDA10	8,8%	32,1%	24,4%	34,2%	0,5%	100,0%

	% du total	0,6%	2,0%	1,5%	2,2%	0,0%	6,3%
Est	Effectif	11	71	55	86	1	224
	% dans UDA10	4,9%	31,7%	24,6%	38,4%	0,4%	100,0%
	% du total	0,4%	2,3%	1,8%	2,8%	0,0%	7,3%
Sud-Ouest	Effectif	23	122	74	98	3	320
	% dans UDA10	7,2%	38,1%	23,1%	30,6%	0,9%	100,0%
	% du total	0,8%	4,0%	2,4%	3,2%	0,1%	10,5%
Centre-Est	Effectif	19	127	85	129	2	362
	% dans UDA10	5,2%	35,1%	23,5%	35,6%	0,6%	100,0%
	% du total	0,6%	4,2%	2,8%	4,2%	0,1%	11,9%
Méditerranée	Effectif	30	145	96	116	2	389
	% dans UDA10	7,7%	37,3%	24,7%	29,8%	0,5%	100,0%
	% du total	1,0%	4,8%	3,1%	3,8%	0,1%	12,8%
DOM	Effectif	4	22	31	25	0	82
	% dans UDA10	4,9%	26,8%	37,8%	30,5%	0,0%	100,0%
	% du total	0,1%	0,7%	1,0%	0,8%	0,0%	2,7%
Ensemble de la population	Effectif	197	1121	779	940	12	3049
	% du total	6,5%	36,8%	25,5%	30,8%	0,4%	100,0%
	% du total	6,5%	36,8%	25,5%	30,8%	0,4%	100,0%

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023.

		Les tétanisés	Les préoccupés du vivre ensemble	Les inquiets et méfiants	Les optimistes	Les distant	Total
Un homme	Effectif	282	249	507	156	265	1459
	% dans SEXE	19,3%	17,1%	34,7%	10,7%	18,2%	100,0%
	% du total	9,2%	8,2%	16,6%	5,1%	8,7%	47,9%
Une femme	Effectif	300	227	655	132	276	1590
	% dans SEXE	18,9%	14,3%	41,2%	8,3%	17,4%	100,0%
	% du total	9,8%	7,4%	21,5%	4,3%	9,1%	52,1%
Non diplômé	Effectif	41	33	80	25	37	216
	% dans DIPL4	19,0%	15,3%	37,0%	11,6%	17,1%	100,0%
	% du total	1,3%	1,1%	2,6%	0,8%	1,2%	7,1%
BEPC	Effectif	258	191	519	119	237	1324
	% dans DIPL4	19,5%	14,4%	39,2%	9,0%	17,9%	100,0%
	% du total	8,5%	6,3%	17,0%	3,9%	7,8%	43,5%
BAC	Effectif	101	92	200	45	91	529
	% dans DIPL4	19,1%	17,4%	37,8%	8,5%	17,2%	100,0%
	% du total	3,3%	3,0%	6,6%	1,5%	3,0%	17,4%
Diplômé du supérieur	Effectif	180	159	363	100	176	978
	% dans DIPL4	18,4%	16,3%	37,1%	10,2%	18,0%	100,0%
	% du total	5,9%	5,2%	11,9%	3,3%	5,8%	32,1%
Agri. exploitant, artisan, commerçant et chef d'entreprise	Effectif	22	25	54	12	19	132
	% dans PCSENQ 8	16,7%	18,9%	40,9%	9,1%	14,4%	100,0%
	% du total	0,7%	0,8%	1,8%	0,4%	0,6%	4,3%
Cadre et profession intellectuelle supérieure	Effectif	52	47	109	31	55	294
	% dans PCSENQ 8	17,7%	16,0%	37,1%	10,5%	18,7%	100,0%
	% du total	1,7%	1,5%	3,6%	1,0%	1,8%	9,6%
Profession Intermédiaire	Effectif	80	69	163	45	76	433
	% dans PCSENQ 8	18,5%	15,9%	37,6%	10,4%	17,6%	100,0%
	% du total	2,6%	2,3%	5,3%	1,5%	2,5%	14,2%

Employé	Effectif	88	75	191	40	96	490
	% dans PCSENG 8	18,0%	15,3%	39,0%	8,2%	19,6%	100,0%
	% du total	2,9%	2,5%	6,3%	1,3%	3,2%	16,1%
Ouvrier	Effectif	63	54	133	42	76	368
	% dans PCSENG 8	17,1%	14,7%	36,1%	11,4%	20,7%	100,0%
	% du total	2,1%	1,8%	4,4%	1,4%	2,5%	12,1%
Personne au foyer	Effectif	41	41	70	20	39	211
	% dans PCSENG 8	19,4%	19,4%	33,2%	9,5%	18,5%	100,0%
	% du total	1,3%	1,3%	2,3%	0,7%	1,3%	6,9%
Retraité	Effectif	175	124	306	66	123	794
	% dans PCSENG 8	22,0%	15,6%	38,5%	8,3%	15,5%	100,0%
	% du total	5,7%	4,1%	10,0%	2,2%	4,0%	26,1%
Etudiant	Effectif	59	41	137	33	55	325
	% dans PCSENG 8	18,2%	12,6%	42,2%	10,2%	16,9%	100,0%
	% du total	1,9%	1,3%	4,5%	1,1%	1,8%	10,7%
Bas revenus	Effectif	131	121	315	64	147	778
	% dans TYPOSQT	16,8%	15,6%	40,5%	8,2%	18,9%	100,0%
	% du total	4,3%	4,0%	10,3%	2,1%	4,8%	25,5%
Classes moyennes inférieures	Effectif	168	125	338	71	124	826
	% dans TYPOSQT	20,3%	15,1%	40,9%	8,6%	15,0%	100,0%
	% du total	5,5%	4,1%	11,1%	2,3%	4,1%	27,1%
Classes moyennes supérieures	Effectif	180	156	320	101	173	930
	% dans TYPOSQT	19,4%	16,8%	34,4%	10,9%	18,6%	100,0%
	% du total	5,9%	5,1%	10,5%	3,3%	5,7%	30,5%
Hauts revenus	Effectif	93	69	173	50	81	466
	% dans TYPOSQT	20,0%	14,8%	37,1%	10,7%	17,4%	100,0%
	% du total	3,1%	2,3%	5,7%	1,6%	2,7%	15,3%
	Effectif	117	90	268	50	93	618

Communes rurales	% dans AGGLO5	18,9%	14,6%	43,4%	8,1%	15,0%	100,0%
	% du total	3,8%	3,0%	8,8%	1,6%	3,1%	20,3%
2 000 à 19 999 habitants	Effectif	111	80	204	55	95	545
	% dans AGGLO5	20,4%	14,7%	37,4%	10,1%	17,4%	100,0%
	% du total	3,6%	2,6%	6,7%	1,8%	3,1%	17,9%
20 000 à 99 999 habitants	Effectif	80	70	162	45	65	422
	% dans AGGLO5	19,0%	16,6%	38,4%	10,7%	15,4%	100,0%
	% du total	2,6%	2,3%	5,3%	1,5%	2,1%	13,8%
100 000 habitants et plus	Effectif	185	137	347	90	189	948
	% dans AGGLO5	19,5%	14,5%	36,6%	9,5%	19,9%	100,0%
	% du total	6,1%	4,5%	11,4%	3,0%	6,2%	31,1%
Agglomération parisienne	Effectif	88	98	180	49	99	514
	% dans AGGLO5	17,1%	19,1%	35,0%	9,5%	19,3%	100,0%
	% du total	2,9%	3,2%	5,9%	1,6%	3,2%	16,9%
Île-de-France	Effectif	96	101	194	53	106	550
	% dans UDA10	17,5%	18,4%	35,3%	9,6%	19,3%	100,0%
	% du total	3,2%	3,3%	6,4%	1,7%	3,5%	18,1%
Bassin parisien Est	Effectif	39	43	103	17	38	240
	% dans UDA10	16,3%	17,9%	42,9%	7,1%	15,8%	100,0%
	% du total	1,3%	1,4%	3,4%	0,6%	1,2%	7,9%
Bassin parisien Ouest	Effectif	52	26	123	26	43	270
	% dans UDA10	19,3%	9,6%	45,6%	9,6%	15,9%	100,0%
	% du total	1,7%	0,9%	4,0%	0,9%	1,4%	8,9%
Ouest	Effectif	92	60	153	40	73	418
	% dans UDA10	22,0%	14,4%	36,6%	9,6%	17,5%	100,0%
	% du total	3,0%	2,0%	5,0%	1,3%	2,4%	13,7%
Nord	Effectif	49	18	75	18	33	193
	% dans UDA10	25,4%	9,3%	38,9%	9,3%	17,1%	100,0%
	% du total	1,6%	0,6%	2,5%	0,6%	1,1%	6,3%
Est	Effectif	39	34	84	19	47	223
	% dans UDA10	17,5%	15,2%	37,7%	8,5%	21,1%	100,0%
	% du total	1,3%	1,1%	2,8%	0,6%	1,5%	7,3%

Sud-Ouest	Effectif	62	53	116	32	57	320
	% dans UDA10	19,4%	16,6%	36,3%	10,0%	17,8%	100,0%
	% du total	2,0%	1,7%	3,8%	1,1%	1,9%	10,5%
Centre-Est	Effectif	57	58	144	38	66	363
	% dans UDA10	15,7%	16,0%	39,7%	10,5%	18,2%	100,0%
	% du total	1,9%	1,9%	4,7%	1,2%	2,2%	11,9%
Méditerranée	Effectif	84	64	141	35	64	388
	% dans UDA10	21,6%	16,5%	36,3%	9,0%	16,5%	100,0%
	% du total	2,8%	2,1%	4,6%	1,1%	2,1%	12,7%
DOM	Effectif	11	17	29	11	14	82
	% dans UDA10	13,4%	20,7%	35,4%	13,4%	17,1%	100,0%
	% du total	0,4%	0,6%	1,0%	0,4%	0,5%	2,7%
Ensemble	Effectif	581	474	1162	289	541	3047
	% du total	19,1%	15,6%	38,1%	9,5%	17,8%	100,0%
	% du total	19,1%	15,6%	38,1%	9,5%	17,8%	100,0%

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, janvier 2023.

Questionnaire

[A tous] * CNRS mémorisation * EVENTHIS
PH43

Q1 Quel est, à vos yeux, l'événement historique le plus important survenu en France ou dans le monde depuis 1900 ?

/ _____ /

[A tous] * CNRS Mémorisation * ACTTERO0—ACTTERO2
PH43

N1 Pouvez-vous citer les actes terroristes commis dans le monde ou en France qui vous ont le plus marqué depuis l'an 2000 ?

Q2 (3 réponses possibles)

/ _____ /

N'a jamais entendu parler, ne sait pas

99

[A tous] * CNRS Mémorisation * IMAGEATT
PH43

N2 Quelles sont les images qui vous sont restées en mémoire lorsque vous pensez au 13 novembre 2015 ?

/ _____ /

[A tous] * CNRS Mémorisation * ATTENTAT
PH43

N3 Selon vous, qu'est-ce que les attentats du 13 novembre 2015 en région parisienne ont changé en France ?

/ _____ /

[A tous](SPLIT BALLOT) * CNRS mémorisation * WHY13NO1b - WHY13NO2b
PH43 (+item 7 nouveau)

N4 (A 50% de l'échantillon) Quelles sont, selon vous, les deux principales causes des attentats du 13 novembre 2015 ?
(Deux réponses possibles – rotation aléatoire)

	1 ^{ère} réponse	2 ^{ème} réponse
. Le manque de moyens de la police et des services de renseignements	1	1
. Des tensions religieuses et culturelles au sein de la société française	2	2
. La politique étrangère de la France	3	3
. L'échec des politiques dans le domaine social, économique et éducatif...	4	4
. Un nombre trop important d'immigrés en France	5	5
. La lutte contre l'Etat islamique (DAESH) et l'islamisme radical.....		6
. Autre, précisez / _____ /	7	7

. Il ne faut pas chercher de raisons aux attentats, ce sont les actes de déséquilibrés 8 -

. *Ne sait pas* 9 9

(A 50% de l'échantillon) Quelles sont, selon vous, les deux principales causes des attentats du 13 novembre 2015 ?

(Deux réponses possibles – rotation aléatoire)

	1 ^{ère} réponse	2 ^{ème} réponse
. Le manque de moyens de la police et des services de renseignements	1	1
. Des tensions religieuses et culturelles au sein de la société française	2	2
. La politique étrangère de la France	3	3
. L'échec des politiques dans le domaine social, économique et éducatif...	4	4
. Un nombre trop important d'immigrés en France	5	5
. Autre, précisez / _____ /	6	6
. Il ne faut pas chercher de raisons aux attentats, ce sont les actes de déséquilibrés	7	-
. <i>Ne sait pas</i>	9	9

[A tous] PH43 * CNRS mémorisation * CONSATT1 – CONSATT2

N5 Quelles sont, selon vous, les deux principales conséquences des attentats du 13 novembre 2015 ?

(Deux réponses possibles – rotation aléatoire)

	1 ^{ère} réponse	2 ^{ème} réponse
. Une menace sur les libertés individuelles	1	1
. Des mesures de sécurité renforcées	2	2
. Une plus grande cohésion sociale	3	3
. Une société plus divisée	4	4
. Un engagement plus fort des citoyens	5	5
. Un sentiment de peur	6	6
. Rien	7	7
. Autre, précisez / _____ /	8	8
. <i>Ne sait pas</i>	9	9

N6 Le procès des attentats du 13 novembre s'est déroulé entre septembre 2021 et mai 2022 avec un jugement rendu le 29 juin 2022. Avez-vous suivi ce procès dans les médias ?

- Oui, dans sa globalité1
- Oui, sur certaines phases qui vous intéressaient.....2
- Non, vous vouliez vous en préserver3
- Non, cela vous a échappé4

Bibliographie

- Busekist Astrid von, Politiques de la langue et constructions nationales : l'exemple belge, Paris, 1996.
- Anzieu-Premmereur, C. 2002, Après le 11 septembre 2001 à New-York. *Revue française de psychanalyse* 03 (66) : 865-876.
- Bianquis, G., et L. Castell. 2018. Les attentats nous terrorisent-ils ? L'impact des attentats du 13 novembre 2015 sur l'opinion publique. *Les dossiers de la DRESS* (24).
- Bidart Claire, Les âges de l'amitié – Cours de la vie et formes de la socialisation, In Transversalités, 2010/1, n°113.
- Bousaguet, L. et F. Faucher. 2017. Quand l'État convoque la rue : La marche républicaine du 11 janvier 2015. *Gouvernement et action publique*, 2(2), 37-61.
- Bousaguet, L. et F. Faucher. 2018. La construction des discours présidentiels post-attentats à l'épreuve du temps, *Mots. Les langages du politique* (118) : 95-115.
- Brice Lucie, Mémorisation des attentats du 13 novembre 2015 – 2 ans et sept mois après (vague de juin 2018), CREDOC, Paris, 2019.
- Brice, L., P. Croutte, E. Daudey, N. Guisse, S. Hoibian, et F. Lehuédé. 2016a. 2016 À Paris comme ailleurs : Fluctuat nec mergitur. *Note de conjoncture du CRÉDOC*.
- Brice, L., S. Hoibian, C. Millot, et D. Peschanski. 2016b. La mémorisation et perception des attentats du 13 novembre 2015 en France, 6 mois après. Rapport du CRÉDOC dans le cadre du *Programme 13 novembre*.
- Briera Thibaut et Hoibian Sandra, Mémorisation des attentats du 13 novembre 2015 – trois ans après (vague de janvier 2019), CREDOC, Paris, 2019, <https://www.credoc.fr/publications/memorisation-des-attentats-du-13-novembre-2015-trois-ans-apres-rapport>
- Britton, « The suspension of belief and the « as-if syndrome », *Belief and Imagination*, London, Routledge, 1998.
- Brown, R., et J. Kulik. 1977. Flashbulb memories. *Cognition* 5 (1) : 73-99.
- Calabrese Steimberg, L. 2011. De Hiroshima aux Twin Towers : les désignants d'événements, une mémoire de l'actualité ?. *Itinéraires* 2011 (2).
- Cario. R. 2013. « ? La justice restaurative ? : de l'utopisme rationnel à l'application concrète ? », dans P.V. Tournier, (sous la direction de), *Une certaine idée de la criminologie*, Paris, L'Harmattan, coll. « ?Criminologie? ».
- Champagne, P. 2000. L'événement comme enjeu. *Réseaux* 100 : 403-426.
- Christianson, S.-A. 1989. Flashbulb memories : Special, but not so special. *Memory & Cognition* 17 (4) : 435-443.
- CNRS, [Comment la société réagit-elle face aux attentats ? | CNRS Le journal](#), 9/11/2020
- Collins R. 2004, *Interaction ritual chains*, Princeton, Princeton University Press
- Commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis, *11 septembre, Rapport final de la Commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis*, collectif, Editions des Equateurs, septembre 2004, 512 pages.
- Courbet, D., et M.-P. Fourquet-Courbet. 2003. Réception des images d'une catastrophe en direct à la télévision : Étude qualitative des réactions provoquées par les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis au travers du rappel de téléspectateurs français. *Review of Applied Psychology / Revue Européenne de Psychologie Appliquée* 53 (1).
- CREDOC, Travaux méthodologiques sur le passage d'enquêtes en face à face/en ligne, <https://www.credoc.fr/publications/une-approche-de-leffet-du-passage-sur-internet-dune-enquete-en-population-generale>
- CROUTTE, P., DAUDEY, E. HOIBIAN, S. (Crédoc), LEGLEYE, S., CHARRANCE., G (Ined), *Une approche de l'effet du passage sur Internet d'une enquête en population générale*, Paris, Crédoc, 2015.
- CROUTTE, P., DAUDEY, E. HOIBIAN, S. (Crédoc), LEGLEYE, S., CHARRANCE., G (Ined), *Une approche de l'effet du passage sur Internet d'une enquête en population générale*, Paris, Crédoc, 2015.
- CYRULNIK, Boris, « Traumatisme et résilience », *Rhizome*, 2018/3-4 (N° 69-70), p. 28-29. DOI : 10.3917/rhiz.069.0028. URL : <https://www.cairn.info/revue-rhizome-2018-3-page-28.htm>
- Desnos, R., ed. 1962. *La liberté ou l'amour suivi de Deuil pour Deuil*. Gallimard.
- DJEPVA-INJEP, CREDOC, *Baromètre DJEPVA sur la Jeunesse 2018*, 2018
- DREES, BVA opinion. 2017. *Baromètre d'opinion de la DREES sur la santé, la protection sociale et les inégalités : principaux enseignements de l'enquête 2016*.
- EQLS (European Quality of life survey) 2016
- Er, N. 2003. A new flashbulb memory model applied to the Marmara earthquake. *Applied Cognitive Psychology* 17 (5) : 503-517.
- Erner Guillaume, *La société des victimes*, Editions la Découverte, 2006.

- Espinat, M. 2016. Rhétorique de la terreur après les attentats parisiens : réflexions sur l'émergence de quelques phrasèmes. *ELIS - Echanges de linguistique en Sorbonne*, Université Paris Sorbonne, 4 (1) : 60-89.
- Eustache, F. et alii, dir., 2018 *La mémoire au futur*, Paris, Éditions Le Pommier et Observatoire B2V des Mémoires, p. 122-123
- Eustache, F., et D. Peschanski. 2017. 13-Novembre : un vaste programme de recherche transdisciplinaire sur la construction de la mémoire. Editorial, *Médecine/Sciences* 33 : 211-2.
- Eustache, F., J-G Ganascia, R. Jaffard, D. Peschanski et B. Stiegler. 2014. *Mémoire et oubli*, Éditions Le Pommier, coll. « L'Observatoire B2V des mémoires, n°1 ».
- Finkenauer, C., O. Luminet, L. Gisle, A. El-Ahmadi, M. Van Der Linden, et P. Philippot. 1998. Flashbulb memories and the underlying mechanisms of their formation : toward an emotional-integrative model. *Memory & Cognition* 26 (3) : 516-531.
- Fondapol (collectif), *Les attentats islamistes dans le monde 1979-2021*, Paris, édition septembre 2021.
- France 2. 2001. Journal télévisé (11 septembre 2001). Ina Société.
https://www.youtube.com/watch?v=m5N35vvX_xA
- Freud Sigmund Freud, *Le refoulement*, In *Métopsychoanalyse* (1915), Paris, 1986.
- Gandolphe, M.-C., et M. El Haj. 2016. Flashbulb memories of the Charlie Hebdo attack. *Journal of Psychology and Cognition* 1 (1) : 20-28.
- Garcin-Marrou, I. 2001. *Terrorisme, médias et démocratie*. Lyon : Presses universitaires de Lyon.
- Goffman Erwing, *Frame Analysis : An essay on the organization of experience*, Boston, Northeastern University
- Grinshpun Yana, *Le dispositif victimaire et sa disqualification – De la victime à la victimisation : la construction d'un dispositif discursif*, *Argumentation & Analyse du discours*, 19/2019.
- Gensburger S., « Les figures du juste et du résistant et l'évolution de la mémoire historique française de l'occupation », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 2-3, avril-juin 2002, p. 291-322. DOI : 10.3406/rfsp.2002.403712
- Haddad, K. 2017. La forme d'une ville. Géographie d'après les attentats. In *Aimer Paris. Regards exotopiques sur une ville capital(e) de la modernité*. Porto : De Almeida, Laurel & De Jesus Cabral.
- Halbwachs M. (1997) [1950], *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel. ,p. 162
- Halbwachs Maurice, *La topographie des évangiles en terre sainte : Etude sur la mémoire collective*. Paris, PUF, 1972.
- Halbwachs Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris, PUF, 1952.
- Hoibian Sandra, *La cohésion sociale à l'épreuve de l'individualisation* thèse de doctorat, 2020
- Hoibian Sandra, Victor Prieur, Denis Peschanski, Francis-Eustache, *Les attentats du 13 novembre 2015, un marqueur de la mémoire collective*, CMV n°302, CREDOC, Paris, novembre 2018, <https://www.credoc.fr/publications/les-attentats-du-13-novembre-2015-un-marqueur-de-la-memoire-collective>
<https://www.credoc.fr/publications/les-attentats-du-13-novembre-2015-un-marqueur-de-la-memoire-collective>
- Hoibian, S. 2013. Les Français en quête de lien social. *Collection des rapports*, n°R292 Paris CRÉDOC.
- Hoibian, S. 2014. Le modèle social à l'épreuve de la crise. *Baromètre de la cohésion sociale 2014. Collection des Rapports*, n°R312 Paris CRÉDOC.
- <http://www.espacestemps.net/articles/venir-a-ground-zero-se-souvenir-du-11-septembre/>
- <https://laviedesidees.fr/Une-France-moins-xenophobe.html>
- <https://www.girlsandgeeks.com/2015/11/14/le-13-novembre/>
- <https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/2586377/LOGFRA17.pdf>
- <https://www.slideshare.net/Sofres/baromtre-2016-de-confiance-des-franais-dans-les-media>
- Insee Références, édition 2017 - Dossier - La mobilité résidentielle.
- Insee Références, édition 2017 - Dossier - La mobilité résidentielle
- Koren, R. 1996. *Les enjeux éthiques de l'écriture de presse et la mise en mots du terrorisme*. Paris : L'Harmattan.
- Lamy, A. 2006. Les spécificités du traitement médiatique dans l'urgence. L'exemple des attentats du 11 septembre 2001. *Communication et organisation* 29 : 108-122.
- Lecoq, T. 2015. Le 13 novembre (Billet du blog Girls and Geeks du 14 novembre 2015).
- Lefébure P., Roche, É., Sécaïl, C., 2018, *Les attentats du 13 novembre en direct à la télévision : mise en récit de l'événement et de ses ramifications* », *Mots. Les langages du politique* (118) : 37-57
- Lefebvre Remi, « Proximité », *Mots*, ENS Editions, n° 77, mai 2005, 74p.
- Legleye Stéphane, Ined& Université Paris-Saclay, University of Paris-Sud, UVSQ, CESP, INSERM ; Hoibian Sandra, Crédoc ; Cubillé Jérôme, EDF ; Croutte Patricia, Crédoc, Charrance Géraldine, Ined, Répliquer une enquête face-à-face sur un access panel web ? Une comparaison multipanels, article présenté au 9ème colloque francophone sur les sondages, Université du Québec en Outaouais, 11 au 14 octobre 2016

- Lizé Masclef, N. 2019. De Charlie au Bataclan : retour sur la médiatisation des attentats de 2015. *La Revue des Médias*
- Luminet, O. 2009. Models for the formation of flashbulb memories. In *New issues and new perspectives*. New York : Luminet & Curci.
- Malherbe, C. 2016. Attentats du 13 novembre : la saturation des écrans TV. *INA*.
<https://www.ina.fr/television/article/attentats-du-13-novembre-la-saturation-des-ecrans-tv-9355>
- Manciaux Michel, « La résilience. Un regard qui fait vivre », *Études*, 2001/10 (Tome 395), p. 321-330. DOI : 10.3917/etu.954.0321. URL : <https://www.cairn.info/revue-etudes-2001-10-page-321.htm>
- Marcé, C., C. Morisson, et C. Brezet. 2016. Baromètre 2016 de la confiance médiatique. *Kantar Sofres*.
- Marr Maira, S. 2016. *The 9/11 Generation*, NY Press
- MAYER N. et al., Evolution et structures des préjugés : Le regard des chercheurs – Chapitre II.1. Questions de méthode, 2020.
- Mayer Nonna, Michelat Guy, Tiberj Vincent, Vitale Tommaso, « Questions de méthode », CNCDH, La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2018, Paris, La Documentation française, 2019, p. 73-86.
- Mayer, N., et V. Tiberj. 2016. Who were the « Charlie » in the Streets? A Socio-Political Approach of the January 11 Rallies. *International Review of Social Psychology* 29 (1) : 59-68.
- Mayer, N., G. Michelat, V. Tiberj, et T. Vitale. 2016. Le retour inattendu de la tolérance. In *Rapport sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie 2015*. Paris : CNCDH.
- Meyer Geoff, « A Stab in the Back on a Sunday Morning »- The Melodramatic Imagination and Pearl Harbour, in T. Barta (éd), *Screening the Past : Film and the Representation of History*, Westport, Praeger, 1998, pp. 83-92
- Millot, C., J. Müller, E. Lallement, C. Renzi, et J. Dezellus. 2017. Les visites patrimoniales progressent encore chez les Français, signe d'un attachement fort et durable. Note de synthèse du CRÉDOC pour la Direction générale des patrimoines.
- Moirand, S. 2007. *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*. Paris : PUF.
- Moirand, S. 2014. L'événement « saisi » par la langue et la communication. *Cahiers de praxématique* 63.
- Moirand, S., et S. Reboul-Touré. 2015. Nommer les événements à l'épreuve des mots et de la construction du discours. *Langue française* 188 : 105-120.
- Müller Jörg, A qui profite l'histoire ? Définitions et révisions de la fonction politique de l'histoire dans les processus de la construction identitaire autrichienne, Paris, 2010.
- Neveu, E., et L. Quéré, ed. 1996. Le temps de l'événement. *Réseaux* 75 : 7-133.
- Nicolas, S. 1992. Hermann Ebbinghaus et l'étude expérimentale de la mémoire humaine. *L'année Psychologique* 92 (4) : 527-544.
- Niemeyer, K. 2018. Un journalisme d'empathie ? Le mémorial du *Monde* pour les victimes des attentats du 13 novembre 2015. *Mots. Les langages du politique*, 118(3) : 59-74.
- Niemeyer, K. 2015, Médias et catastrophe, <https://www.dailymotion.com/video/x3cy1oj>
- Nora P., « Le retour de l'événement », in Jacques Le Goff et Pierre Nora (dir.), *Faire de l'histoire. Nouveaux objets*, Paris, Gallimard, 1974, tome 1, p.210-228.
- Nora P., « L'ère de la commémoration », in Pierre Nora (dir), *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, volume 3, 1992, p. 977-1012.
- Ory, P. 2016. *Ce que dit Charlie. Treize leçons d'histoire*. Paris : Gallimard.
- Ory P., « La commémoration qu'on mérite », les lieux de mémoire, *Magazine littéraire*, n° 307, février 1993, p. 38-47.
- Peschanski, D., et F. Eustache. 2016. 13-Novembre et mémoire traumatiques. *Revue de neuropsychologie* 8 (3) : 155-157.
- Paez D., Rim B., Basabe N., Wlodarczyk A., & Zumeta L. (2015, March 30). Psychosocial Effects of Perceived Emotional Synchrony in Collective Gatherings, *Journal of Personality and Social Psychology*.
- Peschanski D, Klein-Peschanski C, Eustache F. Programme 13-Novembre : les mémoires en cours d'écriture. *Rev Neuropsychol* 2021 ; 13 (4) : 243-4 doi:10.1684/nrp.2021.0687.
- Pierre Philippe, Peschanski Denis, Klein-Peschanski Carine, Cartron-Picart Héloïse, (dir.), *Victimes du terrorisme – La prise en charge*, Paris, 2020.
- Pierre Philippe, September 11th-12th. The individual and the State faced with terrorism. 2013.
- Prak-Derrington Emmanuel, « Je suis Charlie ». Analyse énonciative et pragmatique d'un slogan de crise, In *Cahiers d'Études Germaniques, Crises et catastrophes – De la mise en discours à l'argumentation*, 2017, p. 19-38.
- Pratiques culturelles des Français, Ministère de la culture, données 2018.
- [Publications scientifiques | Programme 13-Novembre \(memoire13novembre.fr\)](https://www.memoire13novembre.fr/) :
<https://www.memoire13novembre.fr/content/publications-scientifiques>
- Quéré, L. 2006. Entre fait et sens, la dualité de l'événement. *Réseaux* 139 : 183-218.
- Rapport de la CNCDH, sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, année 2019.

- Ricoeur Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Editions du Seuil, 2000.
- Ricœur, Paul, 1991. Evènement et sens. *Raisons pratiques 2* : 41-56.
- Rubin, D., et S. Umanath. 2015. Event Memory: A Theory of Memory for Laboratory, Autobiographical, and Fictional Events. *Psychological Review* 122 (1) :1-23.
- Salas, D. 2016. Après les attentats, la saine colère des victimes. *Esprit* 2016 (3) : 156-166.
- Scholz, C., et S. Materna (trad.). 2016. Quelques réflexions sur la génération Bataclan. *Villa Europa* 2016 (7) : 49-53.
- Spire Alexis et al. Social inequalities in hostility toward vaccination against Covid-19, Yale, MedRxiv, juin 2013.
- Tiberj, V. 2017. Une France moins xénophobe ?. In *Se saisir des attentats*. Duvoux, Truc.
- Tinti, C., S. Schmidt, S. Testa, et L. J. Levine. 2014. Distinct processes shape flashbulb and event memories. *Memory & Cognition* 42 (4) : 539-551.
- Truc, G. 2015. Venir à Ground Zero, se souvenir du 11-Septembre. *EspacesTemps.net*.
- Truc, G. 2016. *Sidérations. Une sociologie des attentats*. Paris : PUF.
- Veniard, M. 2018. La presse devant les attentats terroristes : usages journalistiques du mot guerre (Paris, 2015). *Mots. Les langages du politique* 2018/1 (116) : 91-109.
- Weber Max, *Wirtschaft und Gesellschaft*, Tübingen, 1972/1921, p. 21 sq.
- Wertsch, J. V. 2002. *Voices of Collective Remembering*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Zuber Valentine, La laïcité française, une exception historique, des principes partagés, In *Revue du droit des religions, Convictions religieuses et ajustements de la norme*, n°7, 2019, pp. 193-205.